

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'INFLUENCE
DU
RÉGIME SUCCESSORAL FRANÇAIS
SUR
L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 5 Décembre 1911, à 3 heures

PAR

LOUIS GARRIGOU

Président : M. FERNAND FAURE, professeur
Suffragants : { MM. PERREAU, professeur
TRUCHY, professeur

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE L'INFLUENCE

DU

RÉGIME SUCCESSORAL FRANÇAIS

SUR

L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 5 Décembre 1911, à 3 heures

PAR

LOUIS GARRIGOU

Président : M. FERNAND FAURE, *professeur*

Suffragants : { MM. PERREAU, *professeur*
TRUCHY, *professeur*



PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1911

A

LA MÉMOIRE VÉNÉRÉE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

Ex imo corde.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- G. Albert. — *La liberté de tester*, Paris, 1895.
- R. P. Alet. — *Etudes religieuses, philosophiques*, de mars 1872.
Assises de la Haute-Cour. Edit., Beugnot, 1840-1843.
- Auffroy. — *De l'évolution du testament en France des origines au XIII^e siècle*, Paris, 1899.
- G. d'Avenel. — *Histoire économique*.
— *La fortune privée à travers sept-siècles*, 1893.
- Batbie. — *Cours d'économie politique*.
— *Revue critique*, t. XXX.
- Baudrillart. — *Etudes sur les populations agricoles de la France*, 1888-1893.
- Beaumanoir. — *Coutumes de Beauvoisis*. Edit. Salmon, 1899, 1910.
- H. Bixon. — *L'Amérique nouvelle*, 1867.
- Boissonnade. — *Histoire de la réserve héréditaire*, Paris, 1873.
- Alex. de Brandt. — *Droit et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale*, trad. Eug. Régnier, préface de G. Blondel, Paris, 1901.
- J. Brissaud. — *Cours d'histoire générale du droit français public et privé*, Paris, 1904.
- Brutails. — *Etude sur la condition de la population rurale du Roussillon au Moyen Age*, 1891.
— *Cartulaire de l'église collégiale de Saint-Seurin de Bordeaux*, Bordeaux, 1897.
- Bulletin de statistique et de législation comparée*, Ministère des Finances, août 1884, juin 1904, novembre 1910.
- De Butenval. — *Les lois de succession appréciées dans leurs effets économiques par les Chambres de commerce de France*, Paris, 1884.

- Chenevaz. — *La constitution du bien de famille insaisissable et la loi du 12 juillet 1909*, Paris, 1910.
- Cheysson. — *La question de la dépopulation en France. Revue politique et parlementaire*, octobre 1906.
- Cicero. — *Topica.*
- Alfred des Cilleuls. — *L'arrêt dans la population française*, Paris, 1897.
- J. Cæsar. — *De bello gallico commentarii.*
- Ambroise Colin. — *La natalité française et les lois successorales. Grande Revue*, Mars, 1903.
- Congrès de la propriété foncière de 1900.
- XIX^e Congrès de la société internationale d'économie sociale et des unions de la Paix sociale ; tome II, mémoires et rapports démographiques d'enquête ; la désertion des campagnes, Paris, 1910.
- Conseil d'Etat. Série d'études sur le bien de famille. *Etat de la question dans les législations françaises et étrangères*, par MM. Tirman, maître des requêtes, Grunebaune, G. Cahen et Tirard, auditeurs, Paris, 1904.
- Cordier. — *Le droit de famille aux Pyrénées*, 1839.
- Coutume de Toulouse*. Edit. Tardif, 1884.
- Grand Coutumier de France*. Edit. Laboulaye et Dareste, 1868.
- Grand Coutumier de Normandie*. Edit. Laurence de Gruchy, 1881.
- Dalloz. — *Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine, et de jurisprudence*, 1887-1897.
- Deneus. — *De la réserve héréditaire.*
- Documents parlementaires. Chambre des députés. Séances des 14 janvier 1882, 10 juillet 1897, 6 décembre 1902.
- Documents parlementaires. Sénat. Session ordinaire, 1898. Annexes.
- Dumoulin. — *Opera omnia*, édit de 1681.
- Duvergier. — *Collection des lois.*
- E. Duvergier. — *Revue des Deux-Mondes*, janvier, 1866.
- Etablissements de Saint-Louis*. Edit., Viollet, 1881-6.
- Esquirol. — *Le partage judiciaire*, Paris, 1906.
- Léon Faucher. — *Etat et tendance de la propriété en France. Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} novembre 1838.
- Fenet. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, 1822.
- J. Ferlet. — *L'abaissement de la natalité à Rome et la dépopulation des campagnes.*

- Le conseil de Pierre de Fontaines, 1253-1258.
- De Foville. — *Le morcellement, étude économique et statistique sur la propriété foncière*, Paris, 1885.
- *La France économique*, 1889.
- Gaillard. — *La petite propriété rurale en Angleterre. Période 1887-1892*, Paris, 1902.
- Gimel. — *La division du sol. Journal de la Société de statistique de Paris*, juin 1885.
- Girard. — *Manuel élémentaire de droit romain*, 3^e édit., 1901.
- Glasson. — *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, 1900.
- G. Guéry. — *Mouvements et diminution de la population en France*, Paris, 1895.
- Guillou. — *L'émigration des campagnes vers les villes et ses conséquences économiques et sociales*, Paris, 1905.
- Guyau. — *L'irréligion de l'avenir*.
- Claudio Jannet. — *Les Etats-Unis*, 1889.
- Lucien Jeanneau. — *De la législation successorale de la Révolution*, Paris, 1893.
- Joinville. — *Mémoires*. Edit. Michaud.
- Journal des Débats*, du 11 avril 1826.
- Journal des notaires*, du 30 octobre 1909.
- Kautsky. — *Die agrarfrage*.
- Laferrière. — *Histoire du droit civil de Rome et du droit français*, Paris, 1846.
- De Lagrèze. — *Histoire du droit dans les Pyrénées*, 1867.
- Grand Larousse illustré. Article dépopulation.
- De Laveleye. — *L'agriculture belge*.
- Frédéric Le Play. — *La Réforme sociale en France*, 1864, 4^e édit., 1872.
- *La constitution essentielle de l'humanité*, 1861.
- *Les ouvriers européens*, 1867.
- *L'organisation de la famille*, 1862, 4^e édit. 1895.
- *L'organisation du travail*, 1870.
- Leroy-Beaulieu. — *Economiste français*, année 1892 et du 24 août 1901.
- Levasseur. — *Revue politique et parlementaire*, octobre, 1897.
- Libri feudorum*. Edit., Lehmann, 1892.
- Loutchisky. — *La petite propriété en France avant la Révolution*.
- Loisel. — *Institutes*.
- Maleville. — *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*, Paris, an XIII.

- Merlin. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 4^e édit., 1812-1826.
- John Stuart Mill. — *Principes d'économie politique*.
- Moheau. — *Recherches et considérations sur la population*, Paris, 1778.
- Montaigne. — *Essais*.
- De Montalembert. — *De l'avenir politique de l'Angleterre*.
- Montesquieu. — *Esprit des lois*.
- Moniteur officiel*, 3 avril 1791.
- Moniteur universel*, des 1^{er} février, 11 février, 16 mars, 6 avril 1826, 6 avril et 13 juin 1865.
- Correspondance de Napoléon I^{er}*, Paris 1863.
- Pariset. — *Economie rurale, mœurs et usages de la Montagne noire*, Paris, 1882.
- Pascal. — *Premier discours sur la condition des grands*.
- Hippolyte Passy. — *Des systèmes de culture et de leur influence sur l'économie sociale*, Paris, 1846.
- *De la division des héritages et de l'influence qu'elle exerce sur la division des richesses*, Paris, 1889.
- Patullo. — *Essai sur l'amélioration des terres*, Paris, 1758.
- Marcel Planiol. — *Traité de droit civil*, 4^e édit., Paris, 1910, tome III.
- Rameau de Saint-Père. — *Origine des grandes propriétés foncières en France*, 1892.
- De Ribbe. — *La société provençale à la fin du Moyen Age*, 1898.
- Ch. Richet. — *L'accroissement de la population française*. *Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1882.
- La Réforme sociale*. Année 1886. Tome I.
- Répertoire du notariat*, 1909.
- Rossi. — *Cours d'économie politique*, 1841.
- Camille Sabatier. — *Le socialisme libéral ou morcellisme*, Paris, 1905.
- Léon Say et J. Chailley-Bert. — *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, Paris, 1892.
- Schützemberger. — *Les lois de l'ordre social*, Paris, 1849, 4^e édit.
- A Souchon. — *La propriété paysanne*, Paris, 1899.
- Statistique agricole de la France. Ministère de l'agriculture. Résultats généraux de l'enquête décennale de 1862.
- Statistique agricole de la France. Ministère de l'agriculture. Résultats généraux de l'enquête décennale de 1866.

Statistique agricole de la France. Ministère de l'agriculture. Résultats généraux de l'enquête décennale de 1882.

Statistique agricole de la France. Ministère de l'agriculture. Résultats généraux de l'enquête décennale de 1892.

La petite propriété rurale en France. Enquêtes monographiques. Ministère de l'agriculture (1908-1909).

Statistique annuelle du mouvement de la population de la France d'après les registres de l'Etat civil au cours des années 1908, 1909, 1910. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Statistique générale de la France. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Résultats statistiques du recensement général de la population en 1846, 1856, 1866, 1876, 1886, 1896, 1906.

Suetone. — *J. Cæsar.*

Symmaque. — *Epistolæ.*

Tacite. — *Germania.*

Taine. — *Origines de la France contemporaine.*

Le Petit Temps des 11 février et 12 mars 1903.

Tisserand. — *Bulletin de la société des études pratiques d'économie sociale*, session 1873-74.

Alexis de Tocqueville. — *L'ancien régime et la Révolution*, 4^e édit., Paris, 1859.

— *La démocratie en Amérique.*

Troplong. — *La propriété du Code civil.*

Mgr. Turinaz. — *L'émigration rurale*, Paris, 1878.

D^r Vacher. — *Economiste français*, 13 mars 1880.

E. Vaillier. — *Le fondement du droit successoral en droit français*, Paris, 1902.

Vandal. — *Avènement de Bonaparte.*

Verdelot. — *Le bien de famille en Allemagne*, Paris, 1899.

Vigoureux. — *La famille et les lois de succession dans un village de la Guyenne.*

— *Enquête de la société d'économie sociale.*

Villeneuve. — *De la transmission intégrale du bien de famille paysan sous le régime du Code civil*, Toulouse, 1903.

Violet. — *Histoire du droit civil français*, 3^e édit., Paris, 1905.

Arthur Young. — *Voyages en France*, 1787-1790.

D. Zolla. — *L'exode rural et la Constitution de la propriété agricole. Réforme sociale*, Paris, 1904.



INTRODUCTION

Les institutions relatives à la transmission héréditaire des biens fonciers ont, sur la vie d'une nation, la plus grande influence. Elles agissent profondément et sur son régime politique et sur son activité économique.

La loi des successions, lorsqu'elle tend à la concentration des terres et à maintenir intacts les patrimoines aux mains de quelques familles, « fait jaillir, en quelque sorte, l'aristocratie du sol ». Fondée, au contraire, sur l'égalité des partages, « elle dissémine les biens et la puissance (1) ». On sait, d'autre part, le rôle important que joue dans la production nationale la constitution foncière du sol. Enfin, la terre est le lien qui unit une génération à l'autre et les modes de révolution ne sont pas sans avoir sur l'état des familles de graves répercussions.

Aussi les questions successorales ont-elles soulevé entre les partis politiques et les écoles économiques les plus vives controverses. C'est en cette matière que les dispositions du Code civil ont été l'objet des attaques les plus passionnées. Nous nous attacherons, dans cette courte étude, avec impartialité, sans idée préconçue, par la seule observation des faits, à reconnaître quelles sont les conséquences économiques de notre législation des partages sur la propriété foncière. Nous négligerons le côté politique. Envisagée à ce point de vue, la question ne présente d'ailleurs aucun intérêt actuel. On ne s'attarde plus à reprocher au Code civil de s'opposer à la formation d'une classe de privilégiés au profit desquels la terre irait se monopolisant. On n'oserait préconiser un système successoral incompatible avec le caractère démocratique des sociétés modernes.

C'est, d'autre part, plus particulièrement sur la propriété

(1) A. de TOCQUEVILLE, *Démocratie en Amérique*, titre II, ch. III, 3^e partie.

rurale que nous porterons notre attention. La propriété bâtie, les maisons, les usines, les établissements commerciaux ne sont guère susceptibles d'un morcellement matériel et les partages successoraux ne présentent pas, en ce qui les concerne, les inconvénients que l'on dénonce. Ces immeubles restent généralement indivis, ou bien sont licités, ou encore sont conservés par un seul successible moyennant des compensations à ses cohéritiers.

La propriété agricole semble, par contre, se prêter à un morcellement indéfini. Pendant de longues années, cette question de la divisibilité du sol mit aux prises les partisans de la grande exploitation et les défenseurs de la petite culture. Aujourd'hui on ne conteste plus les avantages économiques et sociaux de la propriété paysanne, le débat ne porte plus sur le même point.

On accuse notre régime successoral de déchiqueter même les petites propriétés, de les réduire en menues parcelles impropres à toute culture et d'un revenu insuffisant ; de provoquer par suite l'endettement considérable de la terre et surtout l'abandon des campagnes ; enfin, d'être une cause de la réduction de notre effectif national, en disposant les pères de famille à limiter leur postérité pour prévenir ces résultats désastreux des partages entre héritier. Telle serait l'œuvre du Code civil.

Certes, la question que nous abordons est ancienne, mais la discussion n'est point close. Les faits, dans leur incessante évolution, y apportent toujours de nouveaux éléments de comparaison et d'appréciation. Comme tout phénomène social que l'on veut arriver à bien connaître, la propriété foncière et la législation successorale doivent, par ailleurs, être étudiés tout d'abord dans leur développement historique ; c'est ce que nous ferons avant de les envisager dans leurs rapports actuels. Il sera aussi intéressant de jeter un coup d'œil à l'étranger, là où existe une organisation successorale différente de la notre. Enfin, nous essayerons, pour conclure, d'apprécier les tendances nouvelles de notre législation à s'écarter des principes du Code civil pour assurer la transmission intégrale des petits patrimoines.

DE L'INFLUENCE
DU
RÉGIME SUCCESSORAL FRANÇAIS
SUR
L'ÉTAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

CHAPITRE I

EVOLUTION DU DROIT SUCCESSORAL FRANÇAIS ET DE LA PROPRIÉTÉ
FONCIÈRE DANS L'ANCIENNE FRANCE

« L'histoire des révolutions politiques et sociales est écrite dans l'histoire du droit de succession. »

(SCHUTZEMBERGER, *Les lois de l'ordre social*. Paris, 1849, I, p. 436.)

La législation d'une époque ne doit pas être considérée comme une création spontanée, comme un fait isolé, accidentel, arbitraire, pouvant dépendre du seul caprice de l'homme. Elle est le produit d'un développement historique. Elle a son germe dans un état de choses antérieur. Les institutions juridiques se transforment sous l'action plus ou moins lente des courants d'opinion, des conditions de la vie économique ou des événements politiques qui ont eux-mêmes des

Garrigou.

causes lointaines. La connaissance du passé est indispensable pour bien comprendre le présent.

La loi successorale est intimement liée à l'organisation de la famille et à la constitution de la propriété. Aussi a-t-elle subi tout particulièrement l'influence des grands changements de l'histoire. Son évolution ne présente pas cependant de brusques variations. On constate au contraire, en cette matière plus qu'en toute autre, la persistance des principes. « Changer les lois de successions, je parle ici de changements radicaux, de la substitution d'un nouveau système héréditaire au système existant, c'est changer, a dit Rossi, l'ordre social, c'est du moins faire effort pour le changer (1) ». Il y a dans la vie des peuples une continuité qui ne comporte pas de tels bouleversements.

C'est une erreur de croire que la Révolution a pu faire table rase du passé. La législation aujourd'hui en vigueur n'a pas été créée de toutes pièces. Le régime qui la précéda en fut la préparation. Notre ancien droit n'était encore au xviii^e siècle qu'une « mosaïque » de coutumes dont la formation avait coïncidé, dans le temps, avec le morcellement de la souveraineté au Moyen Age. En même temps que la Féodalité s'était elle-même établie, la fusion s'était faite entre les deux éléments, romain et germain, que les hasards de la conquête avaient mis en contact sur notre sol.

(1) Rossi, *Cours d'économie politique*, VI^e Leçon, t. II, p. 137.

SECTION I

Epoque gallique.

On serait tenté de vouloir trouver dans les vieilles coutumes de la Gaule celtique le point initial de l'évolution que nous nous proposons de retracer. Il conviendrait, semble-t-il en effet, de rechercher les origines premières de notre droit successoral dans les pratiques primitives de nos véritables ancêtres, avant de nous demander quels furent, dans la formation de ce droit, les apports de chacune des législations successivement importées de Rome et de Germanie. Ce serait là, avouons-le, une étude d'érudition pure. Nous ne pouvons guère consulter que César et les quelques indications qu'il nous donne sur le droit privé des Gaulois sont malheureusement fort incomplètes. Aussi en sommes-nous réduits à des conjectures.

Les historiens du droit admettent généralement que l'usage du testament était inconnu en Gaule. Ils s'appuyent sur un texte des *Commentaires*. César nous rapporte que les druides avaient la juridiction sur les hérédités, *hereditas*, et il ne dit pas sur les testaments (1). César, fait-on remarquer, parle la langue exacte des historiens et la science du droit, au dire même de Suétone (2), ne lui était pas étrangère. Or, l'*hereditas*

(1) César, *De Bello gallico*, VI, 13.

(2) Suétone, *J. Cæsar*, G. LV.

désigne, dans son sens technique, la succession *ab intestat* par opposition à la succession testamentaire (1). On en conclut que seule l'hérédité légitime, mentionnée par César, était connue des Gaulois. Quelle que soit l'autorité de l'historien de la *Guerre des Gaules* et son habituelle précision, il peut paraître aventureux de tirer argument de ce qu'il n'a pas écrit, et, comme on l'a fait justement observer (2), de commenter même son silence.

On a aussi invoqué un texte d'apparence plus formel. Symmaque, préfet de Rome au iv^e siècle, écrivait au poète Ausone, originaire d'Aquitaine : *gignuntur, non scribuntur heredes*. Cette phrase qu'on a longtemps traduite : les héritiers sont engendrés et non institués, semble ainsi formuler une règle de droit. Mais il a suffi de la rapprocher de son contexte pour en rétablir le véritable sens. Il ne faut voir dans ces mots qu'une figure de langage, sans aucune portée juridique (3).

On a encore soutenu qu'il était impossible d'admettre l'existence d'une réserve ou d'une légitime chez les Gaulois, qui, d'après César (4), reconnaissaient au père de famille, comme les Romains à l'époque des XII Tables, le droit de vie et de mort sur ses enfants (5).

(1) Cicero, *Topica*, VI.

(2) Auffroy, *De l'évolution du testament en France des origines au XIII^e siècle*, Paris, 1899, p. 16.

(3) Symmaque, *Epistolæ*, I, 15. — V. sur cette question, Boissonade, *Histoire de la Réserve héréditaire*, p. 157, note e.

(4) César, VI, 19.

(5) Boissonade, *op. cit.*, 156.

*
* *

La forme de la propriété foncière chez les Gaulois semble avoir été celle de la copropriété familiale. On cite une constitution de Théodose et d'Arcadius (1), promulguée en l'an 391, pour l'Illyrie et la Haute Italie, où les coutumes gauloises paraissent, dit-on, avoir été en vigueur. Cette constitution interdisait aux proches parents de s'opposer à la vente du bien familial à des étrangers. Cette défense semble impliquer qu'antérieurement devait exister une pratique contraire.

On a aussi cherché à établir l'existence en Gaule non plus d'une propriété appartenant à la famille, mais bien d'une propriété collective, semblable à celle qu'on retrouve en Germanie. Mais à cette opinion on oppose un passage des *Commentaires*. « César comparant les mœurs des Gaulois à celles des Germains, signale la propriété collective en Germanie ; il n'aurait pas manqué, dit M. Brissaud, de constater en même temps son existence en Gaule ; son silence est probant contre ceux qui, comme d'Arbois de Jubainville, ont soutenu le contraire (2). »

Ce sont là, on le voit, des hypothèses peu sûres. Aussi nous bornerons-nous à reconnaître l'impossibilité qu'il y a, faute de témoignages certains, de reconstituer le vieux droit gallique.

(1) C. Théod., *De contr. empt.* (III, 1, 6) ; C. J., *eod. tit.* (IV, XXXVIII, 14).

(2) Brissaud J., *Cours d'histoire générale du droit français public et privé*, Paris, 1904, t. I, p. 444, note 2.

Celui-ci n'a d'ailleurs eu aucune influence démontrée sur le développement de la législation postérieure.

SECTION II

Epoque gallo-romaine.

Les Gaulois, sous la domination romaine, adoptèrent facilement les mœurs et les institutions des vainqueurs. Cela tient, a-t-on dit, au caractère même de ce peuple, tel qu'il nous est dépeint par César et par Tacite, et dont les traits principaux sont la mobilité de l'esprit, *mobilitas et levitas animi* (1), la recherche des nouveautés (2), *novis plerumque rebus studentes*, l'aptitude à s'assimiler toutes choses, *ad omnia imitanda aptissimi* (3). La supériorité de la civilisation romaine, la publication des édits provinciaux et des constitutions impériales, l'abolition du druidisme, l'admission des grandes familles gauloises dans le Sénat et dans les magistratures, l'octroi que fit Caracalla de la qualité de citoyen romain à tous les sujets de l'empire, enfin l'introduction du christianisme effacèrent les dernières différences.

L'assimilation est bientôt si complète qu'au moment des invasions les Germains ne distinguèrent pas entre Romains et

(1) César, *De B. G.* II, 1 ; III, 8, 10 et 19 ; IV, 5.

(2) *Ibid.*, III, 10, IV, 5.

(3) *Ibid.*, VII, 22.

Gaulois. Ils ne virent que des Romains. Quand les rois barbares firent des *Leges* pour leurs nouveaux sujets, ils les rédigèrent en langue latine et les composèrent avec des extraits des principaux jurisconsultes classiques ou des fragments des codes théodosien, hermogénien et grégorien ; ils n'empruntèrent aucune disposition à une ancienne législation gauloise, oubliée sans doute depuis longtemps.

Il n'y eût donc, semble-t-il, aucune combinaison entre les lois romaines et les coutumes gauloises. Sauf quelques particularités, d'ailleurs peu certaines, ce fut la législation successorale en vigueur dans tout le reste de l'empire qui reçut en Gaule son application. « Le droit romain dans les Gaules, en matière d'hérédité, comprend et combine ensemble, quant aux résultats, l'hérédité testamentaire des XII Tables, les successions prétoriennes, les droits de succéder créés par les sénatus-consultes et les constitutions impériales, rendues sous l'influence stoïcienne et chrétienne (1). » Rappelons brièvement les principes généraux de ce droit.

Dès les origines, on distinguait à Rome la succession testamentaire et la succession légitime ; le testament y jouissait déjà d'une grande faveur ; rarement un citoyen romain mourait sans avoir fait son testament ; la succession *ab intestat* ne s'ouvrait d'ailleurs qu'en l'absence certaine de dispositions testamentaires ; enfin l'héritier testamentaire comme l'héritier légitime représentait et continuait la personne du défunt.

(1) Laferrière, *Hist. du droit civil de Rome et du droit français*, Paris, 1846, p. 497.

Ce système successoral du vieux droit quiritaire, tel qu'il se trouve exprimé par la loi des XII Tables, était exclusivement fondé sur la constitution civile de la famille. Le *paterfamilias*, maître absolu des personnes comme des choses qui étaient *in potestate sua*, pouvait disposer librement de tous ses biens : il avait le droit d'exhérer ses enfants au profit d'une personne étrangère : il lui suffisait pour cela de manifester formellement sa volonté en ce sens. A défaut de testament l'hérédité légitime s'ouvrait bien au profit des parents les plus proches du défunt, mais venaient seuls à la succession ceux qui étaient encore sous la *potestas* de celui-ci, au moment du décès. Se trouvaient donc écartés le fils émancipé et la fille passée *in manu mariti* ; succédaient au contraire les personnes étrangères entrées par adoption dans la famille civile du *de cuius*.

Le partage de la succession légitime se fit toujours par portions égales entre les enfants sans distinction de sexe, ni de primogéniture.

Le préteur avait atténué les rigueurs du droit primitif, en imaginant le système des *bonorum possessiones* pour admettre à la succession les héritiers naturels que la loi civile excluait, le fils émancipé par exemple. Le droit impérial élargit encore le cercle des parents du sang ou *cognats* appelés à la succession légitime ; il admit notamment la mère à la succession de ses enfants (sénatus-consulte Tertullien), puis les enfants à la succession de leur mère (sénatus-consulte Orphitien).

Une jurisprudence du tribunal des Centumvirs (1), vers la

(1) Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 852.

fin de la République, presumant que le père qui exhérédait sans motif un enfant n'était pas sain d'esprit, considéra le testament comme nul. Le père se trouva donc obligé non plus seulement de mentionner ses enfants dans le testament, mais encore de les gratifier. Les justes causes d'exhérédation furent d'abord imprécises et restèrent jusqu'à Justinien à l'appréciation du juge. Quant au montant de la portion que devait recevoir un héritier, la *debita portio*, il fut aussi pendant quelque temps déterminé par le juge. On emprunta plus tard le chiffre fixé par la loi Falcidie de 714 ; l'héritier devait recevoir le quart de ce qu'il aurait eu *ab intestat*, la *quarta legitimæ partis*. Cette obligation était sanctionnée par une action en nullité ou en complément.

Par souci pour l'égalité entre enfants, on imposa à ceux qui tenaient des libéralités du père de les rapporter à la succession. Le père pouvait faire entre ses enfants le partage anticipé de ses biens.

*
* *

La propriété du droit romain, à l'époque historique, était juridiquement semblable à celle que nous connaissons aujourd'hui ; elle était individuelle et représentait un droit absolu.

Au point de vue économique, la propriété foncière affectait la forme de la grande propriété. Dans la Gaule romaine, comme dans tout l'empire, le mouvement de concentration des terres entre les mains de quelques grands possesseurs ne fit que s'accroître. Une fiscalité excessive et une insécurité gran-

dissante précipitèrent la disparition des petits et des moyens propriétaires. Pour échapper aux impôts particulièrement lourds à cette époque, les paysans abandonnaient leurs terres dont la possession était devenue une charge écrasante. De plus en plus faibles et sans détense en face des grands propriétaires, qui n'hésitaient pas à recourir à la violence pour les dépouiller, ils étaient poussés à se placer sous la protection, le *patrocinium* d'un *poteus* ; ils abandonnaient à ce dernier leurs biens sur lesquels ils ne demeuraient plus qu'en qualité de colons, attachés à perpétuelle demeure à l'exploitation du domaine d'autrui.

Les hommes libres, ainsi tombés à cette condition de demi-esclaves, étaient arrivés au bas empire à constituer une des classes les plus nombreuses de la société romaine, tandis que les grands possesseurs avaient acquis, au sein de l'État, une puissance et une indépendance toujours plus grandes. Il y avait là depuis longtemps l'indice de l'affaiblissement des pouvoirs publics quand les frontières de l'empire cédèrent à la poussée des barbares.

SECTION III

Epoque franque.

En s'établissant dans la Gaule romaine, les Germains y conservèrent leurs lois propres mais laissèrent aux vaincus les leurs. D'où, coexistence de plusieurs législations qui amena, par la

volonté même des rois barbares, la rédaction de codifications spéciales à chaque peuple. Ce régime, connu sous le nom de *système de la personnalité des lois*, laissa le Franc, le Wisigoth, le Burgonde sous l'empire de ses coutumes nationales cependant que le Gallo-Romain ne reconnaissait que la loi romaine.

Avant les établissements les Germains pratiquaient la propriété collective avec allotissements périodiques. Mais dans la monarchie franque ce fut le type romain, la propriété individuelle, qui l'emporta. Cependant, dans certaines contrées il existait encore des groupes de propriétaires qui avaient conservé sur la propriété individuelle de chacun de leurs membres certains droits, notamment un droit de succession. La loi salique disposait en effet que si un étranger voulait remplacer un de ces propriétaires, il devait obtenir le consentement de tous les autres, de tous les *vicini* (1). Un édit de Chilpéric décidait, d'autre part, que si un membre du groupe venait à mourir sans laisser de fils, mais seulement des filles ou des frères et sœurs, ces derniers recueilleraient la terre à l'exclusion des *vicini* (2). Cette disposition montre bien que ces derniers avaient un droit de succession et qu'avant l'édit précité ils n'étaient primés que par les fils. Ces groupes auxquels nous venons de faire allusion restèrent isolés et exceptionnels.

Relativement à la transmission des biens le droit des *Leges romanorum* était celui du Code théodosien qui contenait la

(1) *Lex Salica*, XLV, 4. *De Migrantibus*.

(2) *Edictum Chilperici*, c. III (*Boretius*, I, p. 8).

règle du partage égal entre fils et filles. Quant aux *Leges barbarorum*, leurs dispositions étaient diverses sur ce point. La loi des Wisigoths admettait l'égalité entre enfants des deux sexes : *quos propinquitās naturæ consociat hereditariæ successionis ordo non dividat* (1) et de même la loi des Bavarois et celle des Alamans (2). La loi des Francs chamaves, celle des Thuringiens, celle de Gondebaud et celle des Lombards (3) donnaient la préférence aux héritiers mâles. Enfin la loi sallique comme celle des Ripuaires (4), contenaient à l'égard de la *terra salica et avialica* l'exclusion des filles, disposition fameuse qui eut sur l'ordre de succession au trône l'influence que l'on sait. Le privilège de masculinité s'expliquait par l'idée de la conservation du bien dans la famille : Dans un âge de violence, les femmes, en raison de leur faiblesse physique, étaient incapables de succéder parce qu'elles n'auraient pu défendre les biens de la famille ; elles auraient pu, d'autre part, en se mariant, faire passer le patrimoine paternel en entier ou pour partie dans une famille étrangère. Mais le droit des femmes fut peu à peu reconnu. Le père pouvait faire concourir les filles avec les fils par le *rappel à succession*. Sous l'influence des idées romaines, cette inégalité des sexes, appelée dans une formule de Marculfe *impia consuetudo* (5), fut bientôt vue avec défaveur.

(1) *L. Visig.*, I, IV, t. II, § 1 et 9.

(2) *L. Bajuvar.*, t. XIV, § 8. *L. Alemans*, § 88.

(3) *L. Burgund.*, t. XIV, § 1 ; *L. Longob. Luitpr. lib.*, I, c. 1.

(4) *L. Salica*, t. LXII, § 6 (de Alode) ; *L. Ripueria*, t. LVI, § 4.

(5) Marculf, II, 12.

Le droit d'ainesse était inconnu des Germains. Tacite ne le signale que chez une seule peuplade, les *Teuctères* (1).

Le droit successoral des Germains est caractérisé par l'absence du testament, incompatible avec la notion de copropriété familiale qui semble avoir été le concept primitif du droit germanique. On connaît le passage de Tacite relatif à cette particularité qui l'avait frappé (2).

Dans la loi salique et celle des Ripuaires il n'existe aucune trace du testament ; ni le mot, ni l'idée n'apparaissent. Il en est différemment chez les Wisigoths, les Burgondes et les Lombards (3) ; on réserve aux héritiers une sorte de légitime, ce qui marque clairement que le *de cuius* pouvait disposer du reste. Un capitulaire nous indique que si les enfants se considéraient comme injustement exhéredés, leur plainte devait être reçue (4). Dans le Midi, pays surtout gallo-romain, le testament ne disparut pas complètement ; aux termes mêmes des *leges romanæ* (5), la *legitime* était due aux enfants.

L'*affatomie* (6) chez les Francs, la *thinx* ou *garethinx* (7) chez les Lombards, opération entre vifs qui tient à la fois de l'adoption et de la *donatio mortis causa* des Romains, fut la transition

(1) Tacite, G. 32.

(2) Tacite, G. 20.

(3) *L. Visig.* lib. II, tit. V, §§ 12, 14, 16 ; *Lib. IV*, tit. V, § 1-4 ; *L. Burg.*, tit. XXIV, § 3-4 ; tit. LI, § 1-2 ; tit. IX ; *L. Long. Luitpr.* lib. I, c. VI.

(4) *Anségise*, lib. VII, c. 326.

(5) *Bréviaire d'Alaric ; Papiani Resp.*, tit. LXV, Ed. Theod., c. xxviii.

(6) *L. Sal.*, tit. XLVIII ; *L. Rip.*, t. XLVIII et XLIV.

(7) *L. Longob. Rothar.*, c. CLXXI-CLXXIV.

qui prépara l'admission du testament. Pour se créer des héritiers on usait encore d'autres contrats, tels que l'institution contractuelle, le don mutuel entre époux, le rappel à succession, la *donatio post obitum* avec réserve de précaire ou d'usufruit.

L'Eglise, qui avait plus particulièrement conservé la tradition romaine, favorisa l'introduction du testament dans le Nord et son développement dans le Midi. Le testament réapparaît en effet sous la forme de legs pieux, faits à l'église ou à un monastère, avec le caractère pénitentiel, *pro remedio*, *pro salute animi* ; inspiré par la peur du châtimement futur, il était en quelque sorte le complément de la confession *in extremis*. En droit germanique, a-t-on dit, le patrimoine familial était inaliénable ; même après partage, on ne pouvait disposer de son lot qu'avec l'approbation des proches. L'Eglise avait donc fini par faire admettre le droit de disposer à son profit ; elle obligea même les parents à partager avec elle (1). Certaines lois, celle des Saxons (2), dispense de l'approbation des proches les aliénations faites à l'Eglise ; la plupart ne fixent, dans ce cas, aucune limite à la faculté de disposer ; la même loi des Saxons va jusqu'à exhéréder les enfants au profit de l'Eglise (3). Plusieurs conciles prononcèrent l'excommunication ou la privation de sépulture contre ceux qui ne lui laissaient rien ou contre les héritiers et les exécuteurs testamentaires récalcitrants (4). Le pouvoir séculier eut sou-

(1) Boissonade, *op. cit.*, p. 191.

(2) *L. Sax.*, t. XVI, § 2.

(3) *L. Sax.*, t. XVI, § 2.

(4) Conciles de Vaizon (Vasense), an 442, canon, IV ; t. III, p. 1457.

vent à intervenir pour empêcher les abus. Un capitulaire de Louis le Débonnaire de 816 défend aux ecclésiastiques de recevoir de ceux qui ont des enfants des libéralités assez considérables pour entraîner l'exhérédation de ceux-ci (1).

En faveur de tout autre que l'Eglise, le chef de famille ne peut disposer que d'une fraction de son patrimoine, $\frac{1}{5}$ chez les Wisigoths (lib. IV, tit. V), $\frac{2}{3}$ chez les Lombards en présence de filles (l. VI, c. XLVIII, al. LI), $\frac{1}{3}$ chez les Saliens, $\frac{1}{2}$ chez les Burgondes. Une certaine tendance à vouloir maintenir l'égalité entre les enfants se manifeste déjà. Chez les Burgondes, les Alamans et les Bavares, on pouvait gratifier un enfant comme un étranger ; mais chez les Ripuaires on ne pouvait donner à l'un des enfants plus de 12 sols hors part (t. LIX, § 9) ; chez les Saliens aucun préciput même ne semble autorisé, à part le cadeau fait à la fille le jour de ses noces, — chez les Wisigoths on ne pouvait donner qu'un 10^{ème} à un enfant alors qu'on pouvait disposer du $\frac{1}{3}$ en faveur d'un étranger, mais on mit par la suite les enfants sur le même pied d'égalité que les étrangers.

*
* *

Pendant la période que nous observons la petite propriété disparaît de plus en plus. Le *proprium*, la terre libre, se transforme en précaire et en bénéfice, concessions qui, à la différence des tenures serviles, étaient faites à des hommes

Collection de P. Labbé, Paris, 1672 et s., 17 vol. in-fol. ; d'Orléans (Aurelianense), an 541, can. XIV et XIX (t. V, p. 384) ; de Reims (Remense), an 625-630, can. X (t. V, p. 1691).

(1) Cap. de 816, c. 7 (Walter, t. II, p. 203).

libres, généralement aux précédents propriétaires, la première à charge d'une redevance, la seconde à charge de services. Ces concessions se faisaient directement ou résultaient de la recommandation.

Les grands propriétaires sont arrivés à une indépendance absolue, qui leur est d'ailleurs reconnue par le pouvoir royal lui-même dans des chartes d'immunités. Ils sont souverains sur leur domaine, où ils entretiennent une troupe armée et rendent la justice. Par contre, les hommes libres diminuent sans cesse ; ils se font les *vassi* de ces puissants auxquels ils se recommandent ; ils se placent, eux et leurs biens, sous la protection et en même temps sous la dépendance d'un *senior*. Sous la monarchie franque la condition des esclaves s'améliore, mais celle des colons, des lides, empire ; aux redevances s'ajoutent maintenant des services ou corvées.

SECTION IV

Epoque féodale.

Deux traits caractérisent le régime féodal, d'une part le *morcellement de la souveraineté* et, d'autre part, la substitution du *système de la territorialité* des coutumes à celui de la personnalité. A la monarchie unitaire de l'époque carolingienne, qui n'a pu se maintenir, succède une multitude de petites souverainetés locales, plus ou moins autonomes et presque toujours rivales. Nous n'avons pas à chercher ici les précé-

dents de la Féodalité. Les concessions de bénéfices et de précaires en furent la principale cause.

Le mélange des races a effacé la différence des coutumes. Chacun a perdu le souvenir de ses origines et les anciennes lois sont oubliées. Dans le ressort de chaque seigneurie la coutume locale seule est applicable à tous sans distinction de race, ni de domicile. Dans le Midi, ce sont les principes romains qui prévalent à titre de coutume locale.

La constitution de la propriété foncière est à la base de l'organisation politique au Moyen Age. La terre a une importance d'autant plus grande que la souveraineté y est attachée. Elle se hiérarchise. L'*alleu*, la terre libre, n'est plus qu'une exception. Le fief ou terre noble est un domaine concédé par un seigneur à son vassal à charge de services nobles ; c'est en somme le bénéfice à charge de service militaire et devenu héréditaire. Le fief dominant peut lui-même dépendre d'un fief supérieur. La censive ou villenage est une concession faite par le seigneur à un roturier à charge de services non nobles et d'une redevance (cens) ; elle rappelle la *præcaria* franque. Les tenures serviles sont des terres concédées à des serfs ; le seigneur en conserve à la fois le domaine éminent et le domaine utile. Une autre division des biens se fixe dès cette époque ; on distingue les *propres*, c'est-à-dire les biens-fonds recueillis dans la succession des parents, les acquêts et les meubles.

La condition des personnes se modèle sur la condition des biens ; on reconnaît des nobles, des roturiers, des serfs et des esclaves, mais ceux-ci disparaissent de plus en plus ; enfin l'af

franchissement des communes fait apparaître une classe nouvelle, la bourgeoisie.

Le droit héréditaire varie lui-même suivant la condition, la nature ou l'origine des biens.

Les rares alleux qui subsistent restent soumis à l'ancienne législation barbare ou romaine : dans le Midi ils sont partagés également entre les enfants des deux sexes ; au Nord ils conservent le caractère de *terra salica* transmissible aux seuls héritiers mâles. Avec le régime féodal, pour la transmission des fiefs, apparaît le droit d'ainesse. L'indivisibilité des seigneuries avait une raison d'être politique. Le droit d'ainesse s'établit dans l'intérêt du seigneur : un partage risquait de compromettre la reddition des services féodaux. Certains auteurs ont voulu reconnaître à ce droit particulier une origine plus lointaine et expliquer son établissement par des raisons d'ordre économique (1). Il est plus exact de dire avec M. Viollet que « le droit d'ainesse, inconnu des lois germaniques et des lois romaines, s'est formé peu à peu avec le régime du fief (2) ». Le privilège de primogéniture n'est pas nécessairement absolu. Les avantages et prérogatives reconnus à l'ainé varient suivant les coutumes. Les *Assises de la Haute Cour* disent que « l'ainz né, devant toz les autres, a toz les fés (3) ». Les *Établissements de Saint-Louis* lui en donnent les deux tiers et

(1) De Brandt, *Droit et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale*, Paris, 1901, p. 64.

(2) Viollet, *Histoire de droit civil français*, 3^e édit, Paris, 1905, p. 897.

(3) *Assises de la Haute Cour, Livre de Jean d'Idelin*, ch. CXLIX, CCXIV, CLXXVI ; *Liv. de Geoffr. Le Tort*, A. ch. II, XV, XVII.

tous les meubles (1). En Poitou, il n'a que le quint des fiefs (2). Dans certaines province, en Artois, Picardie, Bourgogne et dans celles du Centre (3), le père pouvait de son vivant partager sa baronnie entre ses fils. En Lombardie et dans les provinces où l'on observait les *Libri feudorum* le fief était également divisé entre les héritiers mâles (4).

Dans certaines coutumes le droit d'aînesse est remplacé par celui de juveigneurie qu'on rencontre en Bretagne, en Alsace et en Flandre sous le nom de droit de maisneté, d'accès et de quevaise (5).

Quelques coutumes, celles de Bretagne et de Normandie par exemple, donnent à la fille aînée, à défaut d'enfants mâles, les mêmes droits qu'au fils aîné, sous la condition aussi d'établir ses sœurs (6). La coutume de Paris n'accordait aucun privilège à la fille aînée sur ses sœurs (7).

Comme pour la *terra salica*, les femmes sont en général exclues de la succession féodale, parce qu'elles sont incapables d'accomplir les obligations attachées à la possession du fief, notamment les services d'ost et de Cour. L'introduction de principe de la patrimonialité des fiefs permit bientôt aux femmes

(1) *Etablissements*, I, 8.

(2) *Droits et commandements de justice*, art. 750.

(3) *Etablis.*, liv. I, ch. XVIII. *Liv. des droits et commandements de justice*, art. 426.

(4) *Lib. feud.*, lib. I, tit. I, § 1, tit. VIII, pr. et tit. XIX.

(5) Boissonade, p. 220, n° 225 ; Viollet, p. 900.

(6) *Echiquier de Normandie*, p. 870-171. *Etablis.*, I, 10 ; Beaumanoir, ch. XIV, §§ 4 et 9.

(7) *Gr. Cout. de Fr.*, liv. II, ch. XXVII.

de succéder à la condition de rendre les services féodaux par représentant. Le privilège des mâles s'affaiblit en même temps que le régime féodal, et ne s'exerça plus qu'à égalité de degré.

Le droit d'ainesse ne portait pas seulement sur le fief principal mais encore sur les autres biens propres, dont l'ainé recevait une portion avantageuse, les deux tiers généralement (1). Tous les autres biens, dans les successions nobles, se partageaient également entre les enfants des deux sexes.

Dans les successions roturières, c'est-à-dire dans presque toutes les successions, le partage égal est aussi resté la règle. L'ancienne Coutume de Normandie, par exception, accorde un préciput à l'ainé, moyennant paiement de certaines soultes aux puînés (2).

L'usage du testament, malgré l'insistance intéressée de l'Eglise, se répandit difficilement dans le Nord de la France. Là, le droit de tester se heurtait aux droits des parents, survivance des vieilles idées germaniques de copropriété familiale. Les biens propres, ceux qu'on a reçus des parents par succession, se trouveront toujours presque entièrement indisponibles.

Le testament fut longtemps inapplicable aux fiefs et aux bénéfices pour les mêmes raisons politiques qui avaient fait admettre le privilège d'ainesse.

Sauf la fraction des propres qui constituait la « portion avantageuse » au profit de l'ainé, le père noble pouvait dis-

(1) *Etablissements*, I, 8 ; Beaumanoir, XIV, 5, 31.

(2) *Gr. Cout. de Normandie*, ch. xxvi.

poser de tous ses autres biens, le restant des *propres*, les acquêts et les meubles. *Les mainmés n'ont que si le père leur devise, mais ils peuvent exiger sostenance, selon l'héritage e selon leur hauteuse* (1).

Chez les roturiers, la liberté de tester n'est pas non plus entière. Les coutumiers indiquent que seuls meubles et acquêts sont disponibles, et ils réservent aux enfants une portion des propres, variable suivant les coutumes, généralement les quatre cinquièmes. Nous trouvons même dès cette époque que si cette réserve est insuffisante, s'il n'y a pas de *propres* dans la succession, les legs portant sur les autres biens pourront être réduits *pour la sousstenance des enfants* (2).

Nous trouvons là l'origine de la réserve qui porte sur les *propres* qu'on veut conserver dans la famille, représentée par l'aînée dans les successions nobles, et de la légitime portant sur tous les biens et destinée à assurer la subsistance des enfants. La quotité de cette légitime, imprécise d'abord, est fixée par le *Grand Coutumier* de France à la moitié des meubles et acquêts (3).

Avec la renaissance du droit romain, la législation des *Novelles* pénètre en pays de droit écrit. Celle-ci accorde aux descendants une légitime plus étendue que celle fixée par le droit antérieur ; elle est du tiers s'il y a quatre descendants ou moins, et de la moitié s'il y en a plus.

(1) De Fontaines, *Conseil*, ch. xxxiv, 3.

(2) C. de Beauv. (Beaumanoir), ch. xii, §§ 3 et 17.

(3) *Grand Coutumier*, liv. II, ch. xl, *initio*.

*
* *

A partir du ^{xii}e siècle, au mouvement de concentration que nous avons signalé, succède le morcellement des terres. L'affranchissement des populations rurales donne à celles-ci un droit réel sur la terre et leur permet d'en disposer librement. Des impôts fixes se substituent aux anciens services et redevances dont la quotité était illimitée. Toutes les conventions qui interviennent à cette époque, notamment le bail à cens qui était le plus répandu, peuvent être comparées à des ventes moyennant un revenu déterminé. « Le paysan n'avait pas seulement cessé d'être serf, il était devenu propriétaire foncier » (1). Ces affranchissements étaient pour les seigneurs ruinés par les expéditions lointaines un expédient financier. La terre se morcelle à l'infini. Ce fut, nous disent les chroniqueurs, jusqu'au ^{xv}e siècle, une ère de prospérité (2).

SECTION V

Epoque monarchique.

A partir du ^{xiii}e siècle le régime féodal disparaît progressivement. Le pouvoir royal se substitue peu à peu aux puis-

(1) Alexis de Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, 1859, 4^e édit., p. 59.

(2) Joinville, *Mémoires* (édit. Michaud, 321); G. d'Avenel, *Histoire éco-*

sances privées du Moyen Age. Cette reconstitution de la souveraineté que les rois de la troisième race poursuivirent avec une obstination remarquable est accomplie au xvi^e siècle.

L'unité politique n'amena point cependant l'uniformité de législation privée. Les coutumes territoriales se maintinrent dans leur extrême variété jusqu'à la fin de l'ancien régime. L'effet de l'ordonnance royale de Montil-lès-Tours, en 1453, fut même de les consolider. Elles acquirent, par le fait de leur rédaction officielle, une stabilité qu'elles n'avaient pas eue jusque-là. Il est vrai qu'en même temps qu'ils rétablissaient à leur profit la puissance publique, les Capétiens prirent l'habitude de rendre des ordonnances applicables dans tout le royaume, mais celles-ci ne réglementèrent jamais que quelques institutions particulières.

Si, d'autre part, la féodalité a perdu sa force politique, elle laissera néanmoins jusqu'à la Révolution son empreinte dans les mœurs et dans les coutumes ; on en retrouve des vestiges, notamment le droit d'ainesse et les substitutions. « Les institutions civiles, la famille, la propriété, ont servi de lien entre l'époque féodale et l'époque moderne, et elles se sont perpétuées sans changement sérieux dans l'ordre social jusqu'à la fin du xviii^e siècle (1). »

Si l'on s'en tient aux principes généraux qui dominaient cette grande diversité de coutumes, on peut diviser la France

nomique, I, 180 ; Rameau de Saint-Père, *Origine des grandes propriétés foncières en France*, 1892.

(1) Glasson, *Histoire du droit et des institutions de la France*, Paris, 1900, t. VIII, p. 7.

en deux grandes régions de caractères bien distincts : au Nord, les pays de coutumes où les influences germaniques avaient été les plus puissantes, et au Midi les pays de droit écrit où s'était continuée la tradition romaine. La ligne de démarcation entre ces deux zones se confond à peu près avec celle qui sépare encore les patois de la langue d'oïl et ceux de la langue d'oc ; elle suit la frontière septentrionale de la Saintonge, du Périgord, du Limousin, puis descendant coupe l'Auvergne à la hauteur de Saint-Flour, traverse la Bourgogne au nord du Maconnais et de la Bresse et aboutit à Gex. Les pays de coutumes représentaient les deux tiers du territoire. Enfin cette division n'était pas sans exception : Dans le Bigorre, le Béarn et le pays basque, de vieilles coutumes s'appliquaient exclusivement, l'Alsace formait d'autre part, au Nord, un îlot de droit écrit.

Dans les pays coutumiers, la succession de droit commun était la succession *ab intestat*, fortement organisée en vue de la conservation des biens dans la famille. Sauf pour les biens nobles, c'était le principe du partage égal entre tous les enfants qui prévalait. Par exception, la coutume de Ponthieu admettait le droit d'ainesse et ne réservait aux puînés ensemble que le quint viager (1) ; en Bretagne, un préciput était toujours reconnu soit à l'ainé, soit au plus jeune suivant les coutumes.

Le privilège de masculinité était encore à cette époque une cause d'inégalité. Les coutumes se divisaient à ce point de vue

(1) Viollet, *op. cit.*, 896.

en deux groupes. En Normandie, Bretagne, Maine, Anjou, Loudunois, Touraine, Poitou, Marche, Auvergne, Berry, Bourbonnais, Nivernais et Bourgogne, les filles étaient exclues de plein droit de la succession de l'ascendant qui les avait dotées. Cette exclusion visait surtout les filles nobles. Les coutumes qui formaient le droit commun se bornaient à permettre la renonciation anticipée des filles dotées au moment de leur mariage.

Le testament sera toujours vu avec défaveur ; nombre de coutumes contiennent la règle : institution d'héritier n'a lieu (1) ; on dira encore : *solus deus heredem facere potest, non homo* (2). « L'histoire du testament dans nos pays coutumiers n'est pas autre chose que la lutte entre les droits de la famille et le droit de tester (3). » On trouve encore au xvi^e siècle des décisions de synodes qui refusent la sépulture religieuse aux déconfiés ou intestats.

Les *propres*, avons-nous vu, étaient réservés d'ordinaire pour les quatre cinquièmes aux héritiers *ab intestat*. En cas d'insuffisance de cette réserve, ceux-ci avaient droit à une légitime, imitée de la légitime romaine, et fixée à la moitié des meubles et acquêts (4).

La liberté du testateur se trouvait encore restreinte par l'obligation de maintenir l'égalité entre ses enfants. Les coutumes se montraient plus ou moins rigoureuses à cet égard.

(1) Loisel, inst. II, IV, 5, règle 304.

(2) Glainville, VII, I, édit. de Londres, 1780, p. 94.

(3) Viollet, *op. cit.*, p. 198.

(4) Paris, 298.

On en distingue trois classes principales : Un très petit nombre, dites coutumes de préciput, permettaient de donner hors part à un descendant la quotité disponible (Nivernais, Bourbonnais, Berry, etc.). Dans les coutumes de simple égalité, qui formaient le droit commun, celle de Paris notamment, l'héritier ne peut se dispenser du rapport qu'à la condition de renoncer à la succession (Isle de France, Champagne). Les coutumes d'égalité absolue imposaient le rapport même aux descendants renonçant à la succession (Touraine, Maine, Anjou, Bretagne, Normandie).

La subsistance des veuves était assurée par des douaires qui consistaient en un droit d'usufruit variable suivant les coutumes.

Dans les pays de droit écrit les principes du droit romain étaient reçus et le partage égal était la règle pour les successions *ab intestat*. Mais aussi la succession testamentaire y était prépondérante et le père pouvait par testament répartir inégalement son patrimoine entre ses héritiers. Souvent le fils aîné recevait la totalité de la succession (1). D'après le droit des *Novelles*, les enfants avaient bien droit à une légitime dont la quotité variait suivant leur nombre. Mais certaines coutumes locales se montraient plus favorables que la législation romaine à la liberté de tester. Ainsi à Montpellier le père pouvait laisser *quidquid voluerit* à ses enfants (2), à Toulouse il lui suffisait de leur laisser une somme insignifiante, cinq sous

(1) Viollet, *op. cit.*, p. 86.

(2) *Consuetudinis Montispessulani et Carcassonæ*, art. 55 (*Hist. de dr. fr. au Moyen Age*, Ch. Giraud, t. I, p. 61).

toulousains (1). Comme en pays de coutumes, les filles suivant les provinces ou se trouvaient exclues de droit de la succession (Limousin), ou le plus souvent renonçaient à leur part d'héritage en retour d'une dot au moment de leur mariage.

En pays de droit écrit « l'augment de dot » correspondait pour les veuves au douaire des pays coutumiers.

Dans la région occidentale des Pyrénées, en Béarn, en Bigorre et dans le pays Basque, de vieilles coutumes, de temps immémorial, étaient observées, d'après lesquelles l'aîné des enfants, sans distinction de sexe, dans les familles roturières comme dans les familles nobles, prenait tout l'héritage, les *biens souches* comme les *avitins*. Les puînés, fils et filles, ne recevaient qu'une modeste légitime. « Les coutumes de Bigorre, écrit Lagrèze, étaient peu favorables aux cadets, celle de Barèges leur donne le nom d' « esclaus, esclabes » (2) ; ils étaient, en effet, presque les esclaves de l'aîné, car ils ne pouvaient quitter la maison sans son autorisation, et lui devaient tout leur travail. »

Dans plusieurs provinces, au lieu de partager la succession paternelle, les enfants continuaient la communauté de famille (3). Ces communautés se conservaient sans rédaction de contrat (communautés taisibles) (4). On les rencontre

(1) *Coutume de Toulouse*, 123 c., édit. Tardif, p. 58.

(2) De Lagrèze, *Histoire du droit dans les Pyrénées*, 1837, p. 185. — Cf. Cordier, *Le droit de famille aux Pyrénées*, 1859.

(3) De Brandt, *op. cit.*, p. 40.

(4) Merlin, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 4^e édit., 1812, art. communauté taisible.

dans le Nord sous le nom de frérages, dans l'Anjou, le Maine et la Touraine sous les noms de frêresche et de pagésie ; on en trouve même en pays de droit écrit, en Roussillon (1), Guyenne (2), Provence (3). Mais c'est dans les provinces du Centre que cette coutume était le plus répandue, dans la Marche, le Berry, le Nivernais, le Bourbonnais et l'Auvergne.

Pour les successions nobles, le droit d'aînesse persistera jusqu'à la fin de l'ancien régime. Mais il avait, suivant les coutumes, une force très inégale. En général, l'aîné avait droit sur les fiefs à un *préciput d'aînesse*, au principal manoir avec une dépendance dont l'étendue était indéterminée (vol de chapon) ; il avait encore droit à une *portion avantageuse* sur le restant des biens (4).

La noblesse, comme la haute bourgeoisie, pour assurer la conservation des grands domaines qu'ils reconstituent ont souvent recours aux substitutions et aux institutions contractuelles.

Signalons enfin d'autres institutions de droit coutumier qui tendaient aussi au maintien de la propriété dans la famille. Le *retrait lignager*, donnait aux parents légitimes du vendeur d'un immeuble le droit d'exiger de l'acheteur la rétroces-

(1) Brutails, *Etude sur la condition de la population rurale du Roussillon au Moyen Age*, 1891, p. 215.

(2) Brutails, *Cartulaire de l'église collégiale de Saint-Seurin de Bordeaux*, Bordeaux, 1897, p. XLV.

(3) De Ribbe, *La société provençale à la fin du Moyen Age*, 1898, p. 386.

(4) Paris, 13, Orléans, 89, Touraine, 260.

sion de cet immeuble au prix d'acquisition. D'après la règle *paterna paternis, materna maternis*, les *propres* retournaient, au décès du propriétaire, à la branche dont celui-ci les avait reçus.

Nous avons vu que les usages du Nord et ceux du Midi se pénétraient et se rapprochaient. Les pays du Nord avaient emprunté au droit écrit l'usage du testament et celui de la légitime ; les pays de droit écrit avaient, à leur tour, emprunté au droit coutumier l'exclusion des filles et la réserve. La réserve des *propres* apparaît en effet dans plusieurs statuts du Midi, à Limoges, Bordeaux, dans l'Agenois. Tandis que la pratique du testament se répandait dans le Nord, la liberté presque absolue de tester, que certains usages du Midi accordaient au père de famille, se restreignait de plus en plus en faveur des enfants. La disposition de la coutume de Toulouse, d'après laquelle le père pouvait laisser à ses enfants une somme insignifiante, était combattue depuis des siècles par le parlement de Toulouse. L'ordonnance de 1733 rétablit en matière de légitime les principes du droit romain.

Les privilèges successoraux étaient vus avec défaveur. Ils étaient combattus aussi bien par les juristes que par les philosophes. Dumoulin nous dit du droit d'aînesse : *consuetudo de jure primogenituræ est exorbitans et contra jus commune, et videtur tam odiosa et restringenda quam fratrum concordia et æqualitas est favorabilis et ampliandæ...* (1). Les mêmes

(1) Sur Paris, art. 13 (anc. 8), gl. 1, n° 10 ; t. I, p. 231.

critiques sont formulées par tous les penseurs, Montaigne (1), Pascal (2), Montesquieu (3).

Les substitutions avaient été supprimées dans plusieurs provinces (Marche, Auvergne, Nivernais, Montargis, Sedan). Elles donnaient lieu à des procès sans nombre. La célèbre ordonnance de 1360, due au Chancelier de l'Hôpital, à la suite des Etats généraux d'Orléans, limita pour l'avenir les substitutions à deux degrés. L'ordonnance de Moulins en 1566 les réduisit toutes à quatre degrés, statuant ainsi sur les substitutions antérieures. L'ordonnance rendue en 1747 sur la proposition de d'Aguesseau, renouvela les prescriptions des premières ordonnances. A cette époque, d'Aguesseau écrivait, le 24 juin 1730, au président du parlement de Provence, M. Lebreton. « L'abrogation entière de tout fidéicommiss, serait peut-être, comme vous le pensez, la meilleure de toutes les lois (4). »

On considérait tous ces privilèges comme des institutions féodales. Bien avant 1789, la Révolution était faite à cet égard dans les esprits. « La féodalité était demeurée la plus grande de nos institutions civiles en cessant d'être une institution politique. Ainsi réduite, elle excitait bien plus de haine contre elle, et c'est avec vérité qu'on a pu dire qu'en détruisant une partie des institutions du Moyen Age, on avait rendu cent fois plus odieux ce qu'on en laissait (5). »

(1) *Essais*, liv. I, ch. xxvi.

(2) 1^{er} discours sur la condition des grands.

(3) *Esprit des lois*, V, 6, 8, 9.

(4) Duvergier, *Collection des lois*, t. XXVI, p. 110.

(5) Tocqueville, *op. cit.*, p. 66, s.

*
* *

Dans la seconde partie du Moyen Age nous avons assisté au morcellement des terres qui accompagnait généralement les affranchissements ruraux. La division du sol ne cessa de s'accomplir sous l'ancien régime. Il y eut seulement des temps d'arrêt et même de recul. Les malheurs publics, les guerres, les troubles intérieurs, affamèrent souvent les petits paysans. A partir du xvi^e siècle survient « un nouveau prétendant à la possession de la terre : c'est le bourgeois » qui « achète indistinctement la terre roturière, qui paie le cens et le domaine noble qui le perçoit (1) ». Il profite le plus souvent de la misère des campagnes. Les paysans lui vendent leur petit domaine qu'ils cultiveront désormais comme fermiers ou métayers. C'est là l'origine du fermage et du métayage. Aux xvi^e et xvii^e siècles se reconstituent ainsi de vastes domaines.

Malgré la misère qui décimait les populations des campagnes, malgré les charges que supportait presque exclusivement la terre roturière, les petites propriétés se maintinrent et même se multiplièrent. Boisguillebert, Quesnay, Necker signalent que le nombre des petits propriétaires était considérable à leur époque. Turgot et les physiocrates redoutaient déjà un morcellement excessif. Arthur Young (2), voyageant en France, en 1788, écrivait : « Partout, les pay-

(1) D'Avenel, *La fortune privée à travers sept siècles*, 1895, p. 203.

(2) *Voyages en France*, partie II, ch. xi.

sans ont un petit avoir jusqu'à un degré dont nous ne nous faisons pas la moindre idée en Angleterre ». Il les trouve en général aisés. Tocqueville et Michelet sont d'accord sur ce point. « Ce qui dominait sous l'ancien régime, dit Gimel (1), c'était la très petite propriété et la très grande, l'une considérable par le nombre, l'autre par l'étendue. » D'après cet auteur, il y avait 100 000 propriétés nobles et ecclésiastiques, 400 000 propriétés de bourgeoisie et 4 290 000 propriétés paysannes touchant à la culture parcellaire. M. Loutchisky, attribue à son tour 30,10 0/0 du sol à la noblesse, 20,50 0/0 au clergé, 19,4 0/0 à la bourgeoisie, 30 0/0 aux paysans ; le nombre des propriétaires serait de 5 millions avec la proportion de 91,20 0/0 de paysans. La Révolution n'aura donc pas pour effet de diviser le sol, mais de l'affranchir (2).

SECTION VI

Epoque révolutionnaire.

La Révolution réalisa, en matière successorale, les grandes réformes que vainement pendant des siècles les légistes et les penseurs avaient demandées.

(1) Gimel, *La division du sol. Journal de la Société de statistique de Paris*, juin 1885, p. 228.

(2) Loutchisky, *La petite propriété en France avant la Révolution*, p. 32, 78.

(3) De Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, p. 62.

Dans la nuit du 4 août 1789 la noblesse et le clergé avaient abdiqué leurs prérogatives. Le régime féodal avait disparu. La suppression de toutes les distinctions que l'ancien droit avait maintenues entre les personnes ou entre les biens, s'imposait.

Le décret du 15 mars 1790 abolit pour les successions nobles les privilèges d'ainesse et de masculinité. Un grand nombre de cahiers en avaient réclamé l'abrogation lors de la convocation des Etats généraux. Le projet de la commission portait que la noblesse pourrait régler la succession par testament, donation ou contrat de mariage, à l'instar du droit romain dans le Midi. L'assemblée écarta cette disposition qui aurait rendu la mesure illusoire. Les biens nobles furent donc soumis aux lois locales qui régissaient les biens roturiers.

Au cours de la discussion, Prieur avait proposé d'abolir également les coutumes qui admettaient le partage inégal des successions roturières. Quelques mois plus tard, au sujet de l'aliénation des biens nationaux, cette proposition fut reprise par l'abbé Grégoire : « Vous avez à cœur, dit-il, de bien vendre les biens nationaux, de les vendre promptement ; vous désirez multiplier les propriétaires. Pour remplir des vues aussi sages, il vous faut abolir les dispositions qui, dans certaines provinces, autorisèrent l'inégalité des partages. N'est-il pas affreux de voir qu'un père juste qui aime également ses enfants soit forcé de trahir et sa tendresse et sa justice ? (1) » L'Assemblée Constituante invita son Comité de Constitution à se joindre au Comité d'aliénation des biens nationaux pour la préparation

(1) Séance du 11 novembre 1790.

d'un projet de réforme générale des successions *ab intestat* (1). Cette réunion des deux assemblées indique bien le but que poursuivaient les Constituants ; ils voulaient faciliter la vente et la dispersion des biens nationaux.

Le projet fut présenté par Merlin à la séance du 17 mars 1791. Il tendait à l'établissement de l'égalité absolue dans tous les partages *ab intestat*, à la suppression de toutes distinctions entre meubles et immeubles, propres et acquêts, à l'admission de la représentation indéfinie en ligne directe et limitée en collatérale. Il était enfin suivi d'un second projet relatif au droit de disposer.

Ces deux projets soulevèrent de vives réclamations. Le député normand Lambert de Frondeville défendit la coutume de sa province qui excluait les filles du partage des terres : « Les lois de la province de Normandie sont l'ouvrage des temps et des peuples qu'elles gouvernent ; elles sont pour ainsi dire produites sur le sol qu'elles régissent. La Normandie est une province essentiellement agricole et sa coutume a eu pour but la prospérité de la culture. Ce raisonnement s'applique particulièrement au partage des successions. Le paysan veut que son terrain appartienne, après sa mort, à ses garçons, parce que le soc de la charrue a été conduit par leurs mains. Or, le système qu'on nous présente nous conduirait à la division infinie des propriétés. Si l'on voulait y réfléchir, on verrait que, par

(1) Jusque-là la Constituante n'avait accompli que des réformes de détail, les plus pressantes : suppression de la succession spéciale aux biens nobles, du retrait lignager (D. 19-23 juillet 1790) et du droit d'aubaine (D. 6 août 1790).

la succession du temps, c'est détruire la prospérité de l'Empire. On ne pourrait que souffrir d'un tel système ». On ne s'arrêta pas à ces protestations.

La liberté testamentaire, presque absolue dans le Midi, était une autre cause d'inégalité. Mirabeau demanda l'abolition du droit de substitution et la limitation du droit de disposition au dixième de la fortune (1). Touchet intervint dans le même sens mais proposa de fixer au quart la quotité disponible (2). « Il n'y a plus d'ainés, plus de privilégiés dans la grande famille nationale ; il n'en faut plus, déclarait Mirabeau, dans les petites familles qui la composent. » C'est la même idée que reprend Robespierre : « De tout temps, dit-il, la cupidité, l'intrigue tendent des pièges au testateur : les testaments sont l'écueil de la faiblesse et de la crédulité, le signal de la discorde dans les familles. Dieu a établi l'égalité d'homme à homme, à plus forte raison de frère à frère. »

Les représentants des pays de droit écrit, notamment Cazalès et Saint-Martin, défendirent énergiquement la liberté testamentaire : « Qu'on aille donc dans les heureuses contrées des provinces méridionales où le père de famille ne meurt jamais, s'écriait Cazalès. Celui qui lui succède le remplace dans ses affections comme dans ses droits. Il est sans exemple dans ces contrées que la maison du fils aîné ne soit pas la maison commune de toute la famille... A quoi tendrait ce partage égal, cette division des propriétés ? chaque portion de la terre ne suf-

(1) Séance du 11 mars 1791.

(2) Séances des 2 et 5 avril 1791.

firait plus pour nourrir celui qui la posséderait. A la mort de chaque chef de famille on serait obligé de vendre son champ pour en partager le produit ou de le morceler. Dans le dernier cas, l'attachement à la propriété, l'amour de la patrie sont détruits dans leurs éléments ; dans le premier, on verra s'établir de grandes propriétés aussi nuisibles que les petites... Peut-être même serait-il à craindre que dans un siècle où l'on calcule et les devoirs les plus sains et les plaisirs les plus doux de la nation cette part égale qu'on serait obligé de donner à ses cadets ne les empêchât de naître. »

Le souci de l'influence du droit successoral sur la division de la propriété et sur la population n'est pas non plus étranger aux partisans du projet. « C'est une vérité démontrée, dit Pétion, que la division des propriétés est la source la plus féconde de la prospérité publique ; elle fait fleurir l'agriculture et multiplie les hommes en multipliant les moyens de subsistance. » Enfin les buts divers que les lois successorales de la Révolution poursuivirent se trouvent résumés dans cette phrase de Mirabeau : « L'égalité de partage des biens domestiques est liée avec les moyens d'encourager les mariages, d'accroître la population, d'augmenter le nombre des propriétés foncières, comme elle tient au moyen d'entretenir cette égalité générale qui est un privilège de la Constitution (1) ».

En somme, dans cette mémorable discussion on produisit déjà, en un sens comme dans l'autre, les arguments princi-

(1) *Moniteur officiel*, 3 avril 1791.

paux que l'on invoque encore de nos jours, souvent comme des nouveautés.

Sous l'impression du discours qu'avait préparé Mirabeau et qui fut lu à la tribune une heure après sa mort, la Constituante adopta le projet de la commission sur les successions *ab intestat*. Le décret du 8 avril 1791 proclama l'égalité des partages. L'opposition des romanistes et des représentants du Midi avait cependant réussi à faire ajourner la question du pouvoir testamentaire.

L'Assemblée Législative ne promulgua que deux décrets intéressant notre matière : celui du 2 septembre 1792, suspendant le droit de faire des substitutions, et celui du 20 septembre de la même année fixant à 21 ans la limite de l'autorité paternelle.

La Convention accomplit, en matière de dispositions gratuites, les réformes que la Constituante avait réservées. Par le décret du 15 octobre-14 novembre 1792, elle prohiba pour l'avenir les substitutions. Le décret du 7 mars 1793 abolit la faculté de disposer en ligne directe, soit à cause de mort, soit entre vifs, soit par donation contractuelle ; il faut voir là, a-t-on dit, une mesure de circonstance pour empêcher les testaments faits en haine de la Révolution. Le décret du 5 brumaire an II ne permit de disposer que du dixième des biens, si le *de cujus* avait des héritiers en ligne directe, du seizième s'il avait des collatéraux, cette quotité ne pouvant jamais être attribuée à l'un des successibles à titre de libéralité préciputaire ; il fit remonter l'application de cette règle au 14 juillet 1789. La célèbre loi du 17 nivôse an II, que l'on a appelée le code

successoral de la Convention, fondit les différents décrets des années précédentes : contrairement à l'adage de droit coutumier : *bâtards ne succèdent pas*, une loi additionnelle du 12 brumaire an II conféra aux enfants illégitimes les mêmes droits qu'aux enfants légitimes. Ces deux dernières lois avaient le même effet rétroactif que le décret du 5 brumaire. Les réclamations s'élevèrent si nombreuses contre cette rétroactivité de la législation nouvelle que la Convention dut elle-même suspendre l'exécution de la loi de nivôse ; elle en supprima bientôt les dispositions rétroactives (D. du 5 floréal an III, du 9 fructidor et du 3 vendémiaire an IV). Un décret du 14 thermidor an IV enleva également son pouvoir rétroactif à la loi du 12 brumaire an II sur les enfants naturels.

Sous le Directoire, la loi du 4 germinal an VIII élargit la quotité disponible en la fixant à une part d'enfant, sans qu'elle pût toutefois dépasser le quart de la succession ; elle autorisa le préciput dans les limites du disponible, priva de leur réserve les collatéraux au delà du 5^e degré. Comme on le voit, cette loi restaurait en partie la liberté de tester tout en se montrant encore très favorable au droit de réserve.

L'influence de la législation intermédiaire sur le Code civil « n'a pas manqué d'importance dans la matière des successions.... Ce sont les mêmes idées maîtresses qui inspirent ces deux législations. Unifier la législation successorale, la mettre en rapport avec le nouvel état social du pays, voilà ce qu'ont voulu les législateurs de l'an II comme ceux de 1804. Les premiers ont eu l'honneur de poser les principes ; mais

souvent, dominés par l'esprit de système et l'exagération révolutionnaire, ils ont, sur bien des points, dépassé le but en les appliquant (1) ».

(1) Lucien Jeanneau, *De la législation successorale de la Révolution*. Paris, 1893, page 224.

CHAPITRE II

LA TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE SOUS L'EMPIRE DU CODE CIVIL

« Je ne redoute point une loi dont le résultat produirait une certaine division dans les propriétés ; elle diminue de nombre la classe des prolétaires ; elle augmente le nombre des propriétaires. C'est dans les pays de petite culture qu'on trouve une population nombreuse ; c'est donc là que se trouvent l'aisance et la prospérité. »

(RÉAL-Fenet, XII, p. 316).

SECTION I

Le système successoral du Code civil.

Le législateur de 1804 n'a pas eu la prétention de faire une œuvre nouvelle. Il ne voulut pas perdre de vue : « Que les lois sont faites pour les hommes, et non les hommes pour les lois ; qu'elles doivent être adaptées au caractère, aux habitudes, à la situation du peuple pour lequel elles sont faites ; qu'il faut être sobre de nouveautés, en matière de législation, parce que s'il est possible, dans une institution nouvelle, de calculer les avantages que la théorie nous offre, il ne l'est pas de

connaître tous les inconvénients que la pratique seule peut découvrir... qu'en corrigeant les abus, il faut encore voir les dangers de la correction même (1). » Le tribun Siméon, au cours de la discussion sur les successions, déclarait aussi : « Ce ne sont donc pas des innovations qu'il faut principalement attendre dans un code ; on aimera au contraire à y retrouver ce qu'on savait, ce qu'on pratiquait, ce que l'usage avait prouvé bon, ou ce que l'habitude avait rendu commode ou familier ; on n'y désirera que la réforme des vices de législation bien constants et les améliorations que réclament évidemment le progrès des lumières et les changements survenus dans les mœurs et dans la position des fortunes (2). » Mais, d'autre part, les rédacteurs du Code civil entendaient bien ne point rétrograder et c'est à tort qu'on les a considérés parfois comme des réacteurs résolus : « Nous avons respecté », disaient-ils dans le Discours préliminaire, « dans les lois publiées par nos assemblées nationales sur les matières civiles, toutes celles qui sont liées aux grands changements opérés dans l'ordre politique, ou celles qui, par elles-mêmes, sont évidemment préférables à des institutions usées ou défectueuses. Il faut changer quand la plus funeste des innovations serait, pour ainsi dire, de ne pas innover (3) ». La Révolution n'avait pas rompu la tradition nationale, elle l'avait continuée ; la grande commotion de 89 n'avait fait qu'accélérer une évolution commencée depuis longtemps. L'ambition des législateurs en 1804

(1) Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil* Paris, 1822, I, p. 466.

(2) Fenet, XII, p. 222.

(3) Fenet, I, p. 481.

fut avant tout de faire une œuvre stable, une œuvre durable.

Trois directions se présentaient à eux. Devaient-ils suivre la tradition coutumière, s'inspirer des règles de droit écrit ou s'en tenir à la législation intermédiaire? Ils étaient et ils restèrent tout d'abord des hommes de la Révolution, en ce sens qu'ils s'inspirèrent des principes qu'avait proclamés la Constituante : unité de législation, égalité absolue dans les partages *ab intestat*, identité parfaite de tous les biens. Dans une période d'agitation, entraînés par les événements qui se précipitaient, tourmentés par les désordres et les conspirations, les intrigues à l'intérieur, sous les menaces de l'étranger, inexpérimentés enfin, les révolutionnaires n'avaient pu faire qu'une œuvre transitoire.

Les rédacteurs du Code civil le reconnaissaient, eux qui avaient vécu cette époque et qui avaient pris part aux travaux des assemblées révolutionnaires. Dans des temps plus paisibles et bénéficiant de l'expérience qu'ils avaient acquise, ils purent donner à la réforme du droit successoral son expression dernière.

Les considérations politiques ont-elles été prépondérantes dans la préparation de la loi? Est-il exact de dire avec certains auteurs que le Code civil, comme la législation de l'an II, est surtout une œuvre de combat? Nous ne le pensons pas. Tandis que le législateur révolutionnaire avait toujours affirmé hautement qu'il importait avant tout « d'effacer les plus légères traces de la féodalité (1) », les rédacteurs du Code dé-

(1) Réimpression de l'ancien *Moniteur*, Assemblée nationale, 21 novembre 1790.

clareront au sujet précisément du droit héréditaire : « à moins qu'une nation ne trouve dans sa situation particulière de puissants motifs pour suivre la raison politique, elle fera sagement de se diriger par la raison civile, qui ne choque personne, qui prévient les rivalités et les haines dans les familles, qui propage l'esprit de fraternité et de justice, et qui maintient plus solidement l'harmonie générale de la société (1) ». Les préoccupations politiques ne semblent pas non plus, dans les travaux préparatoires, dominer les discussions. On a souvent invoqué, il est vrai, comme un aveu « naïvement cynique (2) », la lettre fameuse adressée par Napoléon à son frère Joseph : « Etablissez le Code civil à Naples, conseillait-il ; tout ce qui ne vous sera pas attaché va se détruire en peu d'années et ce que vous voudrez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code civil... il consolide votre puissance, puisque, par lui, tout ce qui n'est pas fidéicommiss tombe, et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un Code civil et m'a porté à l'établir (3). » Napoléon, prétendent les adversaires du partage égal, a voulu asseoir son despotisme sur « une poussière d'individus ». Cette interprétation n'est pas exacte. Cette lettre s'explique par sa date même, qui coïncide avec l'établissement des premiers majorats ; elle ne vise pas les petits patrimoines, mais les grosses fortunes ; le nouvel empereur indique à son

(1) Fenet, t. I, p. 520.

(2) R. P. Alet, *Etudes religieuses, philosophiques*, de mars 1872, p. 325.

(3) *Correspondance de Napoléon I^{er}*, XII, p. 432, Paris, 1863.

frère l'avantage de ne pas laisser se créer de grandes familles en dehors de celles qu'il aurait lui-même dotées.

Il n'apparaît pas non plus nettement que le Code civil pour suivre un but économique, le morcellement de la propriété foncière. Certaines de ses dispositions montrent au contraire que l'on a voulu réagir contre les tendances économiques de la Révolution. Ce n'est pas à dire que les législateurs de 1804 aient négligé le point de vue économique, qu'ils ne se soient pas préoccupés des conséquences économiques de la loi qu'ils élaboraient. A ce sujet le débat, comme à la Constituante, est vraiment contradictoire. Dans les discussions, les deux tendances coutumière et latine se manifestent. Aucun argument, invoqué déjà par Cazalès ou Saint-Martin, n'échappa aux représentants des pays de droit écrit. « Dans les départements méditerranéens, sans commerce, dit Malville, où le numéraire est rare et les richesses mobilières presque nulles, où les hérédités sont absolument composées de propriétés foncières, chaque ouverture de succession amènera un partage réel et subdivisera les héritages de manière à ne plus pouvoir composer une ferme, une métairie : ce serait la ruine de la culture et la destruction des familles. Aussi dans ces pays l'usage à peu près général est-il de faire un héritier (1) » Bigot-Préameneu soutient les vues de Maleville (2) : « la division égale des héritages détruit les petites fortunes ; un petit héritage coupé en parcelles, pour être partagé entre plusieurs,

(1) Fenet, XII, p. 310.

(2) *Ibid.*, p. 316.

n'existe plus pour personne. » C'est dans le même sens que se prononce Portalis. Ainsi au sein de la commission trois membres sur quatre redoutent le morcellement qui peut résulter du partage égal. Enfin, lors de la discussion du projet au Conseil d'Etat, le Premier Consul lui-même, qu'on a accusé par la suite d'avoir voulu anéantir les fortunes privées, exprime la crainte : « qu'une trop étroite faculté de disposer n'amène la trop grande subdivision des fortunes modiques, laquelle met nécessairement un terme à leur existence, surtout quand elle entraîne l'alinéation de la maison paternelle qui en est le point central (1) ». Trouchet, Berlier, Réal (2) réfutent tous les griefs d'ordre moral ou économique quel'on fait au droit de réserve. Le législateur de 1804 ne pouvait, sans compromettre l'unité législative qu'il voulait réaliser, adopter la seule tradition romaine ou la seule tradition coutumière. Le Code civil est une œuvre de médiation et de transaction, remplissant entre les parties en présence « le rôle d'un arbitre amiable plutôt que celui d'un juge rigoureux (3) ».

*
* *

Le Code civil établit l'uniformité du droit successoral.

La loi ne considère ni la nature, ni l'origine des biens pour

(1) Fenet, XII, p. 313.

(2) *Ibid.*, 315, 316.

(3) Maleville, *Analyse raisonnée de la discussion du Code civil au Conseil d'Etat*, Paris, an XIII, t. II, p. 185.

en régler la transmission. L'abolition des différences entre meubles et immeubles, propres et acquêts, qui avait été l'œuvre du droit intermédiaire, est maintenue.

Les trois principes présidant à la transmission des biens fonciers tendent au partage égal, au partage immédiat, au partage en nature.

L'art. 743 rappelle expressément la suppression des privilèges de masculinité et de primogéniture, prononcée par la législation révolutionnaire qui n'avait fait que généraliser le droit commun des coutumes.

Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision, dit l'art. 815, et la convention par laquelle les héritiers s'engagent à rester dans l'indivision n'est valable que pour cinq ans ; au delà de ce temps elle peut être renouvelée.

Quant aux formes et à la procédure du partage, la loi n'intervient pas dans les partages amiables (art. 811), elle reconnaît seulement à chacun des héritiers le droit de demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession. Par exception, en cas de désaccord entre les successifs, le partage doit être fait en justice (art. 823). Le partage judiciaire est aussi obligatoire quand tous les héritiers ne sont pas présents, quand il y a parmi eux des interdits ou des mineurs (art. 838). Les parts égales sont tirées au sort (art. 834), L'art. 832 recommande : « Dans la formation et la composition des lots on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations ; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même na-

ture et valeur. » Quand les immeubles ne sont pas commodément partageables, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal (art. 827).

La liberté de disposer par acte entre vifs ou par testament est réduite à la quotité disponible, en présence de réservataires, ascendants ou descendants (art. 913 et 914). La réserve établie par le Code tient à la fois de la réserve coutumière et de la légitime romaine : comme cette dernière, elle n'est accordée qu'aux parents en ligne directe, garantit l'héritier contre les dons aussi bien que contre les legs, elle se justifie par le devoir qu'ont les proches de s'entr'aider et non par l'idée première de la conservation des biens dans la famille. Elle ressemble à la réserve en ce qu'elle est une fraction de la succession *ab intestat* et qu'il faut être héritier pour l'avoir. La portion disponible peut enfin être attribuée à l'un des enfants (art. 919, al. 1). Elle est égale à une part d'enfant sans toutefois jamais pouvoir dépasser le quart de la succession. La liberté testamentaire est absolue en l'absence de réservataires.

Le Code maintient la prohibition des substitutions, sauf dans certains cas exceptionnels et sous diverses conditions (art. 896, 1048, 1074).

On ne peut jamais renoncer à une succession future (791).

La loi confère au chef de famille la faculté de faire entre ses descendants l'attribution de ses biens par acte entre vifs ou testamentaire (art. 1075). Ce partage peut être attaqué, si un enfant se trouve avantagé au delà de la quotité disponible (art. 1071). Maleville expliquait qu'il importait de « laisser à la prévoyance et à la tendresse éclairée des pères de famille la

distribution économique de leurs biens suivant la position de chacun de leurs enfants, pour éviter un morcellement que le caprice du sort peut rendre désastreux et bizarre (1) ».

SECTION II

Tentatives de réaction sous le Premier Empire et la Restauration

Au lendemain du 18 brumaire, Bonaparte songea à entourer son trône de hauts dignitaires. Mais pour assurer à cette nouvelle noblesse un prestige et une influence réels, il fallait lui constituer des revenus importants et lui en garantir en même temps la conservation.

Cinq décrets du 30 mars 1806 (2) instituèrent pour être donnés, disait l'empereur, en récompense des grands services rendus à l'Etat, des duchés et des majorats transmissibles de mâle en mâle par voie de primogéniture. Ces titres furent dotés de rentes prises sur le Trésor.

Un sénatus-consulte du 14 août 1806 (3), inséré en 1807 dans le Code civil (al. 3 ajouté à l'art. 896), donnait au chef de l'Etat le droit d'autoriser la constitution de majorats pour doter des titres de noblesse. Ce sont les majorats sur demande. Un décret

(1) Fenet, t. XII, p. 410 ; dans le même sens, Bigot-Préamereu, *Ibid*, p. 567.

(2) Merlin, V. Duché-Pairie, §§ 1-5.

(3) *Ibid.*, § 6.

du 1^{er} mars 1808 fixa le montant que ces majorats devaient atteindre.

Louis XVIII se garda bien de détruire cette institution qui ne pouvait que servir les intérêts de la Monarchie. Par ordonnance du 19 août 1815 (1), qui reproduisait dans l'exposé des motifs à peu près les mêmes considérants que les décrets impériaux, il créa la pairie héréditaire avec obligation pour ses titulaires de constituer des majorats.

L'ancienne aristocratie, rentrée en France avec les Bourbons, n'avait pas accepté sans arrière-pensée l'état de choses créé par la Révolution. Elle cherchait à reconquérir ses anciennes prérogatives et sa prépondérance politique. Sous Charles X les ultras devaient tenter de rétablir le droit d'aînesse. Lors de l'ouverture de la session parlementaire le discours du trône annonça que « la législation doit pourvoir, par des améliorations successives, à tous les besoins de la société. Le morcellement progressif de la propriété foncière, essentiellement contraire au principe du gouvernement monarchique, affaiblirait les garanties que la Charte donne à mon trône et à mes sujets. Les moyens vous seront présentés, Messieurs, pour rétablir l'accord qui doit exister entre la loi politique et la loi civile, et pour conserver le patrimoine des familles sans restreindre cependant la liberté de disposer (2) ». Le 10 février 1826 le garde des sceaux de Peyronnait présenta en effet un projet d'après lequel dans toute succession où se trouverait un immeuble payant 300 francs d'impôt foncier (repré-

(1) Dalloz, V. *Majorat*, n° 5.

(2) Séance royale, *Moniteur universel* du 1^{er} fév. 1826.

Garrigou.

sentant 120 hectares environ) la quotité disponible serait attribuée à l'aîné comme préciput légal à moins de disposition contraire du *de cuius*. Une autre disposition du projet étendait le degré des substitutions permises par le Code aux arrière-petits-enfants. « L'individu, disaient les motifs, est, dans les monarchies, la famille, un être collectif, un homme sans interruption et durable, qui ne change pas et ne veut rien changer ; dans les démocraties, au contraire, dont le principe n'est pas la durée, mais la division et le changement, c'est seulement le particulier, l'homme d'un jour, l'homme sans lien avec le passé et avec l'avenir. C'est donc le devoir des monarchies de travailler au rétablissement de la famille (1). » La réforme ne visait pas la propriété paysanne, dont on se préoccupait peu, elle avait pour but de maintenir la grande propriété, de fortifier l'aristocratie foncière.

Ce projet souleva la plus vive opposition dans le pays. Les pétitions affluèrent. Il fut combattu par les membres les plus éminents de la Chambre des Pairs, le duc de Pasquier, le comte de Molé, le baron de Barante, le duc de Choiseul. On le considérait comme une violation de la Charte. « La réprobation est générale, s'écriait de Broglie, une pareille loi est morte avant que de naître ; un vote unanime des deux Chambres ne lui donnerait pas l'existence (2). »

Le projet fut repoussé à la date du 8 avril 1826, sauf la disposition relative aux substitutions (loi du 17 mai 1826).

Cette tentative n'avait fait qu'augmenter l'impopularité du

(1) *Moniteur universel* du 11 février 1826.

(2) *Moniteur* du 6 avril 1826.

gouvernement. La joie publique, à l'occasion de cet échec, se manifesta pendant deux jours à Paris, par des illuminations (1).

Sous la Monarchie de Juillet la loi 12 mai 1835 interdit de créer de nouveaux majorats pour l'avenir. Les majorats sur demande furent limités à deux degrés.

Après la révolution de 1848, une loi du 7 mai 1849 abolit les majorats sur demande pour lesquels il n'existait pas d'appelés nés ou conçus au jour de sa promulgation. En octobre 1904 il n'en restait plus que trois pour la somme de 10.376 fr. de rente 3 0/0. La même loi abrogea celle du 17 mai 1826.

SECTION III

Le Play et son école.

On peut dire que pendant plus d'un demi-siècle le régime successoral du Code civil ne souleva, au point de vue économique, aucune objection de principe. Les deux réformes qui furent apportées, l'une à l'avènement de Bonaparte, l'autre sous le gouvernement de Charles X, n'avaient été inspirées que par des préoccupations politiques ; les motifs économiques invoqués dans les deux cas n'avaient pour but que de les masquer. Ces deux tentatives eurent d'ailleurs le résultat

(1) *Journal des débats* du 11 avril 1826. — E. Vallier, *Le fondement du droit successoral*, Paris, 1902.

inattendu de prévenir pour un certain temps toute modification qui eût semblé réactionnaire.

Cependant les questions relatives à la répartition de la propriété foncière ne furent pas, durant la première moitié du xix^e siècle, sans retenir l'attention des agronomes et des économistes. Mais l'idée qui prévalait, celle présentée par H. Passy (1), qui s'appuyait sur une statistique des cotes foncières reconnue inexacte depuis, était que la propriété allait se concentrant. Léon Faucher (2), il est vrai, prétendait déjà qu'elle tombait en poussière, mais cette opinion fut presque isolée.

C'est sous le Second Empire que Frédéric Le Play, publiciste éminent, mena une campagne retentissante contre le système successoral du Code civil. Le partage égal tendait, d'après lui, à émietter les exploitations, ruinait la discipline familiale et sapait les assises mêmes de l'ordre social. Le Play préconisait, pour restaurer l'autorité paternelle et assurer le maintien des patrimoines, la liberté testamentaire à l'exemple de l'Angleterre.

Dans toute son œuvre, *La Réforme sociale en France* (1864), *l'Organisation de la Famille* (1868), *l'Organisation du travail* (1870), la *Constitution essentielle de l'humanité* (1881), Le Play fait de la famille, de la religion et de la propriété, les

(1) Hippolyte Passy, *De la division des héritages et de l'influence qu'elle exerce sur la division des richesses*, Paris, 1889. *Des systèmes de culture et de leur influence sur l'économie sociale*, Paris, 1846.

(2) Léon Faucher, *Revue des Deux-Mondes*, 1838, *état et tendance de la propriété en France*, p. 301.

principes primordiaux de toute bonne organisation sociale. La liberté et l'égalité sont pour lui des principes d'ordre secondaire. Le progrès n'est possible que par l'observation fidèle de la tradition, œuvre d'une longue suite de générations. Cette garantie de durée et de stabilité se trouve dans la famille, « l'unité sociale par excellence ». Mais encore pour que la famille réponde à cette fonction faut-il qu'elle revête ce caractère de permanence qui lui est assuré par la perpétuité du foyer familial. Celui-ci doit donc, dans l'intérêt de la société, être préservé de tout démembrement, être transmis à un seul héritier. Il importerait même que les frères restent dans un état de subordination. L'attribution du patrimoine doit se faire au plus apte, et c'est la raison pour laquelle Le Play préfère au droit d'ainesse le choix éclairé du père de famille.

Nous n'avons pas à nous prononcer sur les vertus de la liberté absolue de tester. Nous nous demandons seulement si, loin de favoriser la solidarité dans la famille, elle ne risquerait pas au contraire d'y faire pénétrer l'esprit d'intrigue et la discorde. Nous retrouverons au cours de notre étude les reproches que Le Play adresse au partage égal.

Disons dès maintenant que si Fr. Le Play a pu dénoncer justement certains défauts de notre organisation successorale, il nous paraît excessif de voir en celui-ci la source de tous les malaises sociaux. Desservi par son esprit systématique, Le Play prétend que « notre législation est l'objet de la réprobation unanime des peuples les plus stables, les plus laborieux et les plus prospères ». Il fait notamment état d'une boutade attribuée à l'un des plénipotentiaires anglais au Congrès de

Vienne : « Après tout, aurait dit ce diplomate, le régime successoral de la France sert suffisamment nos intérêts (1) ». Si cette exclamation est fidèlement rapportée, elle ne saurait nous surprendre : les Anglais ont longtemps pensé que leurs institutions successorales avaient été une cause de leur prospérité. Sans doute n'est-ce point assez pour que les constructions de Le Play apparaissent comme indestructibles. Il rappelle d'autre part, que le Parlement anglais imposa en 1703 le régime du partage égal aux familles catholiques d'Irlande, à moins que le fils aîné ne soit lui-même protestant, et il en conclut que c'était là un moyen de ruiner ces familles (2). Nous ne contestons pas que l'Angleterre ait vu dans cette loi une mesure de rigueur contre les catholiques irlandais, mais le but visé était surtout d'empêcher ceux-ci d'acquérir l'influence politique attachée au sol. Cet argument se retourne ainsi contre Le Play dans une société démocratique où précisément l'influence politique est ou tend à être en fonction de l'égalité économique.

Au demeurant, Le Play n'a pas exercé de son vivant une influence en rapport avec son talent et l'ardeur de ses polémiques. Ainsi que l'observe M. de Brandt, l'un de ses disciples : « Le Play a çà et là mêlé dans ses doctrines des points de vue purement catholiques. C'est ce fait joint à une sympathie souvent trop exclusive pour le principe de la famille souche, qui explique qu'il n'a point trouvé d'écho parmi ses contempo-

(1) Le Play, *Réforme sociale*, 180.

(2) Le Play, *Réforme sociale*, p. 179.

rains (1). » De fait, ses critiques n'ont provoqué à son époque le dépôt d'aucun projet de réforme. Ses efforts eurent du moins un résultat immédiat. On songea, lors de la grande enquête agricole de 1866, à s'enquérir des usages successoraux dans les différentes parties du pays. La consultation porta sur la question suivante : « Les domaines sont-ils ordinairement conservés dans une seule main au moyen d'arrangements de famille particuliers, ou sont-ils divisés entre les enfants ou les héritiers à la mort du chef de famille, ou enfin sont-ils habituellement vendus ? Quelles sont les conséquences produites dans l'un ou dans l'autre cas ? » (question n° 18).

Les résultats de l'enquête que Le Play avait tant souhaitée, ne justifèrent pas ses prévisions.

Dans le rapport de M. de Mornay, commissaire général, nous lisons : « Dans l'enquête, des critiques ont été dirigées contre la loi qui règle l'ordre des successions et plus encore contre la jurisprudence... La plupart des partisans d'une réforme se sont montrés très attachés au principe de l'égalité des partages (2). » D'autre part, nous relevons dans le rapport du ministre du Commerce à l'empereur que sur les 9 questions successivement écartées comme ne pouvant comporter aucune suite se trouvent : « 1° celle relative à la liberté générale et absolue de tester, laquelle n'a trouvé aucun appui dans le sein de la commission (3). »

Vers la même époque le baron de Veauce déposait une

(1) De Brandt, *op. cit.*, p. 114, note (3).

(2) Rapport de M. de Mornay, 1868, p. 16.

(3) *Documents généraux*, t. I, p. 814.

proposition de loi tendant à élargir la faculté de tester du père ; cette proposition fut repoussée (1) ; l'année suivante, 130 négociants de Paris adressaient une pétition au parlement, demandant l'institution de la liberté testamentaire, mais le Sénat, sur un rapport défavorable, passa à l'ordre du jour (2). Ces consultations diverses de l'opinion ont montré que les dangers dénoncés par Le Play étaient dus non pas au régime de dévolution des biens, mais aux conditions dans lesquelles celui-ci s'appliquait.

L'influence de l'œuvre de Le Play est incontestable. Sa protestation fut le point de départ de tout un mouvement d'opinion favorable à une réforme successorale. Certes, beaucoup ne se réclament pas du maître, mais les arguments que l'on invoque soit contre le partage, soit en faveur de la liberté de tester ou de la transmission intégrale, ont déjà été produits dans ses ouvrages.

SECTION IV

Le Code civil et les usages contemporains en matière de succession immobilière.

Deux grandes tendances, avons-nous vu, se marquent dans la conception de la transmission de la propriété foncière. Les uns préconisent le partage égal entre enfants : c'est le système du Code civil ; d'autres souhaitent la transmission intégrale du

(1) *Moniteur universel*, 6 avril 1865.

(2) *Ibid.*, 13 juin 1865.

domaine à un seul enfant, généralement l'aîné, sauf à celui-ci à indemniser ses cohéritiers : c'est la théorie de Le Play et de son école.

A ces deux doctrines correspondent encore deux pratiques juridiques en usage dans des régions géographiques déterminées. Ces deux régions reproduisent d'ailleurs presque exactement l'ancienne division territoriale des pays de coutumes et des pays de droit écrit. Dans la France septentrionale prévaut la pratique du partage égal ; dans la plupart des départements du Midi l'habitude s'est en général maintenue de « faire un aîné ». C'est là un fait de persistance des anciens droits que ni les changements politiques, ni les conditions économiques nouvelles, ni les discussions théoriques n'ont sérieusement entamés.

Il n'est pas sans intérêt de déterminer l'aire géographique de chacune de ces deux régions. Nous pourrions mieux ensuite reconnaître les conséquences économiques, démographiques et sociales qui naîtront de l'application de chaque système. A ces conséquences nous jugerons plus sûrement l'une et l'autre des doctrines en présence.

§ 1. — *Région du Nord.*

Nous comprenons dans cette partie du territoire les départements formés des anciennes provinces de Flandre, Artois, Picardie, Lorraine, Champagne, Isle de France, Normandie, Bretagne, Maine, Anjou, Orléanais, Touraine, Berry, Niver-

nais, Bourgogne, Franche-Comté, Bourbonnais, Poitou, Angoumois. Cette région représente ainsi à peu près entièrement l'ancienne circonscription des pays de droit coutumier. Nous savons que déjà sous l'ancien régime le principe dominant, en matière successorale, était, dans toute cette zone, celui du partage égal. Le droit d'aînesse, ou très exceptionnellement le droit de juveigneurie, n'existaient que pour les successions nobles, et encore consistaient-ils en quelques avantages concédés à l'aîné ou au plus jeune. Dans les vilenages l'égalité entre enfants des deux sexes « est déjà très commune au Moyen Age (1) ». Cette règle de l'égalité absolue était encore plus rigoureusement observée dans les anciennes coutumes que dans notre législation actuelle. Les coutumes les plus importantes interdisaient au père de se servir de la quotité disponible pour favoriser un de ses enfants ; d'après les coutumes qui formaient le droit commun, l'enfant avantagé ne pouvait conserver la portion disponible que s'il renonçait à la succession. Le Code civil n'a fait que consacrer pour ces pays un principe qui, depuis des siècles, y régnait et y était profondément entré dans les mœurs. Aussi notre loi des successions est-elle, au moins dans son esprit, fidèlement appliquée dans ces mêmes régions où domine encore de nos jours le vieil usage égalitaire.

Cette prédominance du principe du partage égal dans les départements du Nord est constatée par l'enquête agricole de 1866 qui, on le sait, fut faite à l'instigation de Le Play.

(1) Viollet, *op. cit.*, p. 885.

Dans le département de la Manche notamment, d'après cette enquête, « à la mort du chef de famille, les domaines sont le plus souvent divisés entre les enfants. Il n'arrive presque jamais qu'ils soient conservés dans une seule main au moyen d'arrangements particuliers ; ils sont ordinairement vendus lorsqu'il s'agit de très petites parcelles de terre [p. 12] (1). Dans la Haute-Marne, nous dit aussi l'enquête, « chaque enfant veut avoir sa part du domaine paternel » [p. 161] ; et pour un autre département du Nord-Est, le Jura, elle remarque que « la loi qui règle les successions en France contribue certainement à accroître le nombre de nos propriétaires » [p. 13]. Dans la partie ouest de la région que nous observons, dans la Mayenne, par exemple, toujours d'après la même enquête, « au moyen d'arrangements de famille, les domaines sont divisés entre les enfants » [p. 102]. Nous ne ferions que répétitions inutiles en prenant successivement chaque département. Certains déposants à l'enquête disent bien, il est vrai, que l'universelle pratique du partage égal en nature offre des inconvénients ; mais, faut-il remarquer, les plaintes formulées visent moins le principe d'égalité qui préside au règlement des successions que les formes mêmes de la procédure du partage ou que certaines interprétations judiciaires de la loi. Nous citerons le département de la Seine-Inférieure, au sujet duquel la commission d'enquête invitait à rechercher des mesures qui, sans porter atteinte au principe

(1) L'enquête de 1866 consacre un volume à un ou plusieurs départements. Les chiffres des pages indiquées se rapportent aux volumes relatifs aux départements en question.

du partage égal, fussent de nature à empêcher le trop grand morcellement de la propriété et des exploitations [p. 93].

Un auteur allemand, M. de Brandt, que nous avons déjà eu l'occasion de citer, a tenté, dans l'étude qu'il a faite des coutumes successorales dans les campagnes françaises, de délimiter les pays de partage égal et les pays de transmission intégrale. Les témoignages recueillis, au cours de l'enquête qu'il a personnellement poursuivie en France, confirment en tous points, pour notre région, les résultats de l'enquête officielle de 1866. Nous faisons d'autant plus volontiers état des indications fournies par cet auteur que nous n'adoptons pas toutes les conclusions de son étude. « Le mode de transmission héréditaire dans le Nord-Est, dit-il, est surtout la succession *ab intestat* et le partage d'ascendants. Quand le père ne peut plus diriger convenablement l'exploitation, « la terre souffre », il partage sa propriété entre ses enfants et stipule une rente à son profit (1). » Dans l'Ouest, « c'est, a-t-il aussi observé, le principe du partage égal qui domine absolument (2) ». Enfin fait-il la même remarque lorsqu'il considère « les usages successoraux dans les campagnes du Nord-Ouest (3) ». Sur la carte qu'il a dressée de nos départements, suivant les modes de dévolution des biens ruraux en usage dans chacun d'eux, tout le nord de la France figure comme appliquant le partage égal, sauf cependant les trois départe-

(1) De Brandt, *op. cit.*, p. 315.

(2) *Ibid.*, p. 186.

(3) *Ibid.*, p. 150.

ments bas-bretons du Finistère, du Morbihan et des Côtes-du-Nord.

L'ancienne coutume de Bretagne, non seulement reconnaissait le droit d'aînesse ou de juveigneurie pour les biens nobles, mais accordait aussi à l'aîné, ou parfois au plus jeune, dans les successions roturières, en outre d'un préciput d'ailleurs peu important, le droit de prendre le domaine paternel moyennant indemnité aux puînés (1). Comme on le voit, le principe restait bien encore là, dans les familles roturières, celui de l'égalité entre enfants, et le privilège ne s'exerçait que pour le règlement de la succession. D'après certains témoignages, on retrouverait trace de ce privilège encore de nos jours dans les habitudes successorales de la Basse-Bretagne. Sur tout le littoral, il est vrai, où l'industrie de la pêche et la navigation priment l'agriculture, où se pratique sur un sol plus fertile la culture maraîchère, le partage égal est déjà la règle ; c'est à l'intérieur des terres qu'aurait persisté la coutume de la transmission intégrale.

L'enquête de 1866 signale à l'intérieur du Finistère « le vieil usage d'effectuer les partages du vivant des ascendants en laissant la propriété à un seul des enfants chargé d'indemniser les autres » (p. 64). En l'absence de partage anticipé, c'est encore à ce résultat que tendraient, à la mort des parents, les arrangements entre héritiers. Le même usage se rencontrerait, d'après l'enquête, à l'intérieur du Morbihan (p. 20) et aussi, mais déjà avec une moindre fréquence, à l'intérieur des

(1) Albert, *La liberté de tester* 1834, p. 561.

Côtes-du-Nord. Dans ces trois départements, Le Play constate également que c'est « encore le principe traditionnel qui est en vigueur, que l'unité agricole, la base de l'activité de la famille ne doit en aucun cas être divisée, parce qu'elle doit fournir indéfiniment les moyens de doter avec l'épargne réalisée sur les produits annuels les enfants qui ne peuvent s'y établir (1) ». M. de Brandt classe à son tour ces mêmes départements parmi ceux où domine la transmission intégrale (2).

L'enquête monographique sur la propriété rurale en France, à laquelle le ministère de l'Agriculture a fait procéder en 1908-1909, ne fait mention d'aucun mode particulier de dévolution héréditaire du domaine rural, ni dans le Morbihan, ni dans les Côtes-du-Nord (3). Pour le Finistère, elle signale au contraire l'usage de la transmission intégrale, mais seulement dans la région de Quimper. Après avoir même noté un morcellement exagéré dans le Finistère, elle ajoute, comme pour marquer une opposition, qu'« à Quimper le morcellement n'est pas très sensible à cause de la coutume qu'ont les cadets de laisser le patrimoine à l'ainé, moyennant le paiement de certaines soultes (4). »

Une personnalité bien informée, résidant à l'intérieur du pays, dans une contrée exclusivement agricole, nous disait,

(1) Le Play, *Ouvriers européens*, IV ; *Bordier de la Basse Bretagne*, p. 347.

(2) De Brandt, *op. cit.*, p. 183.

(3) *La petite propriété rurale en France*, enquêtes monographiques (1908-1909), p. 63 et 167.

(4) *Ibid.*, p. 83.

d'autre part, que dans les Côtes-du-Nord tout au moins, lorsque les parents réalisent le partage anticipé de leurs biens avec stipulation d'une rente à leur profit, ce qu'ils appellent « se mettre en nourriture », les enfants sont en général traités sur un pied d'égalité absolu. « La soif de la terre » serait trop grande en Basse-Bretagne pour que les héritiers fassent bénévolement cession de la moindre parcelle qui leur est dévolue.

Ces deux dernières indications, que nous pourrions hésiter à tenir pour suffisantes, nous les avons trouvées renouvelées et, par suite, précisées lors de la récente enquête poursuivie par la *Ligue républicaine de la petite propriété* auprès du corps des notaires sur l'évolution de la petite propriété rurale (1) Quatorze notaires dans les Côtes-du-Nord, trois dans le Morbihan et vingt dans le Finistère ont répondu à cette consultation. Pas plus que dans l'enquête officielle de 1909, la question spéciale de sa transmission héréditaire n'avait été posée mais deux notaires des Côtes-du-Nord et six dans le Finistère y ont fait allusion. Un notaire d'Evran (arrondissement de Dinan) mentionne la pratique du partage égal de la terre entre plusieurs enfants ; celui d'Uzel (arrondissement de Loudéac) signale la fréquence des licitations. Dans le Finistère un notaire de Scaer (Quimperlé) demande qu'on facilite le partage d'ascendants et que le partage en nature cesse d'être obligatoire. Un notaire de Lanvern, deux notaires d'Audierne et celui de Peuméril-cap, tous quatre de l'arrondissement de Quimper,

(1) Nous avons eu l'avantage de collaborer aux travaux de cette enquête, qui s'est terminée en janvier 1911, et dont les résultats ne sont pas encore publiés.

indiquent formellement ou implicitement que les héritiers ont l'habitude de se concerter pour laisser à l'un d'eux l'intégralité du domaine, si même préalablement le partage n'a pas été fait par ascendants. Celui qui reçoit ainsi le domaine familial est tenu de payer à ses codonataires des « soultes attermoyées ».

Enfin un notaire de Plozevet, également de l'arrondissement de Quimper, nous fait connaître au contraire que « l'héritage se partage entre les enfants, quelquefois avec soultes ».

De cet ensemble de renseignements la conclusion nous paraît facile à tirer. Nul des quatorze notaires des Côtes-du-Nord qui ont répondu à la Ligue ne mentionne trace de la transmission intégrale : même observation pour les trois notaires du Morbihan ; enfin des vingt notaires du Finistère, seuls quatre de l'arrondissement de Quimper signalent encore cette pratique. Mais déjà à Plozevet, dans ce même arrondissement, on nous dit que le partage égal est devenu la règle. Par conséquent, la zone de la transmission intégrale dans la Basse-Bretagne se trouve réduite à un très petit îlot autour de Quimper.

Une dernière remarque reste à faire : La Bourgogne, située dans la région qui nous occupe, n'était cependant pas dans toutes ses parties pays de coutumes. Le Mâconnais et la Bresse appartenaient aux pays de droit écrit. Mais dans les deux départements qu'ils ont formés, l'Ain et la Saône-et-Loire, c'est le principe de l'égalité du partage qui règne aujourd'hui (1).

En résumé, dans le Nord de la France, qui forme ainsi un ensemble unitaire, le partage égal est le *plerumque fit*.

(1) De Brandt, *op. cit.*, 289, 290.

§ 2. — *Région du Sud.*

Les départements qu'embrasse cette région ont remplacé les provinces du Dauphiné, Provence, Comtat Venaissin, Lyonnais, Auvergne, Marche, Limousin, Aunis et Saintonge, Languedoc, Guyenne et Gascogne, Roussillon, Comté de Foix, Béarn, auxquelles il faut ajouter la Savoie, le Comté de Nice et la Corse. A l'exception de la Marche, de la Basse-Auvergne et des Pyrénées-Occidentales : Béarn, Bigorre et Pays basque, ces provinces constituaient, dans leur ensemble, les pays de droit écrit. C'était le régime successoral romain qui s'y appliquait tel qu'il avait été organisé par Justinien dans la célèbre nouvelle 118. Le testament y prit de bonne heure une importance qu'il n'eut jamais dans le Nord chez les populations de tradition germanique, où la succession *ab intestat* fut toujours prépondérante. L'institution d'héritier était dans le Midi d'usage général et l'institué recevait presque toujours la quarte falcidie ou trébélienne. Les filles dotées étaient le plus souvent exclues de la succession. Ainsi, par suite de l'usage si répandu des dispositions testamentaires, qui s'accompagnaient de libéralités préciputaires au profit d'un seul héritier, l'aîné, presque invariablement, se trouvait écarté le principe romain du partage égal entre enfants des deux sexes.

La Marche et la Basse-Auvergne étaient bien pays coutumiers. Mais dans le centre, les communautés de famille étaient particulièrement fréquentes et inclinaient à la conservation intégrale du domaine familial. Enfin, dans le pays basque, en

Béarn et en Bigorre, une vieille tradition coutumière, très défavorable aux cadets, voulait que le premier-né, sans distinction de sexe, dans les familles roturières comme dans les familles des nobles, vienne seul à la succession paternelle.

La législation successorale du Code civil, qui assure avant tout l'égalité entre enfants et n'admet la faculté de tester que dans les limites de la quotité disponible, devait naturellement rencontrer ici de vives résistances : « l'acclimatation d'un régime si contraire aux habitudes méridionales, dit un auteur, a dû être lente et combattue (1) ». Ainsi, dans la plupart des départements du Sud subsiste encore l'ancien usage d'attribuer le domaine rural à un seul enfant. Ou s'efforce de tourner la loi soit à l'aide du testament ou d'un partage anticipé contenant avantage précipitaire et non part à l'ainé, soit au moyen d'arrangements entre héritiers. La tradition est si vivace que les cadets, pour faciliter le règlement des soultes, consentent souvent à une estimation très basse de leurs droits héréditaires. « La tradition, lisons-nous dans l'enquête de 1866, a été plus puissante que la loi moderne (2). »

L'ancienne pratique n'a cependant pas conservé partout la même force. On la rencontre persistante dans les régions montagneuses, pauvres en général, foyers d'émigration, fermées au commerce extérieur et aux influences du dehors. Elle s'est déjà au contraire presque complètement effacée dans les

(1) Pariset, *Economie rurale, industrie, mœurs et usage de la Montagne noire*, p. 1882, p. 175.

(2) Enquête agricole. Documents généraux, 1^{re} série, I, p. 124.

parties plates, fertiles, à proximité des centres industriels et des grandes villes.

Ainsi, le partage égal est-il maintenant la règle dans presque tous les départements côtiers : les Alpes-Maritimes, le Var, les Bouches-du-Rhône, le Gard, l'Hérault, l'Aude, les Pyrénées-Orientales sur la Méditerranée, la Gironde et la Charente-Inférieure sur l'Atlantique (1). Cette région maritime est presque tout entière couverte de riches vignobles qui firent de tout temps sa prospérité ; la douceur de son climat et, surtout dans la partie occidentale de la zone méditerranéenne, la fécondité naturelle du sol favorise les cultures maraîchère, fruitière et florale. Tout le long de la côte, ses stations hivernales et balnéaires sont des plus fréquentées. Enfin, elle possède nos deux grands ports de Marseille et de Bordeaux ; des villes moyennes elles-mêmes, comme Béziers, Narbonne et Perpignan, doivent leur importance à une très grande activité commerciale. Sur plusieurs points, notamment dans le Var, le Gard et les Pyrénées-Orientales, le principe d'égalité s'est si fortement implanté que même la propriété des maisons est divisée par étages entre héritiers (2).

Il faut comprendre dans cette région le Vaucluse « dont la situation, nous signale M. de Brandt, est analogue à celle du Var (3) ». Les notaires de ce département qui ont répondu à la *Ligue de la petite propriété* vantent tous la fertilité de son sol, et l'enquête de 1909 nous dit qu'il « est devenu la Terre

(1) De Brandt, *op. cit.*, p. 282 s., 215 s., 190.

(2) De Brandt, *op. cit.*, p. 215 et 283.

(3) *Ibid.*, p. 283.

Promise du petit cultivateur (1) ». Comme sur le littoral, le partage égal doit aussi dominer dans l'île de Corse, pays pourtant bien pauvre, car la même enquête mentionne que « la petite propriété s'y morcelle beaucoup par suite des héritages (2) ».

Le principe d'égalité a encore prévalu dans le département du Rhône (3), autour de la grande ville industrielle de Lyon. Enfin, dans la Haute-Savoie, « ce n'est pas la liberté du testament, écrivait-on déjà en 1886 (4), c'est la loi du partage forcé qui régit les familles depuis vingt-cinq ans. » Il est vrai que d'après le Code civil sarde, en vigueur dans la Savoie avant l'annexion de cette province à la France, la part réservataire des enfants était déjà inférieure au montant de la légitime romaine.

A l'intérieur même de chacun de ces départements, l'évolution vers le partage égal n'a pas été uniforme. Dans les parties montagneuses on trouve encore l'usage de la transmission intégrale. Ceci est vrai notamment pour les Alpes-Maritimes et le Gard (5).

« Les Alpes, fait justement observer M. de Brandt, comme les Pyrénées et le Plateau central, constituent une citadelle pour les anciennes coutumes héréditaires (6). »

Dans la région alpestre l'aîné des fils reçoit habituellement

(1) *La petite propriété rurale en France*, p. 261.

(2) *Ibid.*, p. 58.

(3) De Brandt, *op. cit.*, p. 290.

(4) Une commune de Faucigny, *Réforme sociale*, 1886, I, p. 245 suiv.

(5) De Brandt, *op. cit.*, p. 282, 284.

(6) *Ibid.*, p. 280.

par testament, quelquefois dans son contrat de mariage, la quotité disponible et reste dans la maison fraternelle. On lui donne le nom de la famille. Les cadets et les filles, que l'on désigne par leur prénom, reçoivent en général, au moment de leur mariage ou de leur établissement, une dot en argent et émigrent. Une forte émigration de la population agricole facilite en effet à l'aîné avantagé la conservation de la totalité du domaine familial. C'est ce qui a lieu dans la Savoie, l'Isère, la Drôme, les Hautes-Alpes et les Basses-Alpes, que M. de Brandt classe dans les départements à transmission intégrale. Lors de l'enquête de 1866, la Société agricole de Sisteron déclarait, au sujet des usages successoraux : « Les saines doctrines se sont maintenues dans les familles : les propriétés restent autant que possible dans une seule main. » Dans l'enquête de la *Ligue de la petite propriété*, nous trouvons cette réponse adressée par un notaire de Valence (Drôme) : « Il arrive fréquemment que dans les familles de petits et moyens agriculteurs, le fils aîné conserve l'ensemble des terres. Les frères et sœurs cadets reçoivent une soulte et abandonnent la terre, soit pour se placer en service en ville, soit pour solliciter de modestes emplois. » Et l'enquête agricole de 1909 nous dit au sujet de ce même département que : « ceux qui émigrent vendent leur part de patrimoine à un voisin ou celui des membres de leur famille qui reste au pays » (1). Dans l'Isère, cependant, où s'est assez rapidement développée l'industrie de la soie, le partage égal tend déjà à

(1) *La petite propriété rurale en France*, p. 73.

remplacer dans les successions la transmission intégrale à un seul héritier (1).

Les départements du Centre, constitués presque entièrement par le Plateau central, ont aussi conservé leurs anciennes habitudes successorales. C'est même dans cette région que les populations sont restées le plus fortement attachées à la tradition. Sur ces vastes plateaux pierreux, en grande partie stériles, on ne rencontre guère que bruyères, châtaigniers, chênes rabougris et çà et là quelques champs de « blé noir ». Les vallées elles-mêmes sont d'une fertilité médiocre. L'élevage y est la principale occupation. Ni industrie, ni commerce dans ces contrées, où la ville la plus importante, Limoges, ne compte pas plus de 60.000 habitants. C'est là aussi que l'émigration a le plus d'intensité. Il faut cependant mentionner à part le département de la Loire, qui se distingue au contraire par une très grande activité industrielle. Mais aussi, comme pour l'Isère, nous constatons que l'ancienne coutume de la transmission intégrale y est déjà moins répandue (2). Par contre, cette coutume a conservé toute sa force dans l'Ardèche, la Lozère, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme, la Creuse, Haute-Vienne, Corrèze, le Cantal, l'Aveyron, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, le Lot-et-Garonne, la Dordogne et le Lot. L'enquête de 1866, Baudrillart et M. de Brandt (3) ont fait cette même constatation dont nous avons trouvé la confirmation pour plusieurs départements.

(1) De Braudt, *op. cit.*, p. 288.

(2) *Ibid.*, p. 289.

(3) De Braudt, *op. cit.*, p. 207 s.

L'enquête de 1909 signale encore dans la Lozère la coutume de la cession du patrimoine à l'aîné par des frères et sœurs (1). Cette même enquête nous dit aussi que dans la Haute-Loire (2), « de plus en plus les cadets cèdent leur part d'héritage à l'aîné ». Un notaire du Puy-de-Dôme signale à la *Ligue de la petite propriété* que « le nombre des petits propriétaires reste à peu près stationnaire parce que la coutume veut que l'un des héritiers se rende acquéreur des droits de ses cohéritiers. Il n'y a pas de partage ». Dans la Haute-Vienne, lisons-nous dans l'enquête de 1909 : « le plus souvent, au décès du chef de famille, le patrimoine est conservé intact par un des fils qui désintéresse les autres par une soulte en argent (3) ». Dans l'Aveyron, quatre notaires constatent, dans l'enquête de la *Ligue*, que toutes les liquidations successorales tendent à la conservation du domaine entier par un seul héritier. L'aîné reçoit le quart à titre de préciput et rachète la part de ses frères et sœurs qui émigrent à Paris. A Millau, nous dit un autre notaire de cet arrondissement, la coutume, autrefois générale, ne reste plus en honneur que dans les familles paysannes. Il est vrai que par sa position géographique et son activité industrielle la région de Millau a plus d'affinité avec l'Hérault et le Gard qu'avec le reste de l'Aveyron. Pays de tradition s'il en fut, l'Aveyron peut être regardé, malgré cette légère dissidence, comme le département type de la transmission intégrale.

(1) *La petite propriété rurale en France*, p. 141.

(2) *Ibid.*, p. 125.

(3) *Ibid.*, p. 275.

M. de Brandt signalait déjà que : « dans le Tarn, l'idée d'égalité a aussi pénétré, mais elle n'a pu réussir à anéantir la coutume contraire » (1). Deux renseignements sont venus à la *Ligue de la petite propriété*, l'un d'un notaire de Valdériès (Albi), qui paraît indiquer la transmission intégrale comme règle dans son canton, l'autre d'un notaire de Giroussens (Lavaur), dont le témoignage est en sens contraire. « L'ainé n'achète plus, dit-il, la part des cadets. Au-dessous de 30.000 francs on procède au partage en nature; surtout au-dessous de 1.500 francs. Dans les familles on ne trouve plus de tantes et oncles vivant avec la famille de l'ainé. » L'ancienne pratique semble donc être en recul dans ce département.

L'enquête de 1909 nous dit pour la Dordogne : « qu'il est de tradition que l'ainé des enfants soit donataire précipitaire de la quotité disponible et qu'il se rende acquéreur de la part de ses cohéritiers dans le domaine commun » (2). Enfin le même usage est observé dans le Lot où la donation du préciput est faite très souvent par contrat de mariage. — Celui-ci contient généralement la disposition de la quotité disponible au profit du futur ou de la future, suivant que l'un ou l'autre est l'ainé des enfants, et en second lieu une institution contractuelle entre époux de la moitié de l'usufruit, sous réserve que cette donation n'aura pas d'effet au préjudice des enfants à naître du mariage, auxquels on pourra ainsi donner ultérieurement la quotité disponible grevée de cet usufruit. Cette

(1) De Brandt, *op. cit.*, p. 217.

(2) *La petite propriété rurale en France*, p. 69.

institution contractuelle est plus rare dans les contrats de mariage récents ; on craint qu'elle ne fasse obstacle à la donation du préciput à l'un des enfants. Cette donation préciputaire se fait très souvent aussi soit par testament, soit dans un partage anticipé. En outre de la quotité disponible, l'aîné reçoit fréquemment des avantages déguisés, à l'insu de ses frères et sœurs (1).

Dans la plupart de ces départements, comme dans certains du Sud-Est, le fils aîné est désigné par le nom de famille, ou plutôt par un diminutif de ce nom : ainsi on appellera Rigalou, l'aîné de la famille Rigal. Ici également les quelques parties fertiles et situées en plaine se distinguent au point de vue des usages successoraux de l'ensemble de la région. Dans le Puy-de-Dôme, par exemple, où nous avons constaté la fréquence de la transmission intégrale, « le morcellement de la Limagne, est-il dit dans l'enquête de 1909, n'est pas un fait nouveau ; il remonte aux périodes anciennes, même d'avant le Code civil, où chaque héritier, dans des familles nombreuses, voulait sa part de biens immeubles dans une région féconde où la valeur argent du sol agricole était de beaucoup supérieure à celle des biens meubles. Les héritiers s'entêtaient jalousement vis-à-vis de leurs cohéritiers et voulaient leur propre part d'immeubles (2) ».

Les départements situés dans la région pyrénéenne, où régnait autrefois la coutume de laisser le patrimoine familial à

(1) Vigoureux, *La famille et les lois de succession dans un village de la Guyenne*. Enquête de la Société d'économie sociale, 2^e série, 1^{er} cahier.

(2) *La petite propriété rurale en France*, p. 189.

l'aîné des enfants, se sont défendus avec un inégal succès contre l'influence du Code civil. Dans les Landes et les Basses-Pyrénées la tradition semble s'être maintenue intacte ; dans les Hautes-Pyrénées, l'Ariège, le Gers, la Haute-Garonne, elle n'est déjà plus aussi universellement observée. Mais dans tous encore l'habitude de « faire un aîné » a de profondes racines. Le partage d'ascendants a toutefois remplacé presque partout le partage par testament. Le premier né reçoit le quart à titre de préciput et rachète la part des cadets.

Pour les Landes, ce fait, déjà constaté par l'enquête de 1866 et celle de M. de Brandt (1), nous est confirmé dans un vœu adopté en 1909 par le conseil d'arrondissement de Saint-Sever et tendant au rejet du projet d'élévation des droits successoraux sur les portions données par testament à un héritier en plus de sa part, quel que soit le degré de parenté. Nous y trouvons, en effet, le considérant suivant : Dans les familles rurales du Sud-Ouest, le père de famille laisse toujours à l'un de ses enfants, celui qu'il destine à continuer son foyer, le quart par préciput et hors part, cet avantage, reconnu nécessaire et souvent augmenté délibérément par les autres enfants, permet à l'enfant gratifié de payer les dettes successorales, de désintéresser les autres enfants de leurs droits, et de conserver intact le patrimoine familial, ce qu'il ne pourrait faire autrement. »

Le corps des notaires de l'arrondissement d'Orthez, dans le département voisin, à la suite d'une réunion générale tenue le

(1) De Brandt, *op. cit.*, p. 223.

8 mai 1909, a fait sien ce vœu « qui doit être en réalité celui de toute une population ». Trois dépositions de notaires (cantons d'Oloron, Orthez et Saint-Pée) vinrent aussi confirmer auprès de la Ligue républicaine de la petite propriété la persistance de la transmission intégrale. « Cet excellent usage, déclare le notaire d'Oloron, est chez nous la base de la propriété. » L'enquête agricole de 1909 indique encore que dans ce département « parfois l'aîné ou tout autre des frères prend en charge le patrimoine en s'obligeant vis-à-vis de ses cohéritiers (1) ».

L'enquête de 1866 nous dit, au contraire, pour le département des Hautes-Pyrénées : « la loi des successions s'exécute ici rigoureusement, c'est-à-dire qu'à la mort du chef de famille chacun des héritiers veut avoir son lot en nature [p. 32]. » M. de Brandt estime cette conclusion exagérée. C'est dans cette région, dans la vallée du Lavedan, que Le Play a observé la famille des Mélouga qui « ne formaient pas une exception, mais étaient bien le type des paysans de la haute montagne (2). Dans la consultation de la Ligue de la petite propriété, nous trouvons aussi une réponse d'un notaire de Pouyastruc (Tarbes) qui s'élève contre la taxation de la part préciputaire généralement laissée à un des enfants. Dans l'Ariège d'ailleurs, Baudrillart, cité par M. de Brandt, trouvait que le droit d'aînesse était « un des traits les plus caractéristiques de la vie de famille ».

(1) *La petite propriété rurale en France*, p. 194.

(2) De Brandt, *op. cit.*, p. 215.

Ce mode de dévolution est encore usité dans la Haute-Garonne où, constate l'enquête de 1909, confirmant celle de 1866 : l'aîné de la famille est très souvent donataire préciputaire (1).

Dans le Gers, la transmission intégrale fut toujours la règle ; soit par voie de partage anticipé, soit à la suite d'une entente entre cohéritiers le domaine rural restait en une seule main. Le fait se continuerait aujourd'hui, mais pour une autre raison. Ainsi que dans le Lot-et-Garonne la natalité paysanne y est devenue si faible qu'il n'y aurait plus lieu de se préoccuper de partager ou non le patrimoine paternel. Il échoit le plus souvent à un enfant unique. Un notaire de Lombez est affirmatif sur ce point. Dans les familles où par exception plusieurs héritiers sont en ligne, la tradition serait observée.

En définitive, excepté un vaste ilot placé au sud, toute la France est restée ou devient pays du partage égal. La région elle-même où se maintient encore, comme usage le plus général, la transmission intégrale, tend à se soumettre graduellement à la législation du Code civil. Dans les trois départements bas bretons, où l'enquête de 1866 et plus récemment M. de Brandt constataient la prédominance de la transmission intégrale, il est manifeste que, sauf autour de Quimper, le Code civil l'a partout emporté. Dans quelques départements du Midi la lutte se poursuit entre les deux systèmes. On peut dire que vingt-six départements restent encore fidèles à l'habitude tra-

(1) *La petite propriété rurale en France*, p. 92.

ditionnelle de « faire un aîné » : Savoie, Hautes-Alpes, Drôme, Basses-Alpes, Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Ardèche, Lozère, Aveyron, Cantal, Creuse, Haute-Vienne, Corrèze, Lot, Tarn-et-Garonne, Tarn, Ariège, Hautes-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Landes, Lot-et-Garonne et Dordogne. Il faut y ajouter l'Isère, la Loire, la Haute-Garonne et le Gers, dans lesquels la pratique du partage égal, a cependant fait de sérieux progrès. On remarquera que ces départements constituent une zone d'un seul tenant, s'étendant sur des régions dont la densité, les cultures, et les conditions d'exploitation rurale sont fort différentes. Il existe, d'autre part, des ressemblances très accusées entre certaines de ses parties et certaines parties de la région du partage égal. Cette circonstance prouve bien que l'adoption de l'un des deux régimes de dévolution successorale est indépendante des conditions économiques ; elle a son origine plutôt dans des causes historiques et dans une éducation traditionnelle.

CHAPITRE III

ETAT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE SOUS L'EMPIRE DU CODE CIVIL

« Le progrès de cette classe laborieuse et honnête de petits propriétaires est un des faits les plus remarquables produits par l'égalité des partages et l'égalité complète de la terre. »

(TROPLONG, *La propriété d'après le Code civil*,
XXXII-XXXIV).

SECTION I

La répartition foncière.

Que la loi des successions ait sur la propriété foncière une influence prépondérante, on ne saurait le dénier. Il est évident que le droit de primogéniture tend à la constitution et au maintien des grosses fortunes immobilières ; la liberté testamentaire peut elle aussi favoriser la conservation intégrale du domaine patrimonial, en permettant au père de famille de l'attribuer tout entier à un seul de ses enfants ; le partage égal entre héritiers, tel qu'il est édicté par notre Code civil, est, au contraire, une cause périodique de la division du sol, et les

parts en se multipliant à chaque génération doivent, semble-t-il, devenir de plus en plus petites.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que depuis plus d'un siècle notre régime successoral ait été l'objet des plus vives attaques de la part de tous ceux qui, à des titres divers, ont considéré le morcellement comme un mal. On a pu se demander si la loi qui règle les transmissions héréditaires était bien la cause principale de la division de la propriété foncière. Mais la discussion paraît devoir porter avant tout sur le point de savoir si le morcellement mérite lui-même toutes les critiques qu'on lui a adressées. Et d'abord qu'entendons-nous par morcellement ? Ce mot, n'a pas toujours chez les auteurs la même signification. Après M. de Foville (1), nous distinguerons le morcellement du fractionnement parcellaire d'une part et d'autre part de la dispersion des propriétés. Un propriétaire peut diviser lui-même son fonds sans l'aliéner, soit à l'aide de clôtures, soit en variant les modes d'exploitation ; il s'agit là de fractionnement parcellaire. Il y a dispersion quand la même propriété se trouve composée de plusieurs morceaux non contigus. Par contre le morcellement est la division du sol entre un grand nombre de propriétaires.

C'est cette division territoriale, résultant de l'augmentation continue du nombre des propriétaires, que beaucoup ont dénoncée comme étant une conséquence pernicieuse de l'égalité du partage. A la vérité ceux qui incriminèrent de ce chef notre régime successoral ne s'inspirèrent pas toujours des mêmes

(1) De Foville, *Le Morcellement*, p. 2.

considérations. Il fut un temps où l'on critiqua, avec raison d'ailleurs, le morcellement parce qu'il détruisait des grandes familles terriennes et s'opposait à la formation d'une aristocratie foncière dont il convenait, dans un état monarchique, de fortifier l'influence conservatrice par la stabilité des fortunes. Ce sont là les considérations qui motivèrent le projet de loi sur le rétablissement du droit d'aînesse rejeté en 1826 par la Chambre de Paris.

Depuis lors jamais plus ne fut sérieusement reprise cette thèse, trop en désaccord certes avec nos mœurs égalitaires et les tendances de notre époque.

Mais les adversaires de notre système successoral ne désarmèrent pas et justifèrent leur hostilité par des raisons d'ordre économique. La grande exploitation, disaient-ils, est la seule rémunératrice et surtout seule favorable à une bonne production. Or, le morcellement multiplie ces propriétés réduites, anémiées, dont le rendement ne peut être qu'illusoire ; il fait obstacle au développement de la grande propriété, seule compatible avec la grande culture. Le partage égal met donc en péril notre agriculture, il opère à chaque liquidation successorale au préjudice des intérêts privés comme de la richesse publique. Frédéric Le Play fut l'apologiste de cette grande propriété qui « offre, pensait-il, les caractères distinctifs de toute bonne organisation sociale (1) ». On se rappelle les discussions désormais classiques entre partisans de la grande exploitation et défenseurs de la propriété paysanne. Qu'il nous suffise de

(1) Le Play, *Réforme sociale*, p. 310.

dire que celle-ci nous paraît avoir gagné sa cause. Les prédictions de ses détracteurs se trouvent démenties par l'évolution même des faits. La petite culture est sur le territoire agricole de la France proportionnellement supérieure à la grande. Elle n'a cessé de gagner du terrain au détriment de cette dernière ; elle a mieux résisté à la longue crise que notre agriculture vient de traverser. N'avons-nous pas vu déjà sous l'ancien régime ces propriétés paysannes, qui supportaient presque tout le poids des impôts, qu'écrasaient les redevances de toutes sortes, droits féodaux, dîmes, etc., se maintenir et se développer en face du grand domaine privilégié ? Enfin, les petites exploitations sont arrivées, par l'association notamment, à bénéficier des avantages qui, il y a une trentaine d'années, faisaient la supériorité économique des vastes entreprises. On ne dénonce plus comme un danger ces propriétés paysannes, dont les socialistes eux-mêmes en parlent qu'avec respect.

Aussi est-ce au nom de la petite propriété qu'avec une désinvolture surprenante on poursuit aujourd'hui contre notre organisation successorale la campagne entreprise hier dans l'intérêt de la grande culture. Cette sympathie inattendue pour la propriété paysanne dénoterait-elle au moins une orientation sociale nouvelle chez ceux qui critiquent encore le partage égal ? Nous n'oserions l'affirmer, « on sait, dit M. Ambroise, Colin, dans quel camp ces critiques ont été exposées avec le plus de talent et de complaisance. Elles constituent, on peut le dire le leit-motiv favori de toute l'Ecole qui poursuit, après F. Le Play, le rêve noble et quelque peu chimérique d'une pacification sociale fondée sur la restauration des vieilles mœurs

familiales et sur l'introduction d'une plus grande stabilité dans les conditions » (1). Mais quels sont ces griefs ? La loi des partages, nous répond-on, cette *machine à hâcher le sol*, décourage toute entreprise agricole, elle met en lambeaux le domaine péniblement arrondi, le divise jusqu'à son émiettement, jusqu'à sa pulvérisation. Toute exploitation sérieuse devient impossible. Les enfants se débarrassent de la minuscule parcelle, mise dans leur lot, et sur laquelle ils ne pourraient vivre ; ils abandonnent la terre et vont grossir à la ville la foule des prolétaires ; la famille se disperse ; le foyer est détruit. Une telle perspective pousse le plus souvent les pères de famille à restreindre leur postérité, et c'est encore une cause de la dépopulation de notre pays.

Cette accusation dirigée contre le droit successoral moderne laisserait supposer que le mal date de la Révolution. Il y a là une exagération systématique. On sait, en effet, que l'égalité entre héritiers est traditionnelle en France ; elle était même aggravée sous l'ancien régime par la réserve des quatre quints, la refente entre branches, et par l'interdiction d'attribuer à un des enfants la portion disponible par préciput et hors part, du moins en règle générale. Ce régime était celui des roturiers et de la bourgeoisie, c'est-à-dire de la presque totalité de la population, et aussi de la noblesse lorsqu'il s'agissait de biens non nobles. Les droits d'ainesse et de juveigneurie ne furent jamais qu'une exception. Le morcellement de la pro-

(1) Ambroise Colin, *Les lois successorales et la natalité*, « Grande Revue », mars 1903, p. 157.

priété foncière n'est pas non plus un fait nouveau. Il nous a été signalé maintes fois dans l'ancienne France, par Guy Coquille au xvi^e siècle, Boisguillebert sous Louis XIV, par les physiocrates, par Quesnay, Necker, Turgot. Arthur Young remarqua, au cours du voyage qu'il fit en France à la veille de la Révolution : « les petites propriétés de paysans se trouvent partout à un point que nous nous refuserions à croire en Angleterre, et cela dans toutes les provinces, même celles où prédominent les autres régimes (fermes et métairies). Dans le Quercy, le Languedoc, les Pyrénées, le Béarn, la Gascogne, une partie de la Guyenne, l'Alsace, les Frandres et la Lorraine, ce sont les petits propriétaires qui l'emportent (1). » On observera que ces provinces sont précisément celles où s'appliquait le droit écrit et dans lesquelles la règle du partage égal était presque toujours tournée par l'usage du testament.

Toutes les raisons que l'on invoque aujourd'hui contre l'égalité des partages, toutes les objections que l'on fait au morcellement, nous les trouvons déjà formulées chez nos anciens auteurs ; on ne manqua pas de les faire valoir au cours des discussions que provoqua cette importante question dans les assemblées révolutionnaires. On sait la résistance des représentants des pays de droit écrit, notamment de Cazalés. Enfin, tous les arguments alors présentés n'ont-ils pas été repris et développés au cours des travaux préparatoires du Code civil ? C'est donc en pleine connaissance de cause que le législateur de 1804, a consacré, malgré toutes les oppositions un principe

(1) Arthur Young : *Voyages en France*, partie II, chap. xi.

qui depuis des siècles présidait à la transmission de la propriété foncière en France.

On a essayé il est vrai de dénaturer l'intention du législateur. On prétend qu'il a poursuivi avant tout un but politique et le conseil que donnait Napoléon au roi de Naples, dans sa lettre du 5 juin 1806, en serait l'aveu cynique. Le Play ne veut voir dans le partage forcé « qu'une machine de guerre contre certaines classes de la société (1) ». Nous avons dit ce qu'il fallait penser de cet argument qui se retourne contre ceux-là mêmes qui s'en servent. Certes, l'égalité des partages empêche certaines familles d'acquérir et de conserver une influence fondée sur la possession d'une grosse fortune, mais cet empêchement résulte-t-il d'une autre cause que de l'augmentation du nombre de ces petites propriétés dont les adversaires du partage égal s'affirment aujourd'hui les défenseurs ardents.

Mirabeau déclarait hautement que la suppression de toute inégalité dans les successions était « le seul moyen de porter la hache au pied de l'arbre dont-on élague quelques branches parasites en y laissant toujours les racines voraces ». Mais ne pensait-il pas aussi que « le partage des biens est étroitement lié aux moyens d'accroître la population et d'augmenter le nombre des propriétaires (2) » ? Que les partisans de la propriété paysanne se rassurent donc : si la loi des successions est une machine de guerre contre certaines classes de la Société, ce n'est assurément pas contre celle des petits propriétaires.

(1) Le Play, *La Réforme sociale*, 1866, I, p. 178.

(2) *Moniteur officiel*, 3 avril 1791.

Quoi qu'il en soit, il convient de se rendre compte si le régime du partage égal a pour la petite propriété rurale les conséquences qu'on lui reproche. Nous examinerons dans les sections qui vont suivre deux des griefs, non les moins graves, formulés contre notre législation successorale, à savoir d'abord qu'elle est une cause de la faiblesse de notre natalité, en second lieu qu'elle provoque la désertion des campagnes. Mais auparavant nous avons à nous demander s'il est exact de dire que le morcellement de la propriété foncière tend à devenir excessif. Est-on fondé à affirmer que le partage obligatoire, en agissant comme « un diviseur continu » pulvérise le sol, qu'il multiplie non pas les petites propriétés, mais les débris de propriété, et que l'agriculture en souffre ?

Et, d'abord, à quels symptômes reconnaît-on que notre agriculture souffre d'un morcellement exagéré ? N'est-il pas arbitraire de prétendre qu'elle se trouve menacée ? Rien ne nous semble autoriser pareille assertion. Depuis un siècle, l'agriculture n'a cessé de progresser en France. L'état des cultures et la condition de nos populations agricoles se sont considérablement améliorés. Les petits cultivateurs sont mieux logés, mieux vêtus, mieux nourris ; ils demandent à la terre un revenu plus élevé qu'autrefois. Le revenu agricole est en croissance constante. Et cette croissance ne doit pas être attribuée seulement à la progression des frais, mais encore et pour la plus grande part à l'accroissement des rendements. Il suffit pour s'en convaincre de comparer entre eux les chiffres que nous fournissent périodiquement les statistiques officielles. Aussi a-t-on pu dire que « les progrès accomplis par la ri-

chasse agricole depuis 1821 ont été plus considérables qu'à aucune autre époque ». Il n'est pas un pays d'Europe où n'ait sévi la crise que notre agriculture vient de supporter, et encore n'est-ce pas chez nous qu'elle a été le plus aiguë ; mais ce sont nos petits paysans qui ont su montrer le plus de résistance. Il est incontestable que l'agriculture française ne le cède en rien à celle des autres nations quel que soit d'ailleurs leur régime successoral. On constate, au contraire, une assez forte dépression économique, dans certains pays, l'Espagne notamment, où la liberté de tester est plus large qu'en France.

Les menues parcelles, dit-on, celles qui ne pourraient assurer à elles seules des revenus suffisants pour vivre sont vendues par les héritiers. Quelle importance y a-t-il, au point de vue purement schématisique, de la production en général, à ce que le domaine soit exploité par les héritiers ou par d'autres ? En quoi l'agriculture en souffrira-t-elle ? Il n'est pas démontré que la terre aura nécessairement entre les mains des acquéreurs un rendement inférieur à celui qu'elle avait en la possession du *de cujus*. D'ailleurs, M. Hubert-Valleroux, dans le *nouveau dictionnaire d'économie politique de Léon Say et de Chailley-Bert*, s'exprime en ces termes : « on peut soutenir qu'il est indifférent au point de vue général, que les biens appartiennent à tel ou tel, les acheteurs leur feront rendre autant que le faisait le défunt. Mais il n'est pas indifférent qu'une famille soit ruinée et dispersée ou bien qu'elle reste unie avec un centre servant d'abri à ceux qui ne peuvent plus se suffire. La dispersion, la destruction des fortes familles rurales, c'est le grand mal que fait le régime successoral du Code ; le mor-

cellement exagéré en est un moindre et contestable si l'en veut. Il est à la fois funeste par le côté économique et par le côté moral, parce qu'il pousse à la désertion des campagnes et fait des nomades au lieu de stables cultivateurs (1). » Voilà donc abandonnée l'objection économique, la principale, faite au morcellement au nom des intérêts généraux de l'agriculture. On fait valoir, il est vrai des considérations d'ordre moral que nous retrouverons lorsque nous étudierons l'influence de la loi successorale sur l'exode rural.

Mais cependant est-on bien sûr qu'avec le droit d'ainesse ou sous un régime de liberté testamentaire tendant à la transmission intégrale du domaine paternel la famille ne se disperse pas ? Les cadets, qui ne consentiraient pas à rester célibataires ou sous la dépendance de leur aîné, ne seraient-ils pas condamnés au contraire à émigrer ? Le morcellement dont on se plaint implique diffusion de la petite propriété. On ne saurait certes pas attribuer à une plus forte natalité cette augmentation du nombre des propriétaires. Sous un régime égalitaire, il faut le reconnaître, un plus grand nombre d'héritiers se trouvent retenus par ce lopin de terre qu'ils ont l'ambition d'arrondir ; le domaine familial n'est pas conservé au profit d'un seul héritier, mais autour de la maison paternelle se fondent autant de foyers indépendants qu'il y a d'enfants désireux de rester attachés à la terre. Par l'effet du partage égal, les fortes familles rurales ne se désagrègent pas,

(1) Léon Say et Chailley Bert, *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, V^e Successions, p. 929.

mais se multiplient. Et c'est même ce qui arrive le plus souvent puisque l'on constate un morcellement continu de la propriété agricole. Parfois les parts trop petites seront vendues, le patrimoine paternel passera tout entier en des mains étrangères et les enfants se disperseront ; mais la situation n'est-elle pas la même lorsqu'un enfant prend seul le domaine familial et qu'en raison des soultes à payer à ses cohéritiers il est conduit à la ruine.

Nous n'avons pas aperçu les dommages qui résulteraient pour l'agriculture d'un morcellement exagéré. On a cité bien souvent le chiffre des cotes foncières comme une preuve manifeste de l'infime parcellement de la propriété agricole. Certes, pendant longtemps, à défaut d'autres indications sur le mouvement de la propriété, on était réduit à bâtir des hypothèses sur les chiffres des cotes foncières et ce que signifiaient leurs variations en nombre, en valeur et en étendue. Ces éléments d'appréciation étaient extrêmement vagues et d'emploi dangereux. Il est exact que jusqu'en 1883 le nombre des cotes foncières s'est élevé constamment, d'année en année : il a varié de 10.296.693 en 1826 à 13.751.313 en 1862, pour atteindre en 1883 ce chiffre de 14.233.127 que l'on nous présente comme un épouvantail. Mais il convient de remarquer que le nombre des cotes foncières est loin de correspondre à celui des propriétaires. On a souvent commis la grave erreur de les confondre. La cote représente la part d'impôt foncier qui incombe à un contribuable dans une commune pour toutes les propriétés qu'il y possède. Il est dès lors facile de reconnaître que si le nombre des cotes semble d'une part de-

voir être inférieur à celui des propriétés, puisque dans une commune plusieurs propriétés peuvent appartenir au même contribuable, ce nombre est d'autre part infiniment supérieur à celui des propriétaires. La même personne a souvent deux propriétés ou plus dans des communes différentes ; fréquemment une même propriété s'étend sur plusieurs communes limitrophes ou bien les parcelles dont elle est composée sont disséminées sur le territoire de diverses communes. Il en résulte que très souvent un seul propriétaire annule plusieurs cotes. D'après les calculs de l'administration des contributions directes et les évaluations de M. de Foville, le rapport entre le nombre des cotes et celui des propriétaires serait de 55 à 60 0/0 environ (1).

Nous ne pouvons d'ailleurs, arriver, par le seul examen du nombre total des cotes, à nous faire une idée de la répartition foncière et de ses variations. Si l'on se reporte aux classements des cotes foncières par quotité, c'est-à-dire d'après leur importance financière, telle qu'elle a été établie en 1835, 1842, et 1858 (2), on constate que ce sont les très petites propriétés, celles dont la part contributive est la moindre, qui se multiplient avec rapidité. Le nombre des propriétés moyennes s'élève lentement et celui des grands domaines reste plutôt stationnaire. Les cotes de moins de cinq francs (centimes additionnels compris) représentaient en 1835, 47, 8 0/0, en 1842, 47, 26, et en 1858, 51 0/0, du nombre total ; à ces mêmes dates

(1) De Foville, *op. cit.*, p. 64, 65.

(2) *Bulletin de statistique et de législation comparée*. Août 1884, p. 156.

les proportions étaient de 16,08, de 15,80 et de 15,3 pour les cotes de 5 à 10 francs ; de 13,90, de 14,03 et de 13,30 pour celles de 10 à 20 francs ; de 6,78, 6,88 et 6,26 pour celles de 20 à 30 francs, etc., de 0,3 aux trois dates indiquées pour celles de plus de 500 francs, et de 0,12, 0,14, et 0,19 pour celles de plus de 1.000 francs. Mais il faut se garder de conclure de cette répartition des cotes foncières à celle de la propriété foncière. L'égalité de cote n'implique pas nécessairement l'égalité d'importance entre deux propriétés. D'abord, dans le montant de chaque cote sont compris les centimes additionnels qui varient non seulement de département à département, mais encore de commune à commune et d'une année à l'autre. En second lieu, le revenu de deux ou plusieurs propriétés, estimées d'égale valeur il y a plusieurs années, peut avoir varié, et les propriétés être restées également taxées.

Dans une enquête faite en 1884 (1). Les cotes foncières ont été groupées non plus par catégories de quotité mais par catégories de contenance, d'après la superficie des unités imposées. Or, cette dernière répartition, dont la base est assurément plus stable que celle des précédents classements, accuse une proportion encore plus forte des petites et surtout des très petites parcelles. En effet, la très petite propriété, celle qui varie de 0 à 2 hectares, représente 74, 09 0/0 de la totalité des cotes ; cette proportion est pour les propriétés de 2 à 6 h., 13,47 ; pour celles de 6 à 50 h., 9,58 ; pour celles de 50 à 200 h., 0,74 ; pour celles de plus de 200 h., 0,12. Les chiffres

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, août 1884, p. 156.

relatifs à la très petite propriété paraissent encore plus significatifs : la proportion pour les petites parcelles de moins de 20 ares est de 29 0/0 ; pour celles de moins d'un demi-hectare, de 47 0/0 celles de moins d'un hectare 61 0/0. En somme les neuf dixièmes des cotes ont moins de 6 hectares et les trois quarts moins de deux, fait observer M. de Foville (1). Aurait-on eu raison de dire que « la propriété tombe en poussière (2) » ? Remarquons d'abord que ces chétives parcelles, dont le nombre est si considérable, n'occupent qu'une très petite portion du territoire, celles de 0 à 2 hectares représentent 10,530/0 de la superficie totale, tandis que celles de 2 à 6 hectares, en représentent 15,26, celles de 6 à 50 h. 38,94, celles de 50 à 200 h., 19,04, celles de plus de 200 h., 16,23. Ces propriétés minuscules, trois fois plus nombreuses il est vrai que toutes les autres, couvriraient à peine un dixième de territoire imposable, dont la très grande propriété aurait le sixième. Il y a plus d'un siècle Arthur Young inclinait à croire qu'elles formaient le tiers du royaume (3). On voit combien a été grossie leur importance. Encore faut-il se rappeler que la part de la très petite propriété se trouve certainement exagérée et celle de la grande d'autant diminuée, pour cette raison qu'aux grands domaines, s'étendant presque toujours sur plusieurs communes correspondent plusieurs petites cotes à la place d'une grande.

(1) De Foville, *op. cit.*, p. 91.

(2) L. Faucher, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} novembre 1838, *Etat et tendances de la propriété en France*, p. 303.

(3) *Voyages en France*, partie II, ch. XI.

Le chiffre des très petites parcelles, tel qu'il est relevé par la statistique de 1884, n'implique d'ailleurs pas un émiettement regrettable, préjudiciable à l'agriculture. Rien ne prouve que ces toutes petites étendues de terre, qui se comptent par millions, soient inutilisées et inutilisables. Dans le total des cotes foncières sont additionnées les unités bâties et les unités non bâties. Il est à croire que ce sont précisément les plus petites surfaces qu'occupent les bâtiments. Un terrain de quelques ares suffit à la plupart de ces constructions qui bordent les plus belles avenues de nos grandes cités. Or, ces propriétés urbaines, auxquelles nous devons ajouter toutes ces maisons de campagnes, dont le nombre va augmentant à chaque saison, représenteraient près de sept millions de cotes. Certes, dans les campagnes pullulent aussi ces petits carrés qui se mesurent par ares ; mais sur ce lopin de terre, qui n'a pas la prétention d'être une exploitation agricole, dont le produit est insignifiant, une famille a son foyer. Presque tous nos paysans possèdent au moins une chaumière. M. de Foville a même calculé, d'après l'enquête sur la propriété bâtie de 1887-1890, que plus de la moitié des familles en France seraient « chez elles ». « Ce serait même presque la règle dans certaines provinces que chacun ait sa maison à lui » et il ajoute : « ceux mêmes de nos humbles travailleurs urbains ou ruraux qui n'ont pas un toit à eux peuvent trouver profit, dans tous les sens du mot, à posséder dans quelque coin de faubourg ou à la porte de leur village un petit enclos où ils vont respirer aux heures de loisir et qui leur donne soit un peu de vin pour leur cave, soit un peu d'herbe pour leur

vache ou leur chèvre, soit pour leur table des légumes, des fruits et des fleurs. Cela se voit dans une foule d'endroits et cela nous paraît excellent (1). » Enfin, dans la banlieue des villes et dans des régions particulièrement fertiles, comme la Limagne, certaines cultures, celles des légumes, des fruits, et des fleurs notamment, pratiquées sur de faibles espaces, donnent cependant des revenus très appréciables.

Ainsi s'expliquent et se justifient ces millions de petites propriétés, dont on a d'ailleurs, avons-nous vu, exagéré et le nombre et l'importance.

Nous trouvons depuis 1862 dans les enquêtes agricoles décennales de plus précises indications sur le mouvement de la propriété rurale. Le nombre des propriétaires cultivateurs y est directement relevé (2). Or, des trois dernières enquêtes il résulte que ce nombre diminue ; il a passé de 3.799.739 en 1862 à 3.525.342 en 1882, et à 3.387.245 en 1892 (3). Cette diminution correspond à celle que la statistique des cotes foncières accuse à partir de 1883. Certains voient dans ce fait une simple manifestation de la tendance générale des fortunes de la concentration, d'autres une conséquence de la crise agricole. Ces deux interprétations nous paraissent également erronées. Il

(1) Léon Say et Chailley Bert, *Dictionnaire d'économie politique*, V^e Morcellement, p. 358.

(2) Les enquêtes décennales nous donnent également le nombre des exploitations agricoles, mais ce nombre, pas plus que celui des cotes foncières ne correspond au nombre des propriétaires, une même personne pouvant posséder plusieurs exploitations.

(3) *Résultats généraux des enquêtes décennales de 1882*, p. 333, et de 1892, p. 391.

suffit d'examiner les chiffres de détail que nous fournissent les enquêtes pour se rendre compte que, d'une part, seuls diminuent les possesseurs d'un bien trop exigü pour leur assurer des ressources suffisantes et qui s'emploient en même temps chez autrui, et que par contre les propriétaires cultivant exclusivement leurs terres augmentent sensiblement. Le nombre de ceux-ci s'est élevé de 4.812.573 en 1862 à 2.150.696 en 1882 et à 2.199.220 en 1892, tandis que le nombre des premiers, qui était de en 1862 est tombé successivement à 1.374.646 en 1882 et à 1.188.025 en 1892. Ces chiffres qui mettent en lumière deux phénomènes d'une haute importance, nous donnent de l'évolution de la propriété foncière une expression exacte.

En premier lieu, loin de se multiplier, d'encombrer de plus en plus le territoire agricole, les parcelles insuffisantes, ces débris d'exploitation, comme on les appelle, vont disparaissant. N'est-il pas logique, en effet, de supposer que le petit paysan, cédant lui aussi au mouvement d'émigration qui entraîne les salariés agricoles vers les villes, abandonne facilement un domaine qui ne le nourrit pas. A ceux qui se trouvent dans de meilleures conditions, l'existence de ces petits lots permet de s'arrondir et favorise ainsi indirectement la formation de propriétés qui assurent à leurs titulaires une existence indépendante. « Par la force des choses, écrit M. de Foville, ces débris de propriété, dont on se préoccupe tant, se trouvent résorbés tôt ou tard, quand ils ne peuvent plus retrouver leur valeur qu'en s'agglomérant, l'opération n'est plus qu'une question de temps et elle se ferait plus vite si nous avions une procédure moins byzantine et une fiscalité

moins exigeante.... L'expérience donne donc raison à Benjamin Constant qui, en 1866, avait dit : « Le morcellement des terres s'arrêtera toujours au point au delà duquel il deviendrait funeste (1). » Ainsi se trouve démontrée par les faits l'opinion d'après laquelle le partage égal amènerait une division excessive du sol qui s'aggraverait à chaque génération.

D'autre part, cette diminution, importante cependant, du nombre des trop petits propriétaires, pas plus que la réduction du chiffre des cotes foncières à partir de 1883, n'impliquent l'extension des grands domaines, aux dépens de la propriété paysanne, et les chiffres qui précèdent répondent aussi à ceux qui pronostiquaient la concentration de la propriété rurale. Les propriétés qui ont véritablement le caractère agricole et qui donnent à leurs possesseurs des ressources suffisantes ne cessent de progresser en nombre.

En résumé, la grande et la trop petite propriétés diminuent alors que dans l'ensemble le nombre des propriétaires ruraux s'accroît. Nous concluons donc à la diffusion de la propriété normale, telle que la définit M. Camille Sabatier dans son ouvrage. *Le socialisme libéral ou morcellisme* : « La propriété est normale quand elle suffit à l'emploi de toute la force-travail du travailleur et des siens ; quand elle n'exige aucun travail étranger ; enfin, quand elle suffit à l'entretien du travailleur et de sa famille dans des conditions compatibles avec la dignité humaine et l'hygiène (2). »

(1) Léon Say et Chailley Bert, *Dictionnaire d'économie politique*, V^o Morcellement, p. 359.

(2) Camille Sabatier, *Le socialisme libéral ou morcellisme*, Paris, 1905, p. 144.

Dans ces vingt dernières années l'évolution de la propriété agricole s'est continuée dans le sens que nous venons d'indiquer. La récente enquête monographique du ministère de l'Agriculture constate un mouvement de concentration de la propriété dans 2 départements seulement, une situation stationnaire dans treize, une augmentation des propriétés moyennes dans cinq et partout ailleurs une progression sensible du nombre des petits propriétaires. Elle révèle un morcellement extrême dans onze départements, et encore, fait elle remarquer pour la plupart de ceux-ci que la grande division de sol, provoquée par l'extension des cultures fruitière et maraîchère a été plutôt un facteur de bien-être que de misère (1).

Ces résultats sont de nature à rassurer, et, disons plus, à satisfaire les partisans de la propriété paysanne. « La guerre au morcellement n'est vraiment logique, dit avec raison M. de Foville, que de la part de ceux qui se déclarent franchement hostiles à la petite propriété (2). » Ces résultats ne sont-ils pas d'autre part ceux qu'attendaient de la législation nouvelle les réformateurs de la Révolution et les rédacteurs du Code civil ?

Il ne faudrait pas croire cependant que la loi successorale soit la cause principale de la division du sol, de l'accroissement du nombre des propriétaires. Nous savons que dans l'ancienne France, sous un régime qui lui était contraire, la petite pro-

(1) *La petite propriété rurale en France*. Ministère de l'agriculture (1909-1910).

(2) Léon Say et Chailley Bert, *Nouveau Dictionnaire d'économie politique* p. 360.

priété n'a cessé de se développer alors que toutes les charges l'accablaient et que les privilèges tendaient à favoriser le maintien des grands domaines. A l'étranger, sous des législations différentes de la nôtre, on constate également un mouvement très marqué vers le morcellement des terres. Enfin, pour la France, M. Batbie faisait observer, dès 1866, que dans le Nord pays de grande culture, on partage également sans qu'il en résulte un morcellement excessif, tandis que dans le Midi, où l'usage est de faire un aîné par testament la propriété est très divisée (1). Cette constatation se trouve confirmée par la dernière enquête monographique du ministère de l'Agriculture et la consultation de la *Ligue républicaine de la petite propriété* auprès des notaires et des maires. C'est avant tout à ses propres vertus, économiques et morales, que la petite propriété doit la place qu'elle occupe dans la répartition foncière. Sous le régime d'égalité et de liberté qu'instaura la Révolution, en affranchissant la petite propriété des charges qui entravaient son essor et en renversant les privilèges qui étayaient la grande propriété, la prépondérance de la propriété paysanne est le fait de la seule évolution que dirigent les intérêts en jeu et qu'a seulement facilitée, accélérée même, notre législation des partages.

(1) Batbie, *Cours d'économie politique*, 33^e leçon ; t. II, p. 94-95.

SECTION II

La dispersion parcellaire.

Nous avons distingué déjà la dispersion des propriétés du morcellement tel qu'il a été envisagé jusqu'ici. Elle résulte, avons nous dit, de ce que le domaine d'un même propriétaire se trouve divisé en parcelles non contiguës, isolées, souvent fort éloignées les unes des autres.

Cette nouvelle forme de fractionnement du sol ne nous arrêtera pas longtemps. Sauf quelques rares auteurs, notamment H. Passy (1) et Laveleye (2), presque tous les économistes s'accordent à en reconnaître les inconvénients. Elle entraîne pour l'agriculteur des difficultés de toutes sortes : difficultés d'accès, de clôture, de surveillance, d'aménagement, perte de temps en allées et venues, déperdition de terrain, servitudes de passage et autres, impossibilité souvent de faire certains}travaux ou améliorations comme un drainage, par exemple, fréquence des procès... De cet éparpillement des terres résulte en fin de compte une augmentation des frais de culture qui réduit d'autant le produit net. Les intéressés s'efforcent naturellement de remédier à cette situation en joignant peu à peu et à toute occasion les fragments disséminés d'une même exploitation. Cette question du remembrement des propriétés est de celles qui sollicitent le plus l'attention des économistes et des agro-

(1) Passy, *Systèmes de culture*, note sous la page 70.

(2) Laveleye, *L'agriculture belge*, p. LXXIX.

nomes ; le législateur s'en est préoccupé, mais il s'est borné jusqu'ici à seconder l'initiative privée en favorisant les échanges volontaires.

Les causes du phénomène qui nous occupe sont complexes et fort obscures. Dans certains cas cependant l'explication paraît facile. L'humble travailleur des champs acquiert souvent un petit domaine, parcelle par parcelle au fur et à mesure qu'il a des économies ou qu'une bonne occasion se présente dans la commune ou le canton. Parfois aussi, dans les régions accidentées, les bonnes terres ne se rencontrent que par endroits, généralement dans les vallées ou sur les coteaux bien exposés, et chacun guette l'occasion d'en acquérir une parcelle nouvelle là où elle est disponible.

On n'a pas manqué d'imputer la discontinuité des exploitations à la pratique du partage égal. « Dans notre société démocratique issue de 1789, disait M. Jametel, la division des héritages a fini par amener la dispersion. Ils se sont fractionnés, enchevêtrés parfois, en damiers irrégulièrement découpés, bizarrement déchiquetés. C'est un mal qui est sorti d'un bien (1). » Cette assertion ne nous paraît pas exacte.

Il faut observer tout d'abord que les inconvénients de la dissémination des parcelles ont été reconnus de bonne heure, bien avant la Révolution. Patullo dénonçait déjà, en 1758, « l'inconvénient du mélange des terres et héritages » (2). D'autre part, le fait n'est pas particulier à notre pays ; on le

(1) V. *Exposé des motifs de la proposition de loi*, n° 287, séance de la Chambre des Députés du 14 janvier 1882.

(2) Patullo, *Essai sur l'amélioration des terres*, Paris, 1758.

constate sous des législations, successorales très différentes de la nôtre, en Allemagne et en Autriche, par exemple.

Il est impossible de savoir quelle est l'importance actuelle de la dispersion des parcelles. C'est une question aussi fort discutée que celle de savoir dans quel sens se dirige à ce sujet l'évolution agraire. M. Tisserand croit que le mal devient de plus en plus grave (1) M. de Foville, par contre, estime que la situation s'améliore (2), et s'il n'a pas complètement réussi à démontrer son affirmation, il est arrivé tout au moins à établir que l'opinion contraire est insuffisamment prouvée. Rien n'autorise dès lors, en l'absence d'éléments de précision et de comparaison, à prétendre que le mal s'est aggravé ou s'aggrave sous le régime du Code civil.

La seule constatation que nous puissions faire, et elle nous paraît significative, c'est qu'on se plaint de la dispersion plus particulièrement dans certaines contrées, ainsi dans nos départements de l'Est et du Nord-Est : « Il y a là, remarque M. Souchon, une particularité de grande importance au point de vue des idées générales que nous avons à dégager. Elle nous montre, en effet, que les causes d'une situation onéreuse, ne sont pas toutes, comme on l'a souvent enseigné, dans notre système législatif et particulièrement dans les dispositions du Code civil relatives à la façon dont doivent s'opérer les partages. S'il en était ainsi, les profondes différences régionales, auxquelles nous venons de faire allusion, seraient complètement inexplic-

(1) *Bulletin de la Société des études pratiques d'économie sociale*, session 1873-1874, Séance du 1^{er} mars 1874, p. 540.

(2) Foville, *op. cit.*, p. 158.

cables ; et on ne peut les comprendre qu'en rattachant, tout au moins pour une part fort considérable, le phénomène de dispersion à des procédés d'assolement, qui caractérisent précisément la culture des pays dans lesquels les parcelles non contiguës sont spécialement nombreuses. C'est encore ce qui nous explique l'intensité du mal dans certaines* contrées, comme dans nombre de régions allemandes, par exemple, où la loi n'est pas pour encourir les mêmes responsabilités qu'on veut mettre à la charge du Code civil » (1).

Rationnellement, si une propriété est partagée après décès entre plusieurs héritiers, et que chacun de ceux-ci reçoive un lot de trois hectares, par exemple, nous ne voyons pas pourquoi ces trois hectares se trouveront disséminés aux quatre coins du village ou de la région. Nous ne voyons pas non plus pourquoi le résultat serait différent pour les grandes propriétés que pour les petites puisque le mal affecterait plutôt ces dernières.

On nous répondra peut-être que la loi successorale n'impose pas seulement le partage égal, mais qu'elle autorise aussi, chaque copartageant à demander une même quantité de bien de chaque espèce, et que l'exigence de chacun va souvent jusqu'à provoquer la division non pas seulement du patrimoine dans son ensemble, mais celle de tous ses éléments, du pré, de la vigne, des bâtiments, etc. Ce serait là une des causes de la discontinuité des exploitations — Nous ferons simplement observer que cette critique n'atteint pas le principe d'égalité

(1) Souchon, *op. cit.*, p. 105.

qui domine notre législation successorale, elle vise plus exactement une simple modalité de son application. — Enfin, cette raison que l'on nous donne de la dispersion ne nous explique pas non plus la présence du mal à d'autres époques et dans d'autres pays où cette particularité ne se présente pas.

SECTION III

La dette hypothécaire.

Au cours d'un important débat sur la situation de la propriété rurale, M. Deschanel déclarait du haut de la tribune : « La dette hypothécaire surtout par les partages prolonge la propriété paysanne, » et il ajoutait : « l'hypothèque n'est pas nécessairement un mal (1). » Il nous paraît plus exact de dire avec M. Souchon : « Le crédit qui naît de l'hypothèque n'est pas un don gratuit. Il est payé d'abord par des intérêts, puis par un capital, ou à son défaut par une liquidation forcée, et il serait puéril de se refuser à voir là une charge de la propriété (2). » Aussi pour arriver à connaître exactement l'état de la propriété foncière, faut-il tenir compte de cette charge qui pèse sur elle.

Nous avons plus spécialement à nous demander s'il y a quelque relation à constater entre les modes de dévolution

(1) Séance de la Chambre des Députés du 10 juillet 1897 (*Officiel*, annexe, Chambre des Députés, p. 1937).

(2) Souchon, *La propriété paysanne*, p. 133.

successorale et le chiffre de la dette hypothécaire. Et d'abord, cette relation peut-elle être précisée département par département? Nous ne possédons aucun élément de certitude, aucune évaluation directe (1). M. de Brandt, prêt à aborder ce problème de l'hypothèque, écrit : « à défaut d'une statistique précise, nous nous contenterons des évaluations données par les personnes compétentes pour les différentes contrées (2). » Depuis l'année 1903 la direction du service de l'enregistrement a publié chaque année (sauf en 1906 et en 1908) une statistique qui établit notamment le montant global de l'actif successoral brut dans chaque département et celui du passif hypothécaire. Il nous a paru intéressant de déterminer le rapport entre ces deux faits et de comparer les départements les uns aux autres. Trouverons-nous dans cette comparaison l'indice que le mode de transmission héréditaire de la propriété influe sur la constitution de l'hypothèque?

A première vue, et nous allons le prouver, il est éclatant que les départements où la transmission intégrale est la règle ont une dette hypothécaire beaucoup plus lourde. La raison en saute aux yeux d'ailleurs, car le domaine rural laissé à un seul enfant

(1) En 1840 et en 1876 le relevé des inscriptions non rayées et non périmées fut dressé par le soin des conservateurs des hypothèques. Mais les chiffres qui ont été publiés à ces deux dates sont déjà fort anciens. C'est, d'autre part, approximativement qu'on a pu évaluer, pour le déduire, le chiffre des inscriptions non rayées par la négligence des intéressés après extinction des créances garanties. Enfin nous a-t-il paru difficile de rapprocher la dette hypothécaire ainsi évaluée de la valeur vénale de la propriété immobilière pour obtenir une proportion par département.

(2) De Brandt, *op. cit.*, p. 158.

se trouve grevé de l'hypothèque prise au profit des cohéritiers en vue d'assurer le paiement de la rente moyennant laquelle ces derniers ont fait abandon de leur part de propriété.

Mais quand il s'agit de déterminer dans ce rapport de la dette hypothécaire à l'actif successoral la part spéciale de la propriété rurale et celle qui incombe à la propriété urbaine, les éléments de distinction nous manquent. C'est la dette hypothécaire frappant tous les immeubles que la statistique constate. Il est clair cependant que dans certains départements la propriété rurale n'intervient dans les chiffres de la statistique que pour une faible part. On peut dire qu'elle est presque nulle dans ceux qui concernent le département de la Seine. Au contraire, dans les départements qui sont essentiellement agricoles, où n'existent ni grande ville, ni usine, la dette hypothécaire est presque complètement rurale. Tels sont, par exemple, dans le Nord, le Loiret et l'Eure-et-Loir, dans le Midi le Tarn-et-Garonne et le Lot. Nous pourrions donc, sous réserve de tenir compte suivant les départements examinés de la proportion approximative des éléments non ruraux, nous faire une opinion suffisante sur l'importance de l'hypothèque grevant la propriété agricole. Dans le montant de l'actif global sont confondues il est vrai, la fortune mobilière et la fortune immobilière ; avec les seules données que nous apporte la statistique il nous est impossible de reconnaître quelle est la proportion de chacune d'elles, et l'on est amené à supposer que cette proportion doit être extrêmement variable. S'il en était ainsi le rapport entre l'actif global et le passif hypothécaire qui affecte seul l'actif immobilier serait lui-même sujet à toutes

ces fluctuations. Or, si on compare entre eux les résultats statistiques de deux ou plusieurs années, on remarque, au contraire, que ce rapport est, en général à peu près constant ; un trop grand écart s'explique facilement par l'ouverture d'une succession surtout mobilière ou même immobilière, mais franche de toute hypothèque. Nous pouvons donc considérer les chiffres sur lesquels nous allons nous baser comme des moyennes susceptibles de donner une indication assez nette de la situation hypothécaire dans chaque département.

Le tableau suivant reproduit par département d'abord le montant global de l'actif successoral brut, puis le montant de la dette hypothécaire, dans une troisième colonne est indiquée la proportion 0/0 de ce passif par rapport au chiffre de l'actif total. Dans l'Ain, par exemple, en 1903, nous constaterons que le passif hypothécaire est de 8,49 0/0, c'est-à-dire est contenu onze fois dans l'actif, tandis que ce rapport est de 9,93 0/0, c'est-à-dire du dixième dans les Hautes-Alpes, de 21,73 0/0 c'est-à-dire du quart dans le Cantal. Nous avons mis en regard les résultats de deux exercices, du premier et du plus récent qui aient été publiés.

Sur l'ensemble de ce tableau nous constatons que le nombre des départements où le passif hypothécaire est moindre d'un vingtième de l'actif (5 0/0), c'est-à-dire est très faible, est de vingt-cinq en 1903, et de dix-sept en 1909. Sans nous arrêter quant à présent à l'aggravation économique que semble indiquer pour 1909 le rapprochement des deux chiffres ci-dessus, nous remarquerons que ni dans les vingt-cinq départements favorisés en 1903, ni dans les dix-sept en 1909 ne se rencontre

Statistique du passif hypothécaire des successions déclarées en 1903 et 1909.

N ^{os}	Départements	Exercice 1903 1			Exercice 1909 2		
		Actif global	Passif hypothécaire	Proportion 0,0	Actif global	Passif hypothécaire	Proportion 0,0
1	Ain	29 464.354	2 503.030	8.49	44 533.843	2 292.118	5.05
2	Aisne	76 501.214	3 532.443	4.61	86 312.824	3 697.016	4.28
3	Allier	41 927.272	3 428.607	8.18	45 858.908	4 569.980	9.97
4	Alpes (Basses)	6 003.622	827.164	13.79	8 440 604	770.377	9.13
5	Alpes (Hautes)	8 670.015	860.149	9.93	5 599 791	696.951	12.45
6	Alpes Maritimes	56 007.442	3 555.426	6.34	57 130.396	3 482.690	6.09
7	Ardèche	19 889.574	2 818.592	14.18	23 364 109	2 508.520	10.74
8	Ardennes	42 784.570	1 717.434	4.01	47 372.909	1 792.090	3.78
9	Ariège	10 066.368	1 721.938	17.12	9 046.728	984.911	10.88
10	Aube	35 347.914	1 386.798	3.92	37 862.042	2 607.016	6.88
11	Aude	31 922.682	4 627.336	14.51	24 571.023	3 577.218	14.57
12	Aveyron	19 914.917	3 483.150	17.51	25 541.634	5 675.997	22.27
13	Bouches-du-Rhône.	102 581.316	4 062.955	3.96	96 863.183	5 304.067	5.47
14	Calvados	73 644.455	4 723.055	6.41	65 816.154	4 931.203	7.49
15	Cantal	16 800.440	3 650.557	21.73	17 707.520	2 832.466	16.00
16	Charente	29 580.322	4 105.070	13.88	39 852.675	1 989.579	4.99
17	Charente-Inférieure	32 951.595	3 385.909	10.27	38 349.360	2 189.154	5.71
18	Cher.	26 295.263	2 410.074	8.02	39 508.051	2 351 081	5.95
19	Corrèze	13 503.714	2 823.510	20.92	14 683.337	2 820.345	19.23
20	Corse	2 586.165	319 473	12.36	249 623	249 623	9.90
21	Côte-d'Or	46 733.798	3 393.026	7.26	50 588.356	3 723.138	7.36

22	Côtes-du-Nord	42.604.387	1.651.021	3.87	50.141.299	2.844.830	5.67
23	Creuse	43.835.364	1.679.235	12.15	15.488.967	2.447.531	15.82
24	Dordogne	29.924.080	3.715.189	13.31	33.856.250	3.982.463	11.16
25	Doubs	25.051.183	1.302.844	12.20	32.056.114	2.046.456	6.38
26	Drôme	24.385.545	3.006.977	5.23	24.923.082	2.956.698	11.87
27	Eure	53.852.857	3.509.987	6.51	66.896.119	4.459.629	6.66
28	Eure-et-Loir	50.504.762	1.920.862	3.80	47.902.420	2.765.542	5.77
29	Finistère	45.614.487	2.285.354	5.01	47.858.638	3.252.831	6.79
30	Gard	37.456.324	4.095.137		40.996.008	3.625.424	8.84
31	Garonne (Haute)	43.089.294	4.782.250	11.09	67.839.522	3.934.715	5.80
32	Gers	15.521.694	2.840.402	18.31	11.834.354	2.055.830	10.91
33	Gironde	100.847.671	6.046.419	5.99	115.131.714	7.052.802	6.12
34	Hérault	59.614.532	6.273.877	10.52	59.409.674	9.771.064	16.44
35	Ille-et-Vilaine	60.592.332	2.730.598	4.50	67.515.914	4.751.143	7.03
36	Indre	20.550.552	1.776.510	8.65	25.647.542	1.342.271	5.23
37	Indre-et-Loire	42.314.669	2.890.584	6.83	55.566.779	2.364.178	4.25
38	Isère	52.794.821	5.341.609	10.12	62.521.539	4.413.145	7.06
39	Jura	17.579.402	1.980.369	6.14	22.028.383	1.880.749	8.53
40	Landes	15.704.295	1.863.424	11.87	21.028.322	1.337.308	6.36
41	Loire-et-Cher	26.293.122	1.036.600	3.94	37.803.946	1.917.471	5.07
42	Loire	56.889.300	4.443.240	7.81	77.375.516	4.493.484	5.81
43	Loire (Haute)	17.396.236	2.592.836	14.92	20.164.052	2.645.715	13.12
44	Loire-Inférieure	68.773.372	2.536.521	3.68	73.007.834	3.416.249	4.67
45	Loiret	64.120.187	2.000.224	3.12	65.203.174	1.550.762	2.37
46	Lot	11.946.520	2.648.583	22.17	12.869.475	2.814.768	21.88

(1) *Bulletin de statistique et de législation comparée*. Ministère des finances. 28^e année, juin 1904, p. 714 et ss.
(2) *Ibid.*, 34^e année, novembre 1910, p. 496 et ss.

Statistique du passif hypothécaire des successions déclarées en 1903 et 1909
(suite et fin).

Nos	Départements	Exercice 1903			Exercice 1909		
		Actif global	Passif hypothécaire	Proportion o/o	Actif global	Passif hypothécaire	Proportion o/o
47	Lot-et-Garonne	24.348.010	2.564.848	10.53	21.994.634	2.086.434	9.48
48	Lozère	5.700.506	1.179.997	20.70	6.387.070	1.014.880	15.97
49	Maine-et-Loire	67.451.566	3.850.152	5.71	6.817.915	3.284.497	5.40
50	Manche.	53.883.138	3.775.437	7.00	64.921.308	4.287.957	6.60
51	Marne	66.912.855	2.215.753	3.31	102.443.765	6.379.669	6.23
52	Marne (Haute)	23.104.740	976.514	4.22	24.923.098	1.436.395	5.78
53	Mayenne	38.349.906	3.855.126	10.06	38.488.634	2.128.163	5.53
54	Meurthe-et-Moselle. . .	62.956.526	1.907.293	3.03	76.567.185	3.088.923	4.03
55	Meuse	32.731.597	1.349.199	4.12	39.815.111	1.935.031	4.86
56	Morbihan	25.766.377	1.597.154	6.16	30.799.067	1.809.983	5.87
57	Nièvre	27.721.537	1.702.784	6.14	27.122.055	1.767.393	6.07
58	Nord	212.578.674	8.560.009	4.02	223.060.048	8.536.853	3.81
59	Oise	87.733.254	3.059.740	3.48	82.261.657	2.988.019	3.63
60	Orne.	39.870.563	2.618.378	6.57	46.231.886	2.848.204	6.16
61	Pas-de-Calais	80.823.355	6.263.959	7.75	108.337.592	6.175.118	5.70
62	Puy-de-Dôme	34.652.547	3.430.526	9.90	44.708.246	4.674.005	10.46
63	Pyrénées (Basses) . . .	38.778.772	3.098.521	7.99	43.884.115	3.873.644	8.83

64	Pyrénées (Hautes) . . .	13.322.747	1.622.479	12.18	17.766.757	1.437.947	8.09
65	Pyrénées-Orientales . . .	12.265.821	1.782.085	14.53	12.969.780	1.241.409	9.57
66	Rhône	170.486.605	7.831.507	4.59	172.114.902	19.145.695	11.13
67	Saône (Haute)	35.830.405	902.204	2.51	25.070.902	1.771.726	7.06
68	Saône-et-Loire	51.894.816	3.383.831	6.52	66.639.798	4.081.338	6.12
69	Sarthe	52.175.980	2.372.207	4.54	58.011.037	2.367.832	4.08
70	Savoie	14.858.385	1.265.610	8.51	15.894.624	1.623.380	10.26
71	Savoie (Haute)	16.540.393	1.413.016	8.54	17.765.962	1.428.954	8.04
72	Seine	1.494.695.822	65.803.115	4.40	1.780.746.679	61.587.302	3.45
73	Seine-Inférieure	145.273.005	5.100.766	3.51	198.451.710	7.098.948	3.57
74	Seine-et-Marne	87.424.354	3.534.814	4.04	86.720.070	4.761.550	5.49
75	Seine-et-Oise	194.186.788	9.945.722	5.12	301.386.742	12.618.892	4.18
76	Sèvres (Deux)	33.096.751	1.582.729	4.78	31.331.694	2.020.852	6.45
77	Somme	91.474.876	3.056.420	3.34	92.558.189	3.312.104	3.57
78	Tarn	23.014.706	4.623.235	20.12	23.226.436	2.848.584	12.26
79	Tarn-et-Garonne	12.415.267	2.230.704	17.98	14.476.620	2.150.988	14.85
80	Var	36.077.008	1.942.656	5.38	34.477.186	2.261.831	6.56
81	Vaucluse	29.903.240	2.918.679	9.86	30.250.411	2.677.715	8.85
82	Vendée	35.517.519	1.491.322	4.19	38.248.129	2.252.120	5.88
83	Vienne	39.099.257	2.519.585	6.44	34.402.654	1.719.467	5.00
84	Vienne (Haute)	26.735.303	2.556.607	9.56	26.070.953	2.532.245	9.71
85	Vosges	27.427.023	1.911.762	6.97	40.437.306	1.795.404	4.44
86	Yonne	34.787.979	3.142.031	9.03	45.173.828	2.277.593	5.04
Totaux		5.320.307.680	318.055.314	5.98	6.153.069.923	346.495.161	5.63
Seine		1.494.695.822	65.803.115	4.40	1.780.746.679	61.587.302	3.45
		3.825.611.858	252.252.199	6.59	4.372.323.244	284.907.849	6.51

un seul des vingt-deux départements soumis au régime de la transmission intégrale. Le fait est évidemment significatif.

Cette signification s'accroît encore quand on observe les départements où le passif hypothécaire est le plus fort. Dans vingt-huit départements, en 1903, il dépasse le dixième de l'actif total (10 0/0), 10,06 0/0 dans la Mayenne, à peu près du quart, 22,17 0/0 dans le Lot. Dans ces vingt-huit départements sont compris dix-huit sur vingt-deux des départements à transmission intégrale. En 1909, les départements où la charge hypothécaire dépasse le dixième de l'actif ne sont plus qu'au nombre de vingt; il y a là un indice exactement contraire à celui signalé plus haut, c'est-à-dire indiquant autant d'amélioration économique que nous avons remarqué d'aggravation tout à l'heure — sur les vingt départements très grevés de 1909, ceux à transmission intégrale sont au nombre de seize.

Si nous étudions les exceptions constatées c'est-à-dire la présence de tel département à partage égal dans la liste des plus grevés ou inversement la non présence dans cette liste de départements à transmission intégrale, nous apercevons bien vite que c'est ici le cas de rappeler l'adage : l'exception confirme la règle. En effet, dix départements à partage égal se trouvent parmi ceux dont la dette hypothécaire est la plus élevée en 1903; six d'entre eux doivent leur situation obérée à la crise phylloxérique et à la mévente des vins, double élément de la détresse viticole. Ce sont ceux de l'Aude, la Charente, la Charente-Inférieure, le Gard, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales. L'enquête monographique agricole de 1909, nous dit des vignerons de l'Aude : « Ils souffrent beaucoup

depuis cinq ans et la dette hypothécaire les écrase ; mais si la crise cesse, si le prix des vins redevient normal, on les verra bientôt secouer leur misère actuelle et parer aux conséquences des nombreuses expropriations qu'a causées la crise » [p. 37]. Elle signale également que dans le Gard : « la dette hypothécaire sévit sur tous les viticulteurs » [p. 87]. Enfin fait-elle la même remarque pour l'Hérault et les Pyrénées-Orientales [99 et 201]. Sur les quatre autres départements figurant dans la liste des plus grevés, deux, le Gers et l'Isère, sont mixtes, c'est-à-dire de ceux où la transmission intégrale et le partage égal se disputent la prédominance. Vient ensuite la Corse, pays exceptionnel à tous égards, car bien qu'il n'y ait ni industrie, ni commerce, l'agriculture y est peu prospère. Dans la Mayenne, nous avons le droit de soupçonner une circonstance occasionnelle, car si en 1903, la proportion de sa dette est de près d'un sixième de l'actif (10.06 0/0), en 1909, elle n'est plus que d'un dix-huitième (5,53 0/0).

Les quatre départements qui manquent à la liste sont le Puy-de-Dôme, les Basses-Pyrénées, la Savoie, et la Haute-Vienne. Peu s'en faut d'ailleurs qu'ils n'y soient compris, car trois d'entre eux ont une dette à peine inférieure au dixième de l'actif. Pour les Basses-Pyrénées la situation est un peu meilleure, mais encore mauvaise ; sa dette hypothécaire est du douzième (7,99 0/0). Ce département compte d'autre part une population urbaine assez élevée et a une forte partie de son actif en immeubles bâtis. En tous cas, ces chiffres à peine inférieurs, avons-nous dit, à ceux que relève la statistique pour les autres départements à transmission intégrale, ont dû être

exceptionnels, car en 1909 la proportion de la dette dans ces quatre départements est plus forte qu'en 1903, elle est même de plus du dixième dans le Puy-de-Dôme et la Savoie.

Parmi les quatre départements à partage égal qui, en 1909, ont une dette hypothécaire supérieure au dixième de l'actif global, sont encore compris les deux départements viticoles de l'Aude et de l'Hérault. Nous retrouvons ensuite le Gers qui est, avons-nous vu, au point de vue des usages successoraux, un département mixte: Nous rencontrons enfin le Rhône dont la dette hypothécaire, qui était de 4,59 0/0 en 1903, s'est élevée à 11,13 en 1909. L'enquête agricole nous dit bien que la dette hypothécaire est très lourde dans ce département pour le pays vignoble [p. 207]; mais ce ne doit pas être là la cause principale de cet énorme écart. La propriété bâtie, dans les régions industrielles notamment, a une valeur sujette à de subites variations; on sait, d'autre part, quelle est l'importance de cet élément et aussi de la fortune mobilière dans l'actif du département que nous envisageons.

Les six départements à transmission intégrale qui ont en 1909 une dette hypothécaire moindre du dixième de l'actif global sont: le Lot-et-Garonne, les Hautes-Pyrénées, les Basses-Pyrénées, la Haute-Vienne, les Basses-Alpes et les Landes. Nous avons voulu être exact en ne plaçant pas les quatre premiers auprès des autres départements à transmission intégrale où la dette hypothécaire atteint et le plus souvent dépasse le dixième de l'actif. On ne peut cependant considérer ces départements, au point de vue qui nous occupe, comme exceptionnels, et il n'y a pas lieu de rechercher les raisons d'une différence qui est in-

signifiante. Dans les Landes l'écart est assez sensible, mais il correspond bien à une réelle prospérité qui est due, dans cette région, nous dit l'enquête de la Ligue de la petite propriété, aux prix actuels des bois de pins et des produits résineux.

Nous remarquons encore que, la proportion moyenne de la dette hypothécaire par rapport à l'actif successoral est, en 1903, pour l'ensemble du territoire (la Seine excepté) de 6,59 0/0 et que le chiffre de la dette hypothécaire est inférieur à cette moyenne dans 39 départements parmi lesquels aucun à transmission intégrale. En 1909, nous relevons comme ayant une dette hypothécaire inférieure à la moyenne, qui est de 6,51 0/0, 44 départements dont deux à transmission intégrale. Ces deux derniers départements où la dette hypothécaire est un peu au-dessous de la moyenne sont la Haute-Garonne, département mixte, qui possède d'autre part la grande ville de Toulouse, et les Landes dont la situation prospère tient depuis quelques années à des circonstances particulières. D'une façon générale ce sont les départements du Nord qui figurent parmi ceux dont la dette hypothécaire n'atteint pas la moyenne.

En résumé, il résulte des chiffres que nous venons d'examiner que les départements où se pratique la transmission intégrale sont de beaucoup les plus grevés.

Il nous faut revenir ici sur le phénomène singulier que les chiffres précédemment étudiés nous ont aussi permis de mettre en lumière. Dans les départements, tous à partage égal, dont la dette en 1903 ne s'élevait qu'à moins d'un vingtième de l'actif successoral était à cette époque au nombre de 25, ils ne sont plus qu'au nombre de 17 en 1909. La moyenne de la

dette hypothécaire tend donc à s'accroître dans ces pays-là, ce qui trahit un appauvrissement graduel. Par contre le nombre des départements où le passif hypothécaire était supérieur au dixième de l'actif était de 28 en 1903 et descend à 20 en 1909. Dans ce groupe presque entièrement composé de départements à transmission intégrale il semble donc qu'il y ait eu une évolution contraire, c'est-à-dire un phénomène d'enrichissement. Une des causes, probablement la plus active, c'est que la transmission intégrale recule chaque année devant le partage égal ainsi que nous l'avons déjà constaté. Grâce à la diffusion du partage égal la dette hypothécaire tend à se réduire dans ces régions et les deux zones vont ainsi se différenciant de moins en moins l'une de l'autre.

Nous savons qu'il n'y a pas entre les pays à partage égal et les pays à transmission intégrale de différences essentielles au point de vue économique et qu'à ce même point de vue chacune de ces deux régions ne présente pas non plus un caractère uniforme. Les départements du Loiret et du Lot, que nous avons déjà eu l'occasion de rapprocher à titre d'exemple, sont tous deux essentiellement agricoles, or, dans le premier se pratique le partage égal et la dette hypothécaire était de 3,12 en 1903 et de 2,37 en 1909, tandis que dans le second où prévaut la transmission intégrale cette dette était de 22,17 en 1903 et de 21,88 en 1909. Les conditions économiques particulières auxquelles on voudrait attribuer une situation hypothécaire déterminée, la prédominance, par exemple, de la petite propriété ou de la petite culture n'expliquerait pas d'autre part l'amélioration que l'on constate aussi dans les

départements les plus grevés alors qu'il y a aggravation dans l'ensemble. L'endettement plus fort des départements à transmission intégrale provient des engagements qu'est obligé de prendre vis-à-vis de ses cohéritiers celui qui garde le domaine. Ce n'est pas là une simple vue de notre esprit, une conclusion hâtive. Cette proposition se trouve, au contraire, corroborée par de nombreux témoignages que nous avons recueillis dans les différentes enquêtes sur l'état de la propriété foncière.

L'enquête monographique du ministère de l'agriculture, en 1908-1909, qui nous signale l'usage de la transmission intégrale dans la région de Quimper ajoute que ce « système endette la propriété et pèse sur elle pendant des années » [p. 83]. La même enquête nous dit pour la Lozère : « La coutume de la cession du patrimoine à l'aîné par des frères et sœurs... grève souvent le cessionnaire d'une dette lourde qu'il met de longues années à acquitter » [p. 141]. Dans les Basses-Pyrénées, lisons-nous encore : « L'aîné ou tout autre des frères qui prend en charge le patrimoine, en s'obligeant vis-à-vis de ses cohéritiers, est acculé, du chef de ses obligations, à la déconfiture » [p. 194].

Parmi les notaires qui ont répondu au questionnaire de la Ligue républicaine de la petite propriété, plusieurs, dans la région où s'est maintenue l'habitude de la conservation intégrale du patrimoine familial, signalent la situation obérée des héritiers préciputaires. « Celui qui reste, nous dit un notaire de Saint-Pée (Basses-Pyrénées), l'aîné souvent, a le quart et sa part virile : pour payer leur part à ses cohéritiers il est obligé d'emprunter. » Un autre notaire de Millau (Aveyron) écrit que

« l'ainé prend des engagements qu'il ne peut pas tenir. Bientôt les intérêts l'écrasent et il est obligé de vendre les biens ».

Enfin M. de Brandt, partisan du système de transmission intégrale, reconnaît lui-même, notamment pour les Basses-Pyrénées que « l'ainé ne reprend souvent, à cause des soultes dues aux frères et sœurs, qu'une charge qui le conduit à la ruine » (1). De même dans le Tarn : « Les cultivateurs assument souvent une charge trop lourde en prenant l'héritage entier et les soultes à payer aux cohéritiers amènent parfois leur ruine » 2). La dette hypothécaire dans le Lot, dit-il encore, « est due presque entièrement aux soultes payées à l'occasion du partage (3) ». Dans la partie du département de l'Isère où s'est conservée l'ancienne coutume, l'ainé qui prend tout le domaine ou la partie principale : « confère à ses frères et sœurs une hypothèque pour le montant de leurs droits héréditaires (4). »

Nous verrons qu'à l'étranger, en Allemagne et en Autriche, la charge hypothécaire est également beaucoup plus lourde dans les régions où prédomine l'usage de la transmission intégrale, que dans celles où prévaut le partage égal.

Nous sommes loin de l'explication que donnait Le Play de la dette particulièrement lourde dans certains départements : « L'héritier auquel sont attribués les bâtiments, écrivait-il, en peut à peine faire emploi dans une exploitation réduite,

(1) Brandt, *op. cit.*, p. 212.

(2) *Ibid.*, 218.

(3) *Ibid.*, 220. Lot-et-Garonne (*ibid.*), p. 222.

(4) *Ibid.*, 217.

tandis que les autres héritiers sont obligés d'élever sur leurs lots de nouvelles constructions. Le capital ainsi immobilisé sans profit pour l'agriculture est habituellement obtenu par voie d'emprunt ; et c'est l'une des causes qui, dans les régions de petite culture, amènent la propagation simultanée du *Partage forcé* et de l'hypothèque (1). » Les enquêtes que nous avons consultées ne nous ont pas révélé la situation à laquelle Le Play fait allusion, comme étant une cause générale de l'endettement de la propriété rurale. L'état hypothécaire des départements où l'on applique fidèlement le partage égal montre, d'autre part, combien son explication est inexacte. Par contre, l'enquête de 1866, faite à l'époque où le Play accusait le Code civil d'endetter la propriété, constatait déjà que c'était bien la pratique de la transmission intégrale qui encourait ce reproche [p. 41]. L'endettement du petit cultivateur est, en effet, un des inconvénients inséparables de ce mode de dévolution héréditaire. Il y a là un mal réel. L'agriculture souffre davantage des charges qui pèsent sur elle que du morcellement.

SECTION IV

La natalité dans les campagnes.

Nous avons examiné jusqu'ici les arguments principaux, d'ordre purement économique, dont on s'autorise pour affir-

(1) Le Play, *Réforme sociale*, chap. xxxiv.

mer que le principe d'égalité consacré par le Code civil a pour la propriété foncière les pires conséquences. Cette accusation formulée contre notre organisation successorale ne nous a point paru soutenir le contrôle des faits. Et cependant n'entendons-nous pas souvent répéter que pour prévenir la division de leur patrimoine, les agriculteurs tendent à limiter leur postérité. De cette nouvelle observation il semble bien résulter que le morcellement est considéré par les intéressés eux-mêmes comme un mal à éviter et que ce mal a son origine dans le partage héréditaire. Celui-ci se trouverait par suite, a-t-on bien soin de souligner, être une cause, non des moins agissantes, de la dépopulation.

« Les familles prévoyantes réussissent en partie à neutraliser l'effet de la loi de succession par la stérilité systématique des mariages. » Ce fut l'assertion de Le Play (1) et toute son école la reproduisit sous mille formes. De nos jours encore plusieurs sont persuadés que le régime successoral est une cause de la faiblesse de notre natalité, et que, pour remédier à celle-ci, il suffirait de modifier le régime de la propriété par un retour plus ou moins complet au droit d'aînesse ou tout au moins à la liberté de tester.

On a rappelé bien des fois cette parole du baron de Viel Castel : « l'ancien régime faisait des fils aînés, le régime actuel fait des fils uniques ». Le Dr Vacher disait de même. « Comme la loi ne permet plus de faire des cadets, on tourne la loi en supprimant les cadets. C'est la cause la plus active du mal qui

(1) Le Play, *La Réforme sociale*, I, § 20, p. 183.

tient en échec notre population française (1). » Guyau expliquait à son tour. « Le paysan n'admet pas plus la division de son champ que le gentilhomme n'admet l'aliénation du château de ses ancêtres. Tous les deux aiment mieux mutiler leur famille que leur domaine (2). » Écoutons enfin M. Cheysson quand il nous dit : « C'est la peur du partage de l'atelier ou du domaine qui met en jeu le restraint moral recommandé par Malthus. Plutôt que de voir détruire à sa mort l'œuvre séculaire des aïeux ou la sienne propre, le père renonce à multiplier ses enfants... » et plus loin : « Tous ceux auxquels le partage forcé infligerait une déchéance se dérobent à son régime par l'unité d'héritier, et restreignent systématiquement leur postérité, les yeux fixés sur le Code, qui tarit notre sève dans une de ses sources les plus précieuses (3). »

*
* *

Dans un autre esprit d'autres observateurs ont cru, eux aussi, à l'action du mode de dévolution héréditaire sur la fécondité des mariages. Bien des mesures, on le sait, ont été préconisées dans le but de relever le taux de notre natalité : Celles-ci tendent à combler de faveurs les familles nombreuses, d'autres à poursuivre rigoureusement les célibataires. On a été conduit dans les deux sens à présenter des modifi-

(1) *Economiste français*, 13 mars 1880.

(2) Guyau, *L'irreligion de l'avenir*, p. 266.

(3) E. Cheysson, *La question de la dépopulation en France. Revue politique et parlementaire*, octobre 1896.

cations à notre régime successoral. D'aucuns vont jusqu'à souhaiter une réédition du fameux système romain des lois caducaires ; certains proposent d'avantager dans les partages successoraux les héritiers chargés de famille. C'est ainsi que le général Toutée, partisan du partage égal, voudrait que l'on tienne compte dans le calcul des parts non seulement des enfants, mais des petits enfants, en sorte qu'un héritier pourvu d'une nombreuse famille recevrait une part d'autant plus importante que le nombre de ses enfants serait plus élevé (1). Tous ces projets auxquels nous venons de faire allusion n'envisagent la réforme successorale qu'au point de vue très spécial de ses effets directs sur le phénomène de natalité. Aussi ne saurions-nous, sans nous éloigner de notre sujet, en faire ici la critique, ni seulement l'exposé.

*
* *

C'est à un point de vue tout autre, nous l'avons vu, que les disciples de Le Play, les partisans de la liberté testamentaire, se sont préoccupés des conséquences de la loi successorale sur la natalité. Si vraiment l'action de cette loi s'exerçait sur le mouvement des naissances, nous ne dirons pas dans le sens mais pour les raisons qu'ils indiquent, nous aurions la preuve manifeste de l'influence nocive du partage égal sur la propriété foncière. Ainsi posée la question entre bien dans le cadre de notre étude. Est-il exact que par l'évolution qu'il

(1) *Le Petit Temps* des 11 février et 12 mars 1903.

impose à la propriété foncière le principe du partage égal stérilise notre race ?

Il est indéniable, et nul n'est besoin de reproduire des chiffres, que notre population est, non pas en décroissance, ce serait trop dire, mais quasi stationnaire. Des trois facteurs qui agissent sur elle, la mortalité va cependant diminuant et la nuptialité est à peu près la même que partout ailleurs. Seule, par conséquent, la faiblesse de notre natalité explique la situation démographique de notre pays. Cette restriction génésique est, il faut le reconnaître, surtout volontaire. Il ne nous appartient pas d'apprécier les conséquences d'une telle abstention. L'opinion publique semble plutôt favorable, théoriquement, à un accroissement de la population. Cette circonstance ne suffit certes pas à placer au-dessus de toute discussion la propagande des apôtres de la repopulation. « Ceux-ci, fait très justement remarquer M. Ambroise Colin, auraient tort de méconnaître que la légitimité même de leur thèse est loin de s'imposer à tous les esprits avec l'évidente autorité d'un axiome. On le sait, en effet, un grand nombre d'économistes, et non des moindres, ont été, il n'y pas longtemps, enclins à considérer plutôt une faible natalité comme une condition de progrès matériel et moral ; et, de nos jours, certains penseurs demeurent encore, dans une mesure plus ou moins large, influencés par ces théories. C'est ainsi que M. Levasseur, l'éminent auteur de la population française, et la plus haute autorité de notre science démographique actuelle, est loin de s'affirmer comme le partisan d'une très forte natalité... Si l'on ajoute que le malthusianisme constitue une doctrine encore

assez puissante pour revendiquer un idéal, une morale et jusqu'à une esthétique particulières, qu'il met en ligne des romanciers comme Guy de Maupassant, l'auteur de *l'Inutile beauté*, cette antithèse de roman précité d'Emile Zola, des poètes même comme Sully Prudhomme, on devra reconnaître que le problème à résoudre apparaît comme aussi délicat en théorie pure que difficile et complexe au point de vue des réalisations pratiques (1). » Beaucoup ne se sentent véritablement pas le droit, encore moins le devoir de pousser à la prolixité, ou seulement de la conseiller. On admet bien généralement qu'il est criminel de procréer des enfants auxquels on transmet des tares. Ne l'est-il pas autant de les procréer lorsqu'on les sait voués à la misère, sans avoir la certitude de pouvoir leur donner et leur conserver la santé morale ? Doit-on faire griefs aux familles de se refuser à accroître leur gêne en évitant de nouveaux enfants ? La misère s'accompagne d'une diminution de force physique chez les individus et de déchéances morales. La société semble donc être intéressée à ne pas voir augmenter la population : avec une population peu nombreuse moins de dégénérescences, moins de détresses, moins de criminalité, en un mot moins de déchets et, par suite, moins de charges pour elle. Une augmentation de la population complique le problème social, fait notamment diminuer les salaires. Voltaire disait avec raison : « Le point principal n'est pas d'avoir du superflu en hommes, mais de rendre ce

(1) Ambroise Colin, *La natalité française et les lois successorales*, « Grande Revue », mars 1903, p. 553.

que nous en avons le moins malheureux qu'il est possible. » Nous savons certes bien que ce n'est pas à ce point de vue individualiste qu'on se place quand on prêche la repopulation. M. Cheysson ne dissimule pas sa pensée : « Pour les pays neufs à mettre en valeur, dit-il, pour les champs de bataille où vont se ruer les nations armées, en un mot pour l'âpre concurrence internationale, il faut des hommes, beaucoup d'hommes, et malheur au peuple qui ne pourrait pas en mettre suffisamment en ligne pour les œuvres de la paix ou les besoins de la guerre ! (1) » Et cependant, en raisonnant même de ce point de vue, ne pourrait-on pas encore se demander si une nation ne doit pas plus compter sur la qualité que sur la quantité des individus qui la composent ?

Mais qu'on nous pardonne cette digression. Retenons ici que l'opinion de M. Cheysson est précisément celle de tous les continuateurs de Le Play. Quelle que soit la valeur de cette opinion, nous avons toujours à rechercher si on est fondé à accuser notre régime successoral de peser sur la volonté des familles, en menaçant les patrimoines d'un morcellement redouté.

*
* *

On conviendra que, si le régime successoral est en effet la cause profonde de la stérilité de notre race, ses effets seront d'autant plus sensibles que les successions seront plus complètement réglées par le partage égal, et qu'au contraire, dans

(1) Cheysson, *op. cit.*

les pays où les mœurs ont tenu la loi en échec et où le partage égal n'a pas joué, nous devons constater une natalité sensiblement supérieure. Or, nous verrons que les faits ne répondent pas à cette conclusion. A la vérité, les partisans de la liberté testamentaire n'acceptent pas l'argument. Si, disent-ils, la population du Lot-et-Garonne, par exemple, est très attachée au régime de la transmission intégrale, elle n'en est pas moins soumise au Code civil. On la force donc à concilier le respect dû à ce dernier avec celui qu'il a pour ses coutumes traditionnelles. La vraie manière de concilier le respect dû à la loi et son attachement à la tradition, c'est de n'avoir qu'un enfant, car alors la question ne se pose plus.

Nous verrons qu'il y a d'abord lieu de considérer comme tout à fait improuvé et véritablement contraire à une bonne psychologie, tout au moins à notre époque, ce prétendu souci chez les pères de famille d'assurer à un de leurs enfants la dévolution intégrale et de régler la procréation des enfants sur ce souci. Voici deux départements : l'Aveyron et le Lot-et-Garonne ; chez l'un comme chez l'autre le régime de la transmission intégrale est la règle. En 1907, l'Aveyron a compté 204 naissances par 10.000 habitants, 215 en 1908, 207 en 1909 ; le Lot-et-Garonne n'a, au contraire, enregistré que 132 naissances par 10.000 habitants en 1907, 148 en 1908, 136 en 1909 (1). La moyenne de la natalité en France dans ces trois années ayant été de 199, on voit que l'Aveyron est rela-

(1) Statistique annuelle du mouvement de la population de la France, années, 1908-1909, p. 3.

tivement prolifique et le Lot-et-Garonne singulièrement stérile. D'où vient cette différence? Qu'on remarque que dans l'un et l'autre pays le domaine rural l'emporte de beaucoup sur toute autre exploitation. Ces deux départements sont absolument comparables l'un à l'autre au point de vue de la nature des biens et des coutumes qui règlent la dévolution. On fait un aîné dans l'Aveyron, mais en même temps on met au monde des cadets. Ceux-ci sont privés de leur part successorale d'abord par le jeu de la quotité disponible, ensuite par le concours des notaires et de l'opinion locale qui s'efforcent, par des estimations le plus souvent inférieures à la réalité de réduire leurs droits héréditaires. La solution est pour les cadets soit d'émigrer, soit de se jeter dans l'industrie ou le commerce. Faute de capitaux sans doute, c'est le premier parti qu'ils prennent le plus souvent. Dans le Lot-et-Garonne, pays bien plus riche, la même solution pourrait être adoptée avec plus d'aisance. Pourquoi n'en est-il pas ainsi? Pourquoi le père de famille, en raisonnant dans l'hypothèse de Le Play, préfère-t-il se réduire à n'avoir qu'un enfant? Voilà bien qui est inexplicable. Au lieu de prêcher une croisade contre le Code civil, ceux qui ont le légitime souci de notre race devraient bien faire connaître aux populations des vallées garonnaises les usages de l'Aveyron? Ces populations trouvent sans doute à leur propre conduite des avantages autres que celui du maintien du domaine rural.

Nous avons déjà fait remarquer d'ailleurs que la politique de la stérilité volontaire est, principalement si l'on se place au point de vue de la conservation du patrimoine, la plus déce-

vante de toutes. Dans nos campagnes, un vieux proverbe dit : N'avoir qu'un fils c'est n'en point avoir ; et le bon sens populaire le commente en observant que s'il meurt, émigre ou tourne mal, les parents sont abandonnés. Que devient alors le domaine ? En effet, s'il est vrai que le partage de son œuvre apparaît au chef de famille comme un mépris, un désaveu de ses efforts, si cette considération existe au point de faire taire toutes les autres, elle est, d'autre part, contrebalancée par cette circonstance que l'enfant unique préparé à recevoir l'intégralité du patrimoine, risque d'abord de disparaître par la mort et aussi d'être peu apte à gérer, enfin de ne le point vouloir. C'est là ce qui, à bien considérer les choses, arrive même le plus souvent. En ce cas, le domaine fait plus que se partager, il s'effondre, se disloque sous le marteau des enchères et passe aux mains d'étrangers. N'eût-il pas mieux raisonné, le *de cujus*, s'il avait laissé après lui plusieurs enfants, car toutes chances sont que l'un d'eux aurait du moins continué son œuvre et gardé sa tradition. Si donc vraiment la préoccupation de maintenir intact leur patrimoine dirigeait les familles dans les vallées de la Garonne, c'est en procréant et non en limitant leur postérité, qu'ils arriveraient à leurs fins. Assurément, la conduite des parents a d'autres raisons que celles indiquées par Le Play et rien ne prouve même que celles-ci militent en quoi que ce soit.

Ce contraste entre l'Aveyron et le Lot-et-Garonne, pris comme type, n'est pas d'ailleurs un fait exceptionnel, ni relevant de causes locales ou actuelles. Les Basses-Pyrénées, par exemple, pays de transmission intégrale, présentent comme

natalité au cours des trois années étudiées les chiffres de 213, 223, 217 par 10.000 habitants, tandis que le Gers, autre pays de transmission intégrale, pays rural comme le précédent et placé comme lui dans la région pyrénéenne, nous offre les chiffres de 131, 138, 134.

Voici qui n'est pas moins surprenant si l'on tient compte de l'argumentation de Le Play ; M. des Cilleuls, partisan très chaleureux du philosophe de la *famille souche*, fournit cette constatation à la suite d'une étude approfondie sur l'évolution de la natalité en France : « Il y avait pour 10 mariages : 68 enfants dans les premières années du règne de François I^{er}, 58 à la fin du xvi^e siècle, 50 à 54 durant la période prospère du règne de Louis XIV, moins de 45 pendant la dernière partie du même règne. On n'en trouve qu'un peu plus de 42 au moment de la Révolution par des procédés directs. La restriction de fécondité de notre race aurait donc été presque continue depuis plus de trois cents ans. » Et il ajoute : « Des esprits observateurs et point du tout pessimistes, remarquaient que la fécondité diminuait dans les campagnes qui renfermaient alors plus des quatre cinquièmes de la masse totale des habitants ; dans la plupart des généralités le nombre des enfants par mariage était inférieur à celui qu'on trouvait dans les villes... Toujours est-il que, dans les dernières années de l'ancienne monarchie, la France maintenait avec peine son rang parmi les peuples européens pour la natalité (1). » On ne peut cependant pas rendre notre Code civil responsable d'une situation antérieure à sa promulgation.

(1) Alfred de Cilleuls, *L'arrêt dans la population française*, pages 5, 6.

Un fait bien plus étrange va apparaître. Au lendemain de la mise en application du Code civil, alors que les vieilles traditions avaient encore toute leur force, on constate un relèvement assez brusque de la natalité française. C'est du moins ce que M. Vandal signale dans son « *Avènement de Bonaparte* (1) ».

N'est-elle pas probante de même cette observation de M. Boissonade que depuis 1804 : « les mouvements quinquennaux de la population accusent alternativement des augmentations et des diminutions sous la même loi successorale (2). »

Que l'abaissement de la natalité reconnaisse d'autres causes que la loi de partage, voici encore qui le démontre. Nous lisons en effet dans la *Statistique annuelle du mouvement de la population de la France*, pour l'année 1909 : « La baisse de la natalité n'est donc pas un phénomène particulier à notre pays ; même dans certains Etats, la décroissance est plus rapide. Si, en effet, elle a atteint en France environ 6 0/0 par rapport au coefficient calculé pour 1900, elle a été un peu supérieure en Hongrie (7 0/0), en Angleterre (8 0/0) : elle a atteint 10 0/0 dans l'empire allemand, 14 0/0 en Belgique où le coefficient est tombé, en 1908, au-dessous de 250 naissances pour 10 000 habitants, et 22 0/0 en Saxe dont le taux de natalité s'est abaissé de façon continue de 381 en 1900 à 298 en 1908. La Saxe, qui était l'Etat de l'Empire allemand possédant la plus forte natalité au commencement de ce siècle, vient maintenant après

(1) Vandal, *Avènement de Bonaparte*, t. I, p. 37.

(2) Boissonade, *op. cit.*, p. 650.

la Bavière, la Prusse, le Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade » (page 7).

Cette même constatation est faite pour les Etats-Unis. Il nous paraît légitime d'appeler particulièrement l'attention sur ce pays anglo-saxon, où la liberté de tester s'accompagne dans la pratique de l'exhérédation des cadets et de la transmission intégrale à l'ainé. Le Play et de Tocqueville, d'accord d'opinion en cela, citent les Etats-Unis comme exemple à suivre en ce qui concerne la dévolution des biens. Or, dans ce pays où la loi n'apporte aucune gêne, dès 1867, un Américain, M. Bixon, dans son ouvrage *l'Amérique nouvelle*, se plaignait déjà de la stérilité volontaire de ses compatriotes (1). M. Claudio Jannet, disciple de Le Play, observait à son tour que : « La pratique de la stérilité systématique, aux Etats-Unis, va jusqu'à l'avortement (2). »

Enfin M. Levasseur nous fait aussi remarquer que l'Angleterre, le seul Etat de l'Europe qui admette la liberté absolue de tester, n'occupe pas, sous le rapport de la natalité, le premier rang et « n'atteint pas même la moyenne générale de l'Europe ». Et il complète ainsi son observation : « Les Pays d'Europe qui admettent les mêmes réserves que la France ou au moins une réserve de $1/2$ sont nombreux (3 Etats sans compter la France et deux provinces). La densité y est très diverse, depuis la Norvège qui a 6 habitants par kilomètre carré, jusqu'à la Prusse rhénane qui en a 132. Les conditions économiques les sont

(1) H. Bixon, *L'Amérique nouvelle*, 1867.

(2) Claudio Jannet, *Les Etats-Unis*, 1889, t. I, p. 250, 254.

Garrigou.

aussi. Cependant tous ont une natalité supérieure à la France, quelques-uns même une très forte natalité. Des prescriptions analogues à celles du Code civil français ne vouent donc pas nécessairement une population à la stérilité (1). »

Un ordre d'observations vient montrer maintenant combien cette question de la natalité se complique dans nos pays de partage égal. Les différences de la natalité y sont aussi considérables que celles que nous avons constatées entre les Basses-Pyrénées et le Gers. Dans le Morbihan et la Mayenne, pays agricoles tous deux et de partage égal, nous trouvons pour le premier, 253, 263, 264 naissances pour 10 000 habitants au cours des années 1907, 1908, 1909 ; dans la Mayenne, pour ces trois années, 203, 210, 210 ; par contre, dans la Côte-d'Or, également pays de partage égal et agricole, les chiffres sont de 159, 161, 153, et de 142, 148, 144 pour l'Yonne (2).

La petite propriété et la petite culture, contrairement à ce qu'on a affirmé, n'apportent aucun obstacle à la natalité. C'est du moins l'opinion de l'éminent démographe, M. Levasseur (3), et elle s'appuie sur cette constatation que les départements qui, d'après la statistique, comportent le plus de petites exploitations, ont une natalité supérieure à la moyenne. M. de Foville avait aussi remarqué que ce sont les plus petits paysans qui sont le plus prolifiques (4). Malthus lui-même

(1) Léon Say et J. Chailley-Bert, *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, I, V^o Population.

(2) Statistique annuelle du mouvement de la population de la France, années 1908 et 1909, p. 3 et 4.

(3) Levasseur, *Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1897.

(4) De Foville, *La France économique* 1889, p. 695.

voyait dans la petite propriété un encouragement à l'accroissement inconsideré des naissances (1). En 1803, Réal, au conseil d'Etat, reconnaissait déjà que c'était dans les pays de petite culture que la population était le plus développée (2) ; quelques années plus tard, Maleville, dans son rapport sur le projet de loi de 1826, le constatait à son tour tout en le regrettant (3).

Certains prétendent qu'il y a corrélation entre l'esprit d'épargne du paysan français et l'esprit de prévoyance qui lui fait limiter le nombre de ses enfants, c'est-à-dire de ceux qui sont appelés à se partager son bien. L'auteur de l'irréligion de l'avenir, Guyau, écrivait d'autre part : « Le capital, sous sa forme égoïste, est l'ennemi de la population, parce qu'il l'est du partage égal et que la multiplication des hommes est toujours plus ou moins une division de la Richesse (4). »

Proudhon disait de son temps : « La misère est populaciére ». N'ayant rien à transmettre, disent les partisans de Le Play, et par suite rien à offrir en partage à leurs descendants, il est naturel que les malheureux ne s'inquiètent pas de ceux qu'ils laissent après eux. La prévoyance est un privilège de la propriété.

Voilà bien toujours deux idées qui se font antithèse : le prolétaire est prolifique parce qu'il ne laissera rien à partager, le

(1) Levasseur, Dans le *Nouveau dictionnaire* de Léon Say et Chailley Bert. V^e *Population*.

(2) Fenet, t. XII, p. 315.

(3) *Moniteur universel*, 16 mars 1826, p. 334.

(4) Guyau, *L'irréligion de l'avenir*, p. 267.

propriétaire stérile par raison contraire. Mais voici que depuis quelques années, avec éclat et discrètement depuis plus de trente ans, cette limitation des naissances s'observe dans les familles ouvrières. La moindre productivité humaine de la classe ouvrière est aujourd'hui un fait qui frappe les observateurs.

On voit quelle place infiniment petite peut tenir dans les causes de la moindre natalité la préoccupation à laquelle Le Play faisait allusion. Ce n'est vraiment qu'une vue de l'esprit, une hypothèse de système et ce n'est pas avec des arguments aussi peu solides que l'on amènera les hommes attentifs aux faits à modifier les mœurs juridiques et la législation de notre race. M. Levasseur, dont nous avons déjà invoqué le précieux témoignage, disait : « La proposition de Le Play peut trouver des arguments dans beaucoup de cas particuliers, mais elle n'est pas fondée sur la connaissance générale des faits (1). »

*
* *

Il n'est pas prouvé que la loi du partage égal soit responsable de notre faible natalité. Ne pourrait-on pas, au contraire, s'expliquer plus facilement sous le régime de la liberté testamentaire cette tendance des ménages à n'avoir qu'un enfant, s'il est vrai que la préoccupation des pères de famille est d'éviter le morcellement de leur patrimoine. Il est indiscu-

(1) Léon Say et Chailley Bert, *Dictionnaire d'économie politique*, V^o Population, p. 520.

table que si cette préoccupation est réelle, elle ne saurait exclure ce souci constant des parents d'assurer l'avenir de tous leurs enfants. Aussi, désireux de ne point exposer leur domaine à un partage héréditaire, et pour ne pas avoir, d'autre part, à déshériter certains de leurs enfants, les familles s'efforceront de ne pas avoir de cadets. Enfin, si cependant la transmission intégrale se réalise en présence de cadets, ceux-ci, plus ou moins dépouillés de leurs parts héréditaires, ne pourront, la plupart du temps, songer à fonder une famille et s'interdiront pendant des années, peut-être toujours, le mariage. Comme on le voit, le reproche donné au partage égal se retournerait contre la liberté testamentaire. Ce reproche a d'ailleurs été bien des fois formulé par les philosophes du xviii^e siècle, et plusieurs économistes, Adam Smith notamment, contre la pratique du droit d'aînesse.

★
★ ★

Avons-nous à nous demander quelles sont les causes de notre moindre natalité ? Assurément, une telle recherche dépasse les limites de cette étude. Nous avons constaté, et nous pourrions nous en tenir là, que des pays à transmission intégrale, les uns ont, comme l'Aveyron et nous aurions pu citer aussi la Lozère, une natalité sensiblement supérieure à la moyenne, et les autres, comme le Lot-et-Garonne et le Gers, une natalité relativement basse ; qu'il en est de même si l'on compare entre eux les départements à partage égal, quoique,

;
;
;

d'une façon moyenne, il semble qu'il y ait un peu plus de natalité dans le Nord et l'Est de la France que dans le Midi. Nous avons vu aussi que la natalité était en décroissance en France avant le Code civil, que des oscillations ont été constatées également depuis ; qu'on observe enfin l'abaissement graduel du chiffre des naissances aussi bien dans les pays où la loi et les mœurs autorisent la transmission intégrale que dans les pays s'inspirant du Code civil. On ne saurait, par conséquent, avons-nous conclu, soutenir que les conditions de la transmission des biens influe sur la fécondité des unions.

On a tenté d'autres explications. On attribua notamment cette restriction volontaire à une moindre moralité et à l'effacement du sentiment religieux. Qu'il nous suffise de rappeler que ce sont précisément les bourgeois bien pensants qui pratiquent la contrainte morale recommandée par Malthus. Il est démontré par la statistique que dans les quartiers riches de Paris, où se manifestent d'ailleurs des tendances religieuses et conservatrices, la natalité est très faible et que celle-ci est au contraire très forte dans les faubourgs ouvriers.

Par contre, un fait semble bien acquis ; d'une façon générale, les pays ruraux ont une natalité inférieure ; le chiffre des naissances est très élevé dans les centres urbains et industriels. Comme corollaire à cette observation, l'Ecole de Le Play fait remarquer que cela s'explique par la présence chez les uns d'un domaine à partager, et chez les autres par l'état prolétarien de la plupart des habitants. Nous croyons cette interprétation inexacte.

Les cadets, plus ou moins déshérités, et en tout cas perdant contact avec le petit domaine rural de leur père, quittent le village et vont à la grand'ville, à l'usine le plus souvent. Ce n'est pas seulement pour le village un habitant perdu, c'est du même coup un mari pour la jeune paysanne voisine. C'est la nuptialité et la natalité des villes d'usines qui s'accroîtront tandis que les jeunes filles des campagnes resteront célibataires ; que si parfois l'émigré revient au pays chercher femme, il la ramènera à la ville et c'est sur les registres de l'état-civil de celle-ci que seront inscrits ses enfants. La confirmation de ce que nous venons de dire apparaît nettement dans les documents officiels. La statistique annuelle de 1909, à la suite du tableau de la nuptialité par département, fait ressortir que : « Les départements où la proportion des nouveaux mariés pour 10.000 habitants atteint les valeurs les plus fortes sont : Seine, 213 ; Nord, 180 ; Aube, 176 ; Pas-de-Calais, 175 ; Pyrénées-Orientales, 170 ; Seine-Inférieure, 167 ; Seine-et-Oise, 165 ; Ile-et-Vilaine, Loire, 163 ; territoire de Belfort, Meurthe-et-Moselle, Deux-Sèvres, 162 ; Loir-et-Cher, Marne, 161. Ceux où cette proportion est la plus faible sont : Corse, Tarn-et-Garonne, 120 pour 10.000 habitants ; Basses-Alpes, Cantal, 124 ; Gers, 125 ; Hautes-Pyrénées, 126 ; Ariège, 127 ; Lot, Lot-et-Garonne, 130 ; Haute-Loire, Haute-Savoie, 131 ; Savoie, 133 ; Alpes-Maritimes, 135. En comparant ces résultats à ceux des années précédentes, on s'aperçoit que ces départements, soit à forte, soit à faible nuptialité demeurent à peu près les mêmes : forte nuptialité dans les départements industriels, tandis que l'on se marie beaucoup

moins dans les pays montagneux qui donnent lieu à une notable émigration de la population adulte attirée vers les centres industriels (1). »

Cette constatation est tout à fait remarquable et vaut qu'on s'y arrête. Il faut noter d'abord que tous ces départements à forte nuptialité sont à partage égal, tandis que tous les départements à basse nuptialité, sauf la Corse et les Alpes-Maritimes, sont à transmission intégrale. La première catégorie est composée de départements en plaine, comme le dit la statistique, excepté les Pyrénées-Orientales qui sont montagneuses, qui ne sont pas industrielles, mais qui, à la vérité, sont pays de partage. Dans les pays à basse nuptialité, la Corse et les Alpes-Maritimes sont pays de partage, et encore ceci n'est vrai qu'à demi des Alpes-Maritimes, car dans la partie montagneuse, le système de la transmission intégrale s'est maintenu. Mais l'un et l'autre sont tout à fait exceptionnels à tous égards. On sait que l'émigration est très forte en Corse, de même dans les Alpes-Maritimes, où la population hivernaise de la côte ne fait qu'un séjour passager.

L'examen plus attentif du tableau confirme qu'il faut tenir compte, dans la matière qui nous occupe, du mode de dévolution des successions, et qu'il y a relation entre la transmission intégrale et l'exode des jeunes gens, par conséquent la moindre nuptialité et du même coup la faible natalité.

De tout ce qui précède, il nous paraît résulter que les phé-

(1) Statistique annuelle du mouvement de la population de la France, année 1909, p. 5.

nomènes de moindre natalité doivent être distingués suivant qu'on les examine dans une région déterminée ou dans l'ensemble du pays. Observée dans un département, par exemple, la moindre natalité dépend d'abord des causes qui agissent partout, et ensuite de l'émigration plus ou moins intense des jeunes gens. En France ou tout autre pays civilisé, elle est certainement due à peu près exclusivement, croyons-nous, aux considérations que M. Cheysson signale dans les Etats-Unis : « C'est l'égoïsme, la peur de la gêne, des souffrances de la maternité, des soucis de l'éducation et de l'établissement qui expliquent cette stérilité américaine, que bien des observateurs récents reprochent à la Haute société des Etats-Unis (1). » De son côté, M. Batbie écrivait : « Si le calcul existe, et je le crois, il ne tient pas principalement à la crainte de voir partager la propriété de la famille. Avant que la succession soit ouverte, la paternité crée des charges qui durent longtemps, quelquefois toute la vie. C'est à cette obligation que songent les parents plus qu'à l'intégrité du patrimoine... Il est certain que la pensée d'une obligation permanente produit aujourd'hui une impression que nos pères ne connaissaient pas... les exigences que les usages modernes ont créées sont variées et coûteuses. Les uns reculent jusqu'au célibat devant les charges du mariage, et ceux qui se marient ne limitent le nombre de leurs enfants, que pour borner celui de leurs obligations (2). » Aussi M. Deneus fait-il remarquer à son tour que : « ce n'est pas la

(1) Cheysson, *Revue politique et parlementaire*, octobre 1896.

(2) Batbie, *Revue critique*, t. XXX, p. 543.

liberté testamentaire qui relèvera le nombre des naissances, quand l'amour du bien-être a fait perdre aux parents le goût d'une nombreuse famille (1) ».

Les mobiles de la stérilité volontaire sont donc franchement et purement égoïstes. Infime est le nombre de ceux qui se déterminent par des raisons de prévoyance ayant la conservation intégrale de leur patrimoine pour objet. Parfois, dans certains milieux, les épouses habituées à la vie mondaine répugnent à la perspective de la retraite qu'imposent la grossesse et l'accouchement récent. Elles répugnent encore plus aux déformations physiologiques qui en sont les conséquences sur des femmes à existence oisive. Mais aussi, et le plus souvent, l'arrivée d'un enfant dans un ménage risque d'y porter la gêne jusque-là évitée. Dans les régions où, par suite du développement de l'instruction et du maintien des habitudes de sobriété, les époux sont toujours en état de régler leurs rapports, le minimum de natalité est observé. Les populations les plus misérables et les plus arriérées sont, au contraire, généralement le plus prolifiques. La misère et l'ignorance sont cependant deux facteurs qui agissent de moins en moins. Mais il est une autre coïncidence, douloureuse celle-là à constater. Si, dans leur réponse au questionnaire de la *Ligue de la petite propriété*, quelques notaires et maires du Midi, une vingtaine à peine, demandent la liberté testamentaire ou l'extension de la quotité disponible pour remédier à l'abstention génésique des ménages dans leur département, c'est par centaines que

(1) Deneus, *De la réserve héréditaire*.

nous avons compté ceux qui, dans le Nord ou le Nord-Ouest notamment, sollicitent des mesures énergiques contre l'alcoolisme, véritable fléau dans leurs campagnes. C'est dans ces mêmes régions, avons-nous remarqué, que la statistique accuse le plus grand nombre de naissances.

Comme conclusion, nous dirons donc que l'affaissement de la natalité nous paraît dû à la prévoyance égoïste des parents et que cette prévoyance réalise d'autant plus sûrement ses effets que le pays est moins pauvre, plus instruit et plus sobre.

SECTION V

L'Exode rural.

Ce n'est pas seulement par la réduction de la natalité, mais encore et surtout par l'émigration que s'explique le dépeuplement des campagnes. Cette émigration agricole peut en général s'effectuer soit à l'extérieur, à l'étranger ou aux colonies, soit à l'intérieur même du pays, vers les villes. A certaines époques de notre histoire on a pu dire des Français qu'ils avaient le génie colonisateur ; Moheau écrivait au xviii^e siècle : « il semble qu'en France l'expatriation soit une maladie nationale (1) ». On ne saurait, de nos jours, reconnaître chez nos compatriotes cette tendance à s'expatrier. Il y a une

(1) Moheau, *Recherches et considérations sur la population*, 1778, Paris,

vingtaine d'années, au moment de la crise phylloxérique et par suite des manœuvres des agents de colonisation des Etats sud-américains, il se produisit dans la région du Sud-Ouest un très gros mouvement d'émigration. « Il y a eu annuellement, nota M. Leroy-Beaulieu, ce qui ne s'était jamais vu, jusqu'à 30.000 ou 40.000 émigrants en France (1). » Mais ce fut là un mouvement exceptionnel, localisé et d'ailleurs passager. Il se ralentit et s'arrêta assez vite tandis que se reconstituait le vignoble et qu'un grand nombre d'émigrants déçus rentraient au pays. On constate encore de nos jours un courant continu d'émigration qui entraîne vers l'Amérique latine méridionale ou vers le Mexique une forte partie de la population basque et de certaines contrées des Alpes.

Si l'émigration extérieure est chez nous peu notable, par contre, l'exode des populations agricoles vers les villes est considérable. Il suffit, pour mesurer toute l'importance de ces migrations intérieures, de consulter les documents officiels. Depuis 1846, la statistique répartit la population totale de la France en population rurale et en population urbaine suivant que le dénombrement porte sur des communes comptant plus ou moins de 2.000 habitants agglomérés. A cette date, la population rurale comprenait les 75,6 0/0 de la population totale ; en 1856, 72,7 ; en 1866, 69,5 ; en 1876, 67,6 ; en 1886, 64,1 ; en 1896, 60,9 ; et en 1906, 58,5. Nous trouvons au contraire, pour la population urbaine, les chiffres suivants : en 1846, 24,4 ; en 1856, 27,3 ; en 1866, 30,5 ;

(1) *Economiste français*, année 1892, 1^{er} semestre, p. 619.

en 1876, 32,4 ; en 1886, 35,9 ; en 1896, 39,1 et en 1906, 41,5. Il résulte bien de ces chiffres que la population urbaine n'a cessé d'augmenter, tandis que la population rurale a subi un mouvement de décroissement régulier. On a fait observer que ces chiffres n'étaient cependant pas absolument comparables, pour cette raison notamment que, d'une période à l'autre, des communes rurales ont pu, par le fait de l'accroissement du nombre de leurs habitants, passer dans la catégorie des communes urbaines. Cette classification est, d'autre part, purement administrative ; la population rurale n'y représente pas seulement celle qui vit de l'agriculture.

Mais, à partir de 1861, nous trouvons dans les recensements quinquennaux la répartition de la population française par professions. Or, les professions agricoles représentaient en 1861, 53,1 ; en 1866, 51,5 ; en 1876, 51,4 ; en 1886, 47,8 ; en 1896, 21 et en 1906, 23. Certes, le chiffre de 1906 accuse un accroissement, mais ce n'est là qu'une apparence. Nous lisons en effet dans les *Résultats statistiques du recensement général de la population, le 4 mars 1906* (T. I, p. 63) : « Dans la culture de l'élevage on a recensé, le 4 mars 1906, 8.715.000 personnes contre 8.109.000 le 24 mars 1901, soit environ 600.000 de plus que lors du précédent classement. Toutefois, cette augmentation est plutôt apparente que réelle : elle tient uniquement, en effet, à ce que, par suite d'un relevé beaucoup plus complet des petits établissements de famille, c'est-à-dire des établissements sans aucun salarié et formés le plus souvent par l'association du mari et de la femme, on a été conduit à compter, en 1906, comme patronnes d'exploitations

agricoles, un grand nombre de femmes d'agriculteurs qui, cinq ans avant, avaient été considérées comme n'exerçant aucune profession. De ce fait, le nombre des femmes rattachées aux professions agricoles a augmenté de 667.000. Par contre, on constate dans le personnel masculin une diminution de 62.000 unités : 5.393.000 au lieu de 5.455.000. » Il est vrai que la population industrielle a aussi diminué, mais les autres professions accusent, au contraire, un accroissement énorme. La proportion des intermédiaires (commerce et transports), par exemple, est passée de 4,1 en 1861 à 7,5 en 1906.

Nous avons enfin, dans les résultats des enquêtes agricoles décennales, la confirmation de cette diminution constante de la population rurale. L'enquête de 1862 avait relevé un nombre de 7.363.965 travailleurs agricoles ; ce chiffre est tombé à 6.913.504 en 1882 et à 6.663.135 en 1892.

Les conséquences de cette désertion des campagnes sont, de nos jours, diversement appréciées. « Il y a seulement une trentaine d'années de cela, lisons-nous dans une étude récente, le phénomène démographique connu sous le nom « d'émigration rurale », donnait encore naissance à des plaintes et à des doléances si unanimes et si répétées qu'il eût semblé vraiment que ce fut là un problème nouveau, absolument spécial à nos sociétés modernes ; même aujourd'hui l'émigration des campagnes vers les villes compte toujours une légion d'ardents et d'irréductibles adversaires, mais elle a néanmoins réussi à recruter un nombre sans cesse croissant de défenseurs zélés et convaincus (1). » L'exode rural, a-t-on

(1) Guillou, *L'émigration des campagnes*, Caen, 1905, p. 1.

dit, est cause de la rareté et, par suite, de la cherté de la main-d'œuvre agricole ; l'abandon des travaux des champs conduit directement à la diminution des terres cultivées et à l'extension des terres en friches ; la concentration incessante de la population dans les centres urbains provoque, d'autre part, l'avilissement des salaires industriels, l'aggravation de la concurrence, les chômages, l'élévation du coût de la vie, l'augmentation du paupérisme. A cela on réplique que ces déplacements de population sont des phénomènes normaux de l'évolution économique dont les résultats sont plutôt heureux ; ils tendent, en effet, au nivellement des salaires industriels et agricoles, à une meilleure distribution du travail humain et à une meilleure utilisation des ressources disponibles.

Nous n'avons certes pas à entrer ici dans cette discussion. Disons toutefois que les chiffres globaux de la population agricole, tels que nous les avons rapportés plus haut, ne sont pas suffisamment expressifs pour nous donner une idée exacte du phénomène. Cette population agricole se compose des salariés et des propriétaires ; ceux-ci se répartissant à leur tour, nous l'avons déjà vu, en propriétaires cultivant exclusivement leurs terres et en propriétaires travaillant leur bien mais s'employant en même temps chez autrui. La comparaison de ces trois catégories nous amène à constater que les deux premières, celles des salariés propriétaires ou non, diminuent et que la dernière augmente. Si nous faisons le même rapprochement entre la classe des salariés propriétaires et celle des salariés non propriétaires, nous remar-

quons que la diminution est beaucoup moins forte chez ceux qui possèdent un lopin de terre que chez ceux qui sont sans attache aucune à la terre. Il est donc inexact de dire que du fait de l'émigration l'agriculture est de plus en plus délaissée puisque le nombre des propriétaires s'accroît. Nous trouvons en même temps l'indice que la propriété est de moins en moins travaillée par des salariés, ce qui marque une évolution vers la « propriété normale », et ce n'est pas, au point de vue économique, un phénomène qui doive nous alarmer.

Ceux des adversaires de notre régime successoral qui dénoncent la dépopulation des campagnes comme un péril en attribuent volontiers la cause à l'égalité des partages. « Cette émigration des ouvriers agricoles, affirme Le Play, n'est point d'ailleurs une simple aberration ; elle est également provoquée par un sentiment juste et réfléchi ; elle est une conséquence directe de l'instabilité qui règne dans la constitution même des familles préposées à la direction des ateliers ruraux. Les populations, sentant que des foyers périodiquement désorganisés par la loi des successions, n'offrent plus la sécurité qui est l'unique compensation de l'existence sévère imposée par la vie agricole. L'instinct de la conservation les porte à fuir un terrain qui tremble sous leurs pas » et encore : « cette destruction des anciennes unités agricoles offre beaucoup d'inconvénients. Elle entraîne une déperdition de forces, en attachant plusieurs familles au travail qui précédemment n'en réclamait qu'une seule. Les nouveaux exploitants n'ayant sur leurs propriétés l'emploi complet de leurs bras, sont obligés de chercher au dehors des moyens

d'existence, en qualité de salariés, et subissent ainsi une déchéance (1). » Cette idée a souvent été reprise après lui ; elle a encore été présentée dans un rapport sur *l'influence du partage égal sur la désertion des campagnes* présenté au dernier Congrès (1910), de la Société internationale d'économie sociale et des unions de la paix sociale, fondées par Le Play (2).

Cette opinion, très accréditée par ailleurs, est loin de répondre à la réalité des faits. Il convient tout d'abord de reproduire ici deux observations que nous avons déjà faites au sujet de la natalité ; l'émigration agricole est un phénomène ni local, ni actuel, il n'est pas spécial à notre France moderne. Chez les peuples anciens, on signalait déjà l'attraction des grandes cités sur les habitants des campagnes. Sous la République déjà les auteurs n'hésitent pas à attribuer à l'abandon de l'agriculture la décadence romaine, « ni les Gracques, ni Sylla, ni César ne réussirent à maintenir dans les plaines les agriculteurs italiens. Les forces humaines se brisèrent contre la fatalité. Rome attirait tout à elle (3) ». Dans notre ancienne France le même phénomène s'observe. Dès le xvi^e siècle, Guy Coquille le constate. L'abandon des campagnes est si accentué au xvii^e et xviii^e siècle qu'il n'en est très souvent question dans les ouvrages de l'époque (4).

(1) Le Play, *Réforme sociale*, chap. xxxiv.

(2) *La désertion des campagnes*, XXIX^e Congrès de la Société internationale d'économie sociale et des unions de la paix sociale, Paris, 1910, t. II, p. 251.

(3) J. Ferlet, *L'abaissement de la natalité à Rome et la dépopulation des campagnes*, p. 56.

(4) Taine, *Origines de la France contemporaine*, I, 429, 455.

Ce n'est pas seulement l'ouvrier, mais encore le propriétaire qui va à la ville. Les grands propriétaires se soucient peu de leurs terres dont ils laissent la direction à des régisseurs. L'absentéisme est signalé par de nombreux auteurs comme la cause principale de la misère. Arthur Youg, au cours de son voyage en France, s'aperçoit que partout où il y a un château les terres sont en friche et il s'écrie : « Oh ! si j'étais seulement législateur de France, je ferais bien danser tous ces grands seigneurs. » Les cahiers présentés aux états généraux à la veille de la Révolution, par les divers ordres, réclamaient des mesures contre l'émigration des campagnes.

De nos jours, ce phénomène se manifeste avec plus ou moins d'intensité dans presque toutes les régions de la France, quel que soit le mode de dévolution successorale qui prévaut dans chacune d'elles. Ainsi, dans la période décennale 1881-1891, la population agricole a partout diminué sauf dans 18 départements situés dans les régions fort différentes tant au point de vue économique que des usages successoraux (1).

Non seulement le phénomène que nous étudions est fort ancien, mais encore n'est-il pas particulier à la France. Il se produit chez tous les peuples, sous des législations les plus diverses. « La dépopulation rurale, lisons-nous dans le grand Larousse, se manifeste dans presque tous les pays civilisés ; les pays vieux : France, Suisse, Belgique, Angleterre, Norvège, Hollande, comme les pays neufs : Etats-Unis, Canada, Australie ; toutes les races y participent : les Celtes, les Latins,

(1) *Résultats généraux de l'enquête décennale agricole de 1892*, p. 389.

les Anglo-Saxons comme les Magyars. Aucune institution, aucun régime politique n'en est exempt (1). » M. Ch. Richet dit aussi : « Il y a, depuis un siècle, dans tous les pays européens une tendance extrêmement marquée à la migration des populations agricoles vers les grands centres (2). » Enfin M. Pierre Beaulieu fait remarquer à propos du dénombrement de 1901 : « En Angleterre et en Allemagne même il y a bien plus de ruraux qui vont s'établir à la ville qu'il n'y en a chez nous (3). » Or, nous savons que l'Angleterre est le seul pays qui admette une absolue liberté testamentaire et qu'en Allemagne la transmission intégrale des domaines ruraux est en usage dans plusieurs provinces (4).

Il n'y a donc aucune raison de considérer la désertion des campagnes comme une conséquence du système successoral en vigueur dans notre pays. Elle obéit à des causes plus générales. On pourrait citer entre autres : l'attrait qu'exerce les grandes villes, l'espoir d'un salaire plus élevé, d'une vie plus facile, le développement des moyens de communication, de la grande industrie, du fonctionnarisme, le service militaire. Qu'il nous soit permis de douter ici de l'efficacité de cette panacée préconisée par Le Play : la liberté testamentaire. M. L. Zolla fait d'ailleurs très justement observer : « ce serait un apostolat sans succès que de vouloir ramener à la ferme

(1) *Grand Larousse illustré*, V^o *Dépopulation*.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 15 avril 1882. *L'accroissement de la population française*.

(3) *Economiste français*, 24 août 1901.

(4) G. Guéry, *Mouvements et diminution de la population agricole en France*, Paris, 1895, p. 138.

les ouvriers qui trouvent ailleurs un salaire plus élevé ou une vie qui leur plaît davantage (1).

Nous ne nous bornerons pas à cette constatation. Une autre remarque est à faire : non seulement le partage égal n'apparaît pas comme un agent de la désertion des campagnes, mais c'est dans les pays ou dans les régions où il est peu ou pas observé que l'émigration est la plus active.

L'émigration est depuis très longtemps passée dans les mœurs de certaines populations rurales. Elle est pratiquée depuis un temps immémorial dans la plupart des départements des trois grands massifs montagneux, les Alpes, le Massif Central et les Pyrénées. Dans les Alpes, en Savoie. « Déjà, vers le milieu du xviii^e siècle, les émigrants étaient si nombreux que, pendant la minorité de Charles-Emmanuel II, un édit de la Régente, daté du 8 décembre 1645, défendit à toute personne, de quelque qualité, âge ou sexe qu'elle fût, de quitter les Etats pour aller à l'Etranger, sous peine de mort et de confiscation des biens(2). » Que l'exode rural soit plus accentué dans les départements où se pratique la transmission intégrale, c'est encore ce qui ressort de l'étude faite par M. de Brandt pour les différentes régions de la France (3). C'est aussi dans ces départements que les notaires et les maires, dans leurs réponses à la consultation de la Ligue républicaine de la Petite Propriété, se plaignent le plus vive-

(1) Zolla, *L'exode rural et la constitution de la propriété foncière. Réforme sociale*, Paris, 1904.

(2) Mgr. Turinaz, *L'émigration rurale*, Paris, 1878, p. 103.

(3) De Brandt, *op. cit.*, p. 217, 248, 280.

ment de l'abandon des campagnes. Au tout récent congrès de la société internationale d'économie sociale fondée par Le Play, il est dit dans un rapport qu'au commencement de ce siècle : « le Massif Central apparaît déjà comme notre foyer le plus actif d'émigration... La région des Alpes est, elle aussi, un centre traditionnel... Dans la région pyrénéenne, le Bas-Languedoc et la plaine de la Garonne de semblables chassés-croisés de population évoquent des tableaux animés et pittoresques. » Partout ailleurs, même en Bretagne, signale le même rapport, l'émigration est bien moins active (1). Enfin de la dernière enquête décennale agricole, il résulte d'abord que les chefs d'exploitation ont partout augmenté, de préférence dans le Nord, puis dans le Midi, enfin beaucoup moins dans le centre ; d'autre part, que les salariés ont partout diminué surtout dans le Midi, ensuite dans le centre, en dernier lieu dans le Nord (2).

On se souvient par ailleurs que l'émigration extérieure n'est guère pratiquée en France avec continuité que par les populations des Alpes et des Pyrénées occidentales.

En signalant dans les pays à transmission intégrale cette tendance plus forte à l'émigration, nous ne prétendons pas démontrer que ce mode de dévolution héréditaire est la cause exclusive, ni même principale de l'abandon des campagnes. Nous ne serons pas aussi absolus que les adversaires de notre

(1) *La désertion des campagnes. XXIX^e Congrès de la Société internationale d'économie rurale. Nos migrations provinciales hier et aujourd'hui.* Rapport de M. Angot des Rotours, p. 43 et s.

(2) *Résultats généraux de l'enquête décennale de 1892*, p. 391.

régime successoral. Il faut cependant reconnaître que la loi qui règle la transmission de la propriété rurale n'est pas sans effet sur le phénomène d'émigration. Si celui-ci se produit avec plus d'intensité dans les régions où l'on « fait un aîné », l'explication en est facile. L'usage de la transmission intégrale s'est maintenu, avons-nous vu, dans les régions montagneuses où le climat est rude et le sol pauvre ; où celui-ci ne se prête qu'à la culture extensive ou à l'élevage qui nécessitent un personnel peu nombreux ; aussi ces pays sont-ils plus facilement abandonnés. Enfin, là où un seul enfant reçoit l'intégralité du patrimoine paternel, les autres, les cadets, sans attache à la terre, sont portés à aller chercher ailleurs, à la ville, des moyens d'existence. La *statistique annuelle du mouvement de la population de la France* nous a montré, pour 1909, que la nuptialité était faible dans les départements où prévaut la transmission intégrale et elle explique ce fait par la notable émigration de la population adulte des pays montagneux attirée vers les centres industriels. M. de Brandt reconnaît lui-même que : « la coutume extrêmement forte de l'émigration dans les villes de la plaine est en étroite corrélation avec le mode de transmission des immeubles... La tendance que l'on a à chercher fortune à la ville facilite singulièrement la liquidation et le privilège d'ainesse. L'ainé ne risque point de se faire mal voir par les puînés, car la vie au pays ne paraît point à cette population désireuse de déplacement un sort digne d'envie » (1).

(1) De Brandt, *op. cit.*, p. 248.

Nous relevons, d'autre part, dans les critiques que l'on adresse, au point de vue qui nous occupe, à notre loi successorale des contradictions flagrantes. Nombreux sont les auteurs qui reprochent au Code civil d'avoir arrêté l'émigration extérieure et les arguments qui appuient ces griefs restent entiers en ce qui concerne l'émigration suburbaine, M. Blondel remarque qu'en Allemagne c'est des régions où prévaut le système de la transmission intégrale « que sont sortis une partie de ces millions d'émigrants, qui, ne trouvant pas dans le « Hof » paternel une occupation suffisante, sont allés chercher fortune au delà des mers, ont contribué à faciliter l'écoulement des produits manufacturés de l'Allemagne à travers le monde » (1). Nous avons vu que de nos jours le Français émigre peu à l'étranger ou aux colonies, et M. Turquan nous dit : « qu'on a accusé le Code civil qui a eu pour effet de détourner les cadets de famille de s'expatrier comme ils faisaient autrefois et comme ils font toujours en Angleterre et en Allemagne » (2). M. de Butenval écrivait en effet : « cette émigration tenait-elle aussi aux mœurs de l'époque qui portaient les cadets des grandes familles à chercher dans les colonies lointaines la fortune dont ils étaient privés au foyer paternel ? On attribue du moins à cette cause la prodigieuse expansion de la race anglo-saxonne (3). » M. Pauliat déclarait de même à la tribune du Sénat : « Les enfants étaient pénétrés de ce

(1) G. Blondel, *Préface de l'ouvrage cité de M. De Brandt*, p. XIII.

(2) Léon Say et Chailley Bert, *Dictionnaire d'économie politique*, p. 800.

(3) De Butenval, *Les lois de succession appréciées dans leurs effets économiques par les Chambres de commerce de France*, Paris, 1884, p. 37.

principe que la fortune de leur père ne leur appartenait pas de droit, ... que du moment qu'ils n'étaient que cadets il y avait toute chance pour qu'elle leur échappât. Ils sentaient dès lors qu'ils avaient à se rendre indépendants par eux-mêmes, qu'ils avaient à se choisir une carrière... Les modifications apportées par notre Code civil à notre ancien système successoral a donc fait disparaître un stimulant des plus précieux, dont l'émigration, la colonisation et généralement l'esprit d'entreprise bénéficiaient tout particulièrement avant la Révolution (1). » Il est évident que la certitude de ne pas être écartés un jour de la succession paternelle retient davantage les enfants sur la propriété familiale à laquelle ils s'intéressent tous également ; la possession d'une petite parcelle de ce patrimoine empêche au décès du père un grand nombre d'enfants de désertier l'agriculture. Cette proposition se trouve corroborée par l'exemple des pays de grande propriété, ceux où se pratique la transmission intégrale et qui sont en même temps et par excellence des pays d'émigration. Les adversaires de notre régime successoral ont très souvent, nous venons de le voir, reconnu au partage égal, pour le lui reprocher il est vrai, l'effet d'arrêter l'exode rural.

Mais si le partage égal n'a pas l'effet dépeuplant qu'on prétend, il ne faut pas non plus exagérer l'opinion contraire. Sans doute avant la Révolution les Français émigraient beaucoup à l'étranger et surtout aux colonies, mais nous savons aussi

(1) *Documents parlementaires*, Sénat, session ordinaire de 1898, *Annexes*, n° 230, chap. ix.

qu'à cette époque le partage égal était déjà la règle générale et le droit d'aînesse l'exception. On ne saurait nier d'autre part que l'émigration agricole soit aussi accentuée en France que dans les autres pays, et si de nos jours les populations rurales se portent dans les villes au lieu de s'expatrier comme autrefois, il n'y a aucune raison pour voir là une conséquence de l'égalité des partages.

Les mêmes causes qui provoquent partout l'exode rural agissent en France. Mais chez nous seuls les salariés désertent le travail des champs. La raréfaction de la main-d'œuvre n'est pas nécessairement un mal pour l'agriculture ; seule la grande exploitation en souffre et nous savons que la propriété paysanne, mise en valeur directement, est la plus productive. Cette dépopulation des campagnes ne prouve pas non plus que notre agriculture soit abandonnée, comme on l'a trop souvent affirmé. Le mouvement d'émigration suburbaine est, répétons-le, aussi marqué en France qu'à l'étranger, nous constatons cependant que le nombre de nos propriétaires ruraux n'a cessé de progresser et on peut reconnaître là l'influence du partage égal. Nous voyons, au contraire, de l'autre côté de la Manche le législateur anglais faire aujourd'hui tous ses efforts pour reconstituer cette petite propriété paysanne qu'un régime de liberté testamentaire et de privilèges successoraux a depuis longtemps anéantie.

CHAPITRE IV

LA TRANSMISSION HÉRÉDITAIRE DES BIENS RURAUX DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

« Au milieu de toutes ces discussions, il est un guide que l'on peut suivre avec sûreté : c'est la voix que la nature a fait entendre à tous les peuples et qui a dicté presque toutes les législations. »

BIOOT-PRÉAMENEU, *Exposé des motifs des Donations*, FENET, XII, 510.

Les adversaires du partage égal ont souvent tiré argument de l'exemple des pays étrangers qui admettent la liberté testamentaire ou un système de transmission intégrale. Cette considération nous a amené à faire en droit comparé une rapide incursion qui ne peut manquer d'être instructive.

SECTION I

Pays germaniques.

§ 1. — *Allemagne.*

L'Allemagne ne constitue pas une nation homogène. L'em-

pire est le composé d'une foule de petits Etats qui formaient autrefois la Confédération germanique. Les vieilles traditions, auxquelles le paysan surtout est resté fidèlement attaché, y sont diverses et souvent contraires. Ainsi s'explique la grande variété des règles qui président, encore de nos jours, à la transmission héréditaire de la propriété foncière. Dans plusieurs régions la coutume assure la dévolution intégrale du petit domaine paysan, le « *Hof* », à un seul des héritiers l'« *Anerbe* ». Là, en effet, s'est maintenue la vieille tradition germanique d'après laquelle la succession immobilière est impartageable (1).

En *Saxe*, le « *Hof* » apparaît comme une sorte de propriété familiale. Il passe, au décès du chef de famille, au plus apte par ses capacités et son âge, à charge pour celui-ci d'assurer la subsistance des célibataires mineurs, de doter ses sœurs, de constituer un pécule à ceux de ses frères qui émigrent et de recueillir les parents indigents.

En *Bavière*, cette transmission intégrale se réalise le plus souvent par un acte entre vifs, analogue à notre partage d'ascendants ; à défaut de cet acte, les enfants font, au décès du père, un arrangement conforme à la tradition et à la volonté présumée du défunt. Les soultes sont calculées le plus bas possible pour faciliter la conservation du domaine par l'héritier privilégié.

Dans plusieurs provinces rhénanes, les mêmes usages se retrouvent, voisinant avec des règles législatives toutes con-

{1} Verdelot, *Le bien de famille en Allemagne*, Paris, 1899.

traires. Dans le ressort de la Cour d'appel de Cologne, par exemple, le Sud observe l'égalité des partages, le Nord pratique la transmission intégrale.

En *Westphalie*, la transmission s'opère généralement par contrat, d'après la primogéniture, avec préférence des mâles à égalité de degré. L'héritier privilégié garde tout le patrimoine, mobilier et immobilier, actif et passif. Les parents se réservent l'usufruit, ou l'administration, ou encore leur entretien. Les soultes sont payées aux cohéritiers au moment de leur établissement.

Dans le *Hanovre*, il n'intervient même aucun contrat. La coutume est incontestée, « maint propriétaire de « *Hof* » croit encore aujourd'hui qu'il ne lui est pas permis de partager son bien par succession ».

Le minorat existe aussi dans certains districts, dans l'ancienne principauté d'*Osnabrück* notamment.

L'origine de ces usages est très discutée. Ce sont, pour les uns, des vestiges des vieilles mœurs germaniques ; pour d'autres, ils auraient leur source dans le droit romain. Quoi qu'il en soit, ils ont été certainement favorisés par la féodalité dont ils servaient les intérêts.

Avec la formation de l'empire allemand, la Prusse devait essayer d'unifier les mœurs pour réaliser l'unité germanique.

En Prusse, le Code de Frédéric II, promulgué en 1774, avait établi l'égalité des partages au moins pour les successions roturières. Le Hanovre, lors de son annexion en 1866, protesta contre l'application de la loi successorale prussienne et réclama le maintien de ses vieilles coutumes. Cette

résistance aboutit à un compromis qui fut la loi du 2 juin 1874. En vertu de cette loi, le droit commun régit la propriété rurale, mais le propriétaire peut soumettre son bien à l'« *anerbenrecht* » par une inscription sur des registres spéciaux, « *Hæferollen* ». Ce texte précise aussi la situation de l'*anerbe* et le quantum des soultes dues aux co-successibles. Dans la pensée du gouvernement impérial, cette loi était une concession faite à l'esprit rétrograde des populations hanovriennes. Faisant allusion au Code prussien imposé comme un progrès, le rapporteur du projet de loi disait : « il n'est point sage de vouloir faire le bonheur des gens malgré eux ».

Depuis le vote de cette loi, les idées du gouvernement se sont modifiées, et il s'est produit en Allemagne un mouvement nettement favorable au principe de l'indivisibilité des biens ruraux. Le législateur, sollicité par la crise agricole, veut arrêter le morcellement du sol et assurer la stabilité des familles ; il veut constituer une solide classe de paysans « *Bauernstand* » pour empêcher le développement du prolétariat agraire et opposer une digue puissante au socialisme grandissant.

L'institution des « *Hæferollen* », sauf quelques modifications de détail, a été successivement étendue au grand-duché d'Oldenbourg (loi du 24 avril 1875), au Schleswig-Holstein, à la Westphalie (loi de 1882), au Brandebourg (règlement du 10 juillet 1883) à la Silésie (règlement du 24 avril 1884). Il faut remarquer que, dans certaines de ces provinces, le Brandebourg et la Silésie notamment, l'introduction de l'*anerbenrecht* fut une innovation.

Les lois des 24 février 1880 et 24 février 1884 ont élargi, d'autre part, la sphère d'application de l'*anerbenrecht*, en disposant que pourront être inscrits sur les *Hæferollen* non seulement les biens de paysans, mais aussi les propriétés nobles assez importantes pour donner accès au Landtag (*Landtagsfähigerittergüter*). Enfin la transmission intégrale fut imposée, par la loi du 8 juin 1896, aux colons dont les lois de 1886 et 1891 avaient favorisé l'établissement. Le système d'inscription obligatoire sur les *Hæferollen*, inauguré par la précédente loi, fut appliqué en Westphalie et dans certains cercles rhénans par la loi du 2 juillet 1898, votée pendant la préparation du nouveau Code civil allemand. Lors de cette préparation, en effet, les partisans de l'*anerbenrecht* proposèrent de généraliser le système. Cette question souleva une très vive discussion, et, malgré leur insistance, pour ne pas heurter les sentiments d'une grande partie de la population, on reconnut seulement pour chaque Etat et même pour chaque province la faculté de conserver sa législation particulière.

Le Code a maintenu aussi l'institution du fidéicommis, d'origine féodale, qui ne s'appliquait guère qu'à la grande propriété. Depuis une cinquantaine d'années, on songe, dans certaines parties de l'Empire, à la rendre applicable à la petite propriété. C'est le but visé par les lois sur les *Erbgüter* (Bavière, loi du 24 1855; Hesse, loi du 11 septembre 1898; Mecklenbourg-Schwerin, ordonnance du 24 février 1854. Au décès du possesseur le domaine passe à un seul héritier qui tient son droit non du *de cuius*, mais du premier fondateur du fideicommis. Cette législation est restée sans effets pratiques. Dix-

sept ans après l'entrée en vigueur de la loi, on comptait en Bavière 4 *Erbgüter* ; ils étaient réduits à 4 en 1894 ; on n'a pu en citer qu'un seul cas dans la Hesse-Darmstadt (1).

*
* *

§ I. — *Autriche.*

En Autriche, dans la plupart des provinces, on retrouve ces vieilles coutumes de transmission intégrale. Le décret ou patente de Joseph II du 9 octobre 1795, avait même consacré l'indivisibilité du domaine rural ; il disposait que l'estimation du domaine servant de base aux soultes devait être faite de façon à ne pas le surcharger de dettes.

Une loi du 27 juin 1868 introduisit le partage égal dans presque toutes les provinces sauf dans le Tyrol. Les enquêtes sur la crise agricole attribuèrent bientôt à ce nouveau système successoral le malaise des populations agricoles. La loi du 1^{er} avril 1889 rétablit l'*anerbenrecht* pour la moyenne propriété paysanne. Contrairement à la législation allemande, la transmission intégrale s'opère de plein droit, sans inscription préalable sur le *hæferolle*, à moins que les propriétaires aient déclaré par une inscription spéciale n'en point vouloir. L'application de la loi de 1889 dépendait des diètes provinciales qui avaient à régler certaines questions particulières réservées

(1) Tirman, *Série d'études sur le bien de famille*, Conseil d'Etat, Paris, 1904.

par le législateur. Ces diètes n'ont pas usé de cette faculté et d'après les documents officiels la réforme a avorté.

★
* *

L'efficacité de l'*anerbenrecht* est très discutée en Allemagne. En fait il n'a pas eu les effets qu'en attendaient ses partisans. Quels ont été ses résultats ? Dans les provinces où la loi n'a fait que sanctionner une coutume déjà en vigueur, on a vu dans cette réglementation une contrainte vexatoire. Mais on a usé de la faculté laissée par la loi ; il faut dire cependant que par les inscriptions sur les registres on veut surtout s'opposer à l'empiètement des acquéreurs prussiens. Là où l'*anerbenrecht* a été implanté, la réforme a été sans effets et les inscriptions sur les *Häferollen* sont très rares. Seule la noblesse terrienne s'en est servi, comptant ressusciter certaines traditions féodales.

L'institution est très combattue. L'*anerbenrecht*, dit Kaustky, « a pour résultat d'exhéréder ceux qui avaient jadis part à l'héritage, de sauver la propriété paysanne aux dépens du plus grand nombre. Il élève une digue contre le prolétariat en accroissant le nombre des prolétaires... il condamne au salariat tous les enfants à l'exception d'un seul... Le droit de l'anerbe amène la dissolution de la famille en y semant la jalousie, l'envie, la discorde, en fondant la prospérité d'un seul sur la ruine de tous les autres (1). » Loin de remédier au dépeuplement des campagnes il provoque l'émigration (2).

(1) Kautsky, *Die agrarfrage*, p. 199.

(2) Verdelot, *Le bien de famille en Allemagne*, Paris, 1899, p. 581.

Il est une des causes principales de l'endettement du sol. C'est dans les régions de transmission intégrale que la dette hypothécaire est plus élevée. Les investigations faites en Allemagne et en Autriche sont concluantes sur ce point (1). Les naissances illégitimes sont d'autre part très nombreuses dans ces contrées où seul l'*anerbe* peut se marier en toute sécurité (2). Les tentatives faites jusqu'à ce jour par le législateur allemand pour généraliser l'*anerbenrecht* ont d'ailleurs échoué. En dehors de quelques provinces, notamment du Hanovre, elles se sont heurtées à la résistance ou à l'indifférence des populations agricoles.

SECTION II

Pays anglo-saxons.

L'Angleterre et les Etats-Unis admettent la liberté absolue de tester. Mais la loi qui régit les successions *ab intestat* ne procède pas du même principe dans ces deux pays.

§ I. — *Etats-Unis.*

Aux Etats-Unis pour les successions *ab intestat* le partage égal est la règle. Rien ne nous dit qu'en présence d'enfants le père de famille use du droit illimité de tester plus fréquem-

(1) Verdelot, *Le bier de famille en Allemagne*, Paris, 1899, p. 592.

(2) *Ibid.*

Garrigou.

ment qu'on se sert en France de la quotité disponible. Les substitutions sont abolies dans presque tous les États. L'institution de *homestead*, destiné à protéger le foyer familial, ne comporte chez ce peuple aucune disposition tendant à assurer la transmission intégrale du bien de famille; elle n'apporte aucune dérogation au droit commun qui est le partage égal. Le Play reconnaissait lui-même, tout en le regrettant, que : « les habitudes de transmission intégrale ne dominaient plus que dans certains districts ruraux, tandis que le partage égal s'est aujourd'hui propagé très généralement dans les villes (1). » Ces tendances au partage égal, même par testament, sont partout très accentuées.

§ II. — Angleterre.

En Angleterre, les successions *ab intestat* comportent un droit d'ainesse, qui n'est pas cependant absolu. L'ainé recueille tous les biens fonciers; si l'ainé des enfants est une fille, celle-ci n'a droit qu'à un préciput immobilier. Les capitaux mobiliers se partagent également; or, on sait l'importance de la fortune mobilière en Angleterre. Le père pourvoit d'ailleurs très souvent, par une assurance sur la vie, au profit des puînés, à la formation d'un capital payable à son décès. — La liberté testamentaire est loin d'être pour le père de famille un moyen d'établir l'inégalité entre les enfants. « Le droit de tester, dit M. de Montalembert, est le correctif des dispositions de la loi. »

(1) *La Réforme sociale*, § 22, p. 214, 216, § 27, p. 296.

Et plus loin : « On se borne à corriger avec prudence et affection, par l'usage du droit de tester, ce qu'il y a de trop absolu dans le droit d'ainesse (1). » Mais cette faculté se trouve indirectement très limitée par l'usage des substitutions. Celles-ci ne peuvent dépasser deux degrés, mais, renouvelées de génération en génération, elles constituent un mode forcé de dévolution.

Au xv^e siècle la terre avait été affranchie des charges féodales, elle devenait accessible à tous. Ce fut, nous dit Rogers, l'âge d'or du paysan anglais. Mais à partir de la fin du xv^e siècle une longue évolution a bientôt amené la disparition de la propriété paysanne. L'extension de l'industrie textile provoqua la transformation de l'agriculture à céréales en pâturages. Ce fut l'époque des expropriations violentes qui furent la cause de véritables « Jacqueries ». La prépondérance politique des *Lords* s'est manifestée, d'autre part, depuis quatre siècles, par une série d'*enclosures acts* qui constituent à leur profit de véritables accaparements des biens communaux. Les petits cultivateurs abandonnèrent de plus en plus la terre. Cet exode rural fut favorisé au xviii^e et au xix^e siècle par le grand développement industriel et commercial qui attira à la ville et aux colonies la main-d'œuvre et les capitaux. Le régime successoral, le droit d'ainesse combiné avec un système de substitutions ne pouvait d'autre part qu'aider à la concentration de la propriété foncière. Les résultats de cette évolution furent le dépeuplement des campagnes et la constitution d'immenses *Latifundia*.

(1) De Montalembert, *De l'avenir politique de l'Angleterre*, p. 120.

« Les chiffres suivants publiés en 1882, nous dit M. Gaillard, sont significatifs, 2.300 propriétaires possèdent plus de 5.000 hectares en moyenne chacun. Ils avaient tous ensemble 16.000.000 d'hectares, plus de la moitié du Royaume-Uni. Le duc de Scherland possède 450.000 hectares à lui seul et la rente qu'il en retire s'élève à plus de 3.000.000. Le duc de Buccleugh possède 185.000 hectares qui rapportent 5.000.000 de francs environ (1).

La crise agricole, qui sévit depuis 1875, fit apparaître les dangers de cette situation. L'abandon du système protectionniste en 1845 et la concurrence des pays neufs ont révélé l'infériorité réelle du régime de la grande propriété. La terre a partout baissé de valeur et les campagnes sont désertes. Une tendance nouvelle s'est manifestée, au cours de ces dernières années, dans la politique agraire de l'Angleterre. Le législateur a compris qu'il fallait détourner vers l'agriculture abandonnée les forces économiques du pays et à cet effet reconstituer cette classe de paysans éteinte depuis longtemps. Il a tenté de remédier à la crise actuelle par le vote de lois agraires favorables à la petite propriété.

La loi de 1887 (modifiée en 1890 et en 1894) a pour but de procurer à l'ouvrier rural ou urbain un lopin de terre, *allotments*, destiné à occuper ses loisirs et à lui fournir un supplément de salaire en nature. Le législateur avait d'ailleurs été devancé dans cette voie par certains *Lords* et plusieurs sociétés privées.

(1) Gaillard, *La petite propriété rurale en Angleterre*, Paris, 1902, p. 12

La loi de 1892 sur les « *small-Holdings* » vise la constitution d'une classe de petits propriétaires par la concession de terres assez étendues pour occuper et nourrir une famille.

Les résultats de cette législation ont été insignifiants. On manque de terres et aussi d'acquéreurs. Le cultivateur, en possession d'un petit domaine, n'a pas non plus de capitaux suffisants pour l'exploiter. Enfin, il faut le dire, l'Anglais a perdu le goût de l'agriculture.

Une série de *bill* reconstitue en Irlande la petite propriété. La misère du paysan irlandais était proverbiale. La loi du 1^{er} novembre 1903 va presque jusqu'à exproprier le landlord ; elle permet au petit cultivateur d'arriver à la propriété moyennant le paiement à l'Etat d'annuités jamais supérieures au fermage.

On réagit aussi contre le régime des substitutions. Un mouvement législatif, qui aboutit au *settlement act* de 1882 tend à donner de plus en plus au grevé la disposition de sa propriété.

Contrairement à ce que nous avons observé en Allemagne, la législation anglaise en faveur de la petite propriété se montre hostile à l'idée de transmission intégrale.

Si, comme on l'a fait justement remarquer, la loi successorale n'était pas intimement liée au système politique du pays, elle serait depuis longtemps modifiée. J. S. Mill « regarde comme éminemment désirable la réalisation des idées qui ont été adoptées en France pour abolir la coutume de primogéniture et pour contrarier la tendance de la propriété par héritage à se concentrer en masses considérables » (1). M. Boissonade, à la veille

(1) John Stuart Mill, *Principes d'économie politique*, t. I, p. 261.

de la crise que traverse l'agriculture anglaise, montrait la nécessité pour ce pays d'une réforme successorale dans un sens démocratique « la misère, écrivait-il, y creuse incessamment au sein des classes déshéritées, un sillon démoralisant et destructeur, et la splendeur du manteau de son aristocratie couvre mal la plaie navrante de son paupérisme (1). »

(1) Boissonade, *op. cit.*, p. 610.

CONCLUSION

Les attaques dont le système successoral du Code civil a été l'objet depuis plus d'un demi-siècle n'ont pas manqué de susciter de nombreux projets de réforme. Nous nous sommes attachés jusqu'à présent à reconnaître quels étaient sur l'état de la propriété foncière les effets de ce régime si combattu ; nous savons quel en est à ce point de vue la valeur et la portée ; il nous est dès lors permis d'apprécier dans leur principe et leurs conséquences les réformes proposées et les modifications qui ont été apportées.

L'étude qui précède nous a montré ce qu'il y a d'arbitraire ou d'excessif dans les critiques formulées contre le partage égal. Celui-ci ne nous a point paru présenter les inconvénients qu'on lui prête. Il ne tend pas à la pulvérisation, ni à l'appauvrissement du sol, au dépeuplement des campagnes, ni à la prolétarianisation des petits cultivateurs ; il ne saurait enfin être rendu responsable de notre faible natalité. Il n'y a aucune raison, pour abandonner, dans l'intérêt de la petite propriété agricole, un des principes fondamentaux de notre droit héréditaire. N'est-ce pas, au contraire, à l'égalité des partages que la propriété paysanne doit surtout d'avoir pu se dé-

velopper et affirmer sa supériorité sur la grande exploitation ?

Sans doute, il se produit parfois des bouleversements d'unités agricoles qui sembleraient justifier les griefs que l'on adresse au Code civil. « Nous connaissons des faits de ce genre, écrit M. de Foville, tout le monde en connaît, et les consciencieux observateurs qui se sont donné la mission de les collectionner pourraient chaque année, sans nous étonner, en citer de nouveaux. Ce qui nous surprendrait davantage, ce serait de rencontrer ici bas une institution quelconque, fut-ce la plus respectable et la plus respectée, qui ne produisit jamais que de bons effets et ne se laissât jamais détourner de son but, ni par les erreurs des hommes, ni par les caprices du hasard (1). » Ce sont là des accidents qui ne constituent pas, comme on voudrait le faire entendre, une règle générale. Dans l'ensemble, le partage égal a eu, au point de vue économique et social, d'heureux résultats. La nécessité n'apparaît pas dans les faits de renverser un principe que de puissantes considérations commandent au législateur de conserver.

Les mêmes inconvénients que l'on attribue à notre système égalitaire se retrouvent, souvent plus accusés, sous un régime de liberté testamentaire ou de transmission intégrale. L'un et l'autre de ces deux derniers systèmes successoraux présentent d'autre part, avons-nous vu, de graves dangers. L'expérience des pays étrangers est loin de les consacrer. Les vertus qu'on leur reconnaît sont purement théoriques. Certes, est-il au plus haut point regrettable que, par l'effet d'une division extrême, un foyer soit détruit, qu'un héritage soit rendu im-

(1) De Foville, *Le morcellement*, p. 192.

propre à toute culture. Mais c'est là un danger hypothétique, ou, si l'on veut, une situation bien exceptionnelle. Il n'est pas de règle, en effet, que les parties, dont la volonté est en principe prépondérante, consentent à une opération qui serait avant tout préjudiciable à leurs intérêts. Nous avons d'ailleurs constaté que la propriété normale, celle qui suffit à la subsistance et à la faculté de travail d'une famille, ne cessait de se multiplier au détriment de la trop petite comme de la grande propriété. On ne saurait par contre nous assurer que la liberté de tester ne va jamais à l'encontre des intérêts de la famille et de la propriété. Les pays latins, au point de vue des mœurs familiales, n'ont rien à envier, on le sait, aux Etats-Unis (1). La crise agricole s'est enfin révélée plus grave que partout ailleurs en Angleterre, où, par suite de la concentration des terres aux mains de quelques *landlords*, s'est éteinte depuis longtemps cette race de paysans que le législateur s'efforce aujourd'hui de reconstituer : Les campagnes sont désertes et nous savons la misère sordide de certains quartiers des grosses villes, comme Londres, Birmingham et Manchester, où s'entasse presque toute la population du royaume. La transmission intégrale, avons-nous encore observé, est la cause d'un endettement considérable du sol partout où elle est pratiquée. Elle n'est avantageuse même pas pour l'héritier attributaire qui souvent succombe sous le poids des soultes à payer à ses cohéritiers. Quant à ces derniers, ils sont rejetés dans le prolétariat agricole, à moins qu'ils n'abandonnent la terre et

(1) De Tocqueville, *La Démocratie en Amérique*, partie III, chap. VIII.
E. Duvergier, *Revue des Deux Mondes*, janvier 1866.

émigrent. Nous n'apercevons vraiment pas les raisons qui pourraient déterminer un observateur impartial à préférer au principe du partage égal, celui de la transmission intégrale que ses adversaires voudraient faire prévaloir.

A vrai dire pendant longtemps les promoteurs de la réforme ne se distinguèrent pas des adversaires de l'égalité politique proclamée en 1789. On vit surtout en eux ceux qui luttèrent contre les « faux dogmes de la Révolution ». Ils avaient beau mettre en avant l'intérêt de la petite propriété, ils ne purent vaincre les méfiances. Les considérations économiques ou morales qu'ils invoquaient dissimulaient mal leurs tendances politiques et sociales. Tous les essais de réforme qui menaçaient de porter atteinte à l'égalité successorale échouèrent. Ces insuccès répétés sont significatifs. L'impopularité de toutes ces tentatives prouve que les maux auxquels on prétendait vouloir remédier étaient plus théoriques que réels. L'opposition qu'on rencontrait, le désir, manifesté dans toutes les enquêtes, même par ceux qui sollicitaient des modifications à la loi successorale, de respecter le principe du partage égal, témoigne de l'attachement du pays à ce principe. Ce sont là des circonstances dont le législateur doit tenir compte. Ainsi furent successivement repoussés la proposition de Veauce, en 1865, demandant l'extension de la faculté de tester du père, le projet du gouvernement en 1867 abolissant l'obligation du tirage au sort des lots et la vente en présence d'héritiers mineurs, en 1889 la proposition de Mun tendant à enlever tout caractère obligatoire aux articles 826 et 832, et la proposition Le Roy présentée dans le même sens en 1892.

Mais depuis lors les idées de transmission intégrale ont gagné les cercles législatifs. On ne demande plus, il est vrai, une modification générale de la loi des successions. Les dérogations que l'on sollicite désormais au droit commun ne concernent que les transmissions des petits patrimoines sur lesquels s'est concentrée toute la sollicitude des réformateurs. Cette limitation prudente semble bien être faite pour ne pas éveiller les mêmes défiances qu'avaient suscitées les premiers projets. Cependant, même ainsi réduite, la réforme n'en constitue pas moins un désaveu des principes du Code civil en matière successorale. Elle fait apparaître la transmission intégrale comme un régime de faveur dont on fait bénéficier la catégorie la plus intéressante des biens fonciers, ceux qu'il est convenu d'appeler les « biens de famille ». Le partage égal auquel on veut les soustraire dans un but de protection, est dès lors considéré comme une règle dangereuse. Les théories de Le Play ne sont pas sans influence sur ce revirement ; ce sont ses critiques, ses arguments, que l'on retrouve chez les auteurs de la réforme. On assigne encore à ce mouvement parlementaire deux autres causes : l'exemple des législations étrangères et la crise agricole. Nous ferons simplement remarquer que chez nos voisins, où s'applique une législation successorale différente de la nôtre, la crise a été plus aiguë qu'en France. C'est, d'autre part, la grande exploitation, celle à laquelle ne s'étend pas la réforme, qui a été la plus affectée. Enfin, le point de départ du mouvement réformateur est une loi qui ne concerne que la propriété bâtie, la loi du 30 novembre 1894 relative aux habitations à bon marché,

:

:

Cette loi, votée sur le rapport de M. Siegfried, déroge à deux règles fondamentales du Code civil. Elle prévoit en somme deux procédés pour assurer la conservation intégrale de l'immeuble par un seul héritier.

Aux termes de son article 8-1°, l'indivision, par dérogation à l'article 815 du Code civil, peut être maintenue sur la demande d'un seul enfant et même sur la demande du conjoint, pendant cinq années à partir du décès. En cas d'existence d'enfants mineurs, le partage peut être différé jusqu'à ce que l'aîné des enfants ait atteint sa vingt-sixième année, sans que la durée totale de l'indivision puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix ans. Le maintien de l'indivision est prononcé par le juge de paix.

En second lieu, le même article 8-2°, par dérogation aux articles 826 et 832 du Code civil, donne à chacun des héritiers, ainsi qu'au conjoint, s'il a un droit de copropriété, la faculté, de reprendre la maison sur estimation. Si plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est propriétaire pour moitié au moins ; toutes choses égales, c'est la majorité qui décide, et à défaut de majorité, le tirage au sort.

Cette législation d'exception ne visait que la petite maison urbaine ou rurale, construite antérieurement à sa promulgation et dont la valeur locative ne devait pas dépasser un certain chiffre, fixé par l'art. 60 du décret du 11 décembre 1895. Elle s'appliquait ainsi aux trois quarts des maisons de France (1). Le

1) *Congrès de la propriété foncière de 1900*, p. 450.

but qu'on déclarait poursuivre était alors de [protéger le « home », le foyer de famille ; c'est à ce dernier seul qu'on prétendait devoir limiter la réforme.

Mais la sphère d'application de la loi de 1894 a été progressivement élargie : La loi du 31 mars 1896 en étendit les dispositions à toute maison, quelle que soit la date de sa construction dont le revenu net imposable ne dépassait pas les limites fixées.

La loi du 12 avril 1906 donna au bien de famille une définition plus large encore ; elle éleva d'une part le maximum de valeur locative des maisons visées par la loi de 1894 et admit d'autre part au même régime successoral les jardins attenants et aussi les jardins de dix ares non attenant aux constructions. Elle aggrava même la dérogation apportée à l'art. 815 du Code, en décidant que le conjoint survivant, copropriétaire au moins pour moitié pourrait réclamer la continuation de l'indivision de cinq ans en cinq ans jusqu'à son propre décès.

La loi du 20 avril 1908 augmenta encore la superficie des immeubles assujettis à la législation nouvelle, en étendant aux jardins et champs d'un hectare « le bénéfice des avantages prévus par la loi du 12 avril 1906 pour les habitations à bon marché ». Il ne s'agit plus seulement aujourd'hui de conserver à la famille son « vêtement de pierre ». En s'élargissant, la notion du bien de famille ne répond déjà plus exactement à celle qui était à la base de la législation de 1894.

Enfin, la loi du 19 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable, étend aux immeubles qu'elle vise la réglementation héréditaire spéciale de la loi de 1894. La dérogation apportée

à l'article 815 du Code s'y trouve encore plus accusée. Aux termes de son article 18, l'indivision peut, en effet, être prolongée jusqu'à la majorité du plus jeune des mineurs sauf indemnité, s'il y a lieu, à ceux des majeurs qui ne profiteraient pas de l'immeuble. Cette dernière loi est considérée comme le complément de la législation que nous avons signalée. Les chiffres qui déterminent la valeur des biens appelés au bénéfice de la loi sur l'insaisissabilité ne correspondent pas il est vrai à ceux fixés par les lois précédentes relatives à la transmission héréditaire du patrimoine familial. On aperçoit cependant dans les discussions portant sur les limites à donner à la dernière réforme, l'évolution qu'a suivie, à travers toute cette législation spéciale, l'idée du bien de famille. « On voit, disait le ministre de l'agriculture, apparaître par l'opposition des solutions préconisées, la différence profonde qui existe dans la façon dont sont compris l'objet et la raison d'être de l'institution. Le projet n'est-il qu'une mesure d'humanité venant retrancher du régime légal ce qui est nécessaire pour assurer un abri à la famille rurale, un maximum de 5.000 francs suffit ; si l'on veut au contraire faire bénéficier de l'institution la petite propriété foncière, le chiffre de 8.000 francs paraît indiqué » (M. Ruau, dans l'exposé des motifs). C'est ce dernier chiffre qui a été adopté.

Le système héréditaire spécial que nous venons de résumer permet, il est vrai, plus particulièrement dans les successions où des incapables sont intéressés, d'éviter le partage judiciaire et la licitation. Cet avantage ne suffit pas cependant à justifier la réforme. Que ne simplifiait-on directement ces procédures

compliquées et coûteuses ? Pas n'était besoin pour ce faire de porter atteinte au principe d'égalité, ni d'instituer la transmission intégrale. Une modification aussi profonde était inutile ; et si vraiment elle était faite en vue de l'avantage que nous avons signalé, limitée à une catégorie spéciale de biens, elle nous paraîtrait encore insuffisante. Les opérations qu'elle tend à écarter, sont gênantes et onéreuses pour toutes les liquidations successorales dans lesquelles elles s'imposent.

Nous reconnaissons qu'il peut exister des petits domaines qu'on ne saurait soumettre sans dommage à un nouveau partage. Mais il n'appartient pas au législateur, estimons-nous, d'établir une présomption d'indivisibilité, de dire à partir de quel point en contenance, valeur ou revenu, un héritage sera indivisible. Pareille détermination nous paraît impossible. Les conditions de l'agriculture sont trop variables d'une région à l'autre pour qu'on puisse poser une règle générale. Ne risquerait-on pas de soumettre au régime de la transmission intégrale des biens parfaitement divisibles, et de laisser en dehors de ce régime des unités impartageables. Les discussions et les hésitations qui précédèrent le vote de la loi du 20 avril 1908 montrent combien on est loin d'être d'accord sur la fixation de l'unité agricole. Il s'agit là avant tout, il faut le dire, d'une question d'espèce. C'est aux intéressés qu'il convient de laisser le soin d'apprécier s'ils se trouvent en présence d'une parcelle irréductible ; il suffit de leur ménager la liberté ; on doit se garder de leur imposer une solution *a priori* qui se trouverait être souvent contraire à leurs intérêts ou à leurs convenances. Il n'est donc pas utile que le législateur inter-

vienne pour définir l'unité économique, dans le but de la placer sous un régime d'exception. Une définition générale sera toujours arbitraire. La formule du bien de famille est éminemment extensible, et c'est pour cette raison que, dans son principe même, la réforme nous semble aussi dangereuse.

Le domaine de la législation spéciale au bien de famille a été, nous l'avons vu, successivement étendu. La conception de ce bien, que l'on entend soustraire au droit commun, devient de plus en plus large. Y a-t-il là une tendance ? On l'a prétendu. M. de Brandt voyait déjà dans la loi de 1894 « un symptôme du revirement qui s'accomplit lentement pour s'éloigner des principes du Code en matière de succession (1). » M. Siegfried n'avait-il pas déclaré dans l'exposé des motifs de cette loi : « La réforme partielle que nous vous proposons est pleinement justifiée par l'intérêt social que mérite tout ce qui peut améliorer le sort des travailleurs et par le taux exorbitant des frais de licitation des petits héritages non divisibles. Plus tard, on en pourra faire le droit commun. » Dès 1897, M. Siegfried proposait d'étendre le bénéfice de la loi nouvelle aux petits biens ruraux. En 1902, M. Lepelletier déposait une proposition de loi instituant des indivisions légales (2). Les protecteurs du bien de famille sont en général ceux qui ont toujours combattu le régime égalitaire du Code civil. Dans la pensée de beaucoup la réforme, limitée aux petits patrimoines, n'est qu'une pierre d'attente ; aussi timide, aussi modeste qu'elle se présente, elle sert à ménager prudemment une

(1) De Brandt, *op. cit.*, p. 254.

(2) Chambre des Députés, 6 décembre 1902, *Doc. parl.*, ann. 630.

transition, avant de faire de la transmission intégrale le régime de droit commun.

Ce bouleversement de notre droit héréditaire ne pourrait plus s'expliquer par la nécessité de protéger, de préserver d'un partage aveugle, une catégorie déterminée de biens reconnus économiquement irréductibles. Ce serait uniquement en raison de ses avantages théoriques que la transmission intégrale prévaudrait. Or, ces avantages, avons-nous vu, sont loin d'être démontrés. L'innovation aurait tout d'abord le grave inconvénient de supplanter un principe juste, de rompre cette égalité héréditaire, qui est dans notre tradition, qui seule est conforme à l'esprit de nos mœurs, qui seule répond au vœu de l'affection des parents. Ceux-ci, a-t-on fait très souvent remarquer, ne font jamais usage de la quotité disponible en faveur d'un enfant et à l'encontre d'un ou plusieurs autres. Il y aurait témérité à vouloir violenter, sans utilité reconnue, les sentiments d'un peuple.

Le régime que l'on voudrait instituer et qui tend à maintenir intacts les patrimoines est contraire aux intérêts sociaux. Une législation de portée sociale doit, avant tout, pouvoir s'adapter aux besoins changeants des sociétés, aux conditions économiques toujours en voie de transformation. Le but n'est pas de figer en un cadre traditionnel une situation déterminée, même si cette dernière répondait à une nécessité réelle, mais qui peut être passagère. Les lois qui régissent la propriété doivent surtout laisser à celle-ci toute la mobilité désirable pour qu'elle soit répandue et accessible à tous. La liberté des partages et des mutations est une condition de

progrès social. La Révolution a aboli toute institution qui revêtait un caractère de perpétuité, les substitutions et les baux perpétuels. Les partages successoraux ont contribué à la constitution de cette démocratie paysanne qui fait la force économique de notre pays. Plus d'un cinquième de la population participe en France à la propriété de la terre. Ces débris d'exploitation, que l'on redoute, loin d'être un mal, facilitent aux travailleurs, aux prolétaires, l'accession à la propriété; ce sont les échelons nécessaires pour atteindre à la possession d'un patrimoine suffisant. Ce sont là des propriétés de transition.

Enfin la transmission intégrale ou l'indivision légale paralyseraient les droits individuels, et cela en vue d'avantages problématiques. Sous l'ancien régime, on signalait déjà les inconvénients des communautés, surtout pour la propriété agricole. L'état d'indivision est un obstacle à toute amélioration, l'initiative de chacun se trouvant entravée. Il n'est pas, d'autre part, toujours indifférent à un héritier de recevoir une créance ou un lot en nature. Le législateur ne saurait non plus préjuger de la destination que les héritiers, suivant leurs intérêts ou leurs convenances, entendront donner aux biens recueillis. Il y a contradiction, de la part de ceux qui reprochent au Code d'établir le partage *forcé*, à vouloir imposer dans tous les cas l'indivision ou la transmission intégrale, même à l'encontre de la volonté des parties, et là où cette solution ne serait pas manifestement désirable. Il est même curieux de voir ceux qui défendirent longtemps la liberté testamentaire comme étant une conséquence de la liberté et de

la propriété individuelles, se rallier à une réforme qui porte à ces deux principes la plus grave atteinte.

D'ailleurs, le partage égal n'est pas forcé. Les conventions entre héritiers majeurs sont libres. Rien n'empêche ces derniers de recourir à la transmission intégrale, lorsqu'ils le jugent opportun. Là où ce mode de dévolution est une coutume traditionnelle, qui se justifie par des nécessités économiques, ou par le fait seul de son existence, lorsqu'il est conforme au désir des intéressés, la loi doit en faciliter la pratique. Mais le législateur n'a pas à l'imposer arbitrairement. Les héritiers ont assez conscience de leurs intérêts pour écarter un partage qui leur serait préjudiciable. Il n'est pas utile d'établir un régime tutélaire. Quand la transmission intégrale est dans les mœurs ou répond à des besoins réels, pas n'est besoin de contrainte ; les cadets vont, dans certaines régions de France, jusqu'à laisser entamer leurs droits héréditaires pour faciliter la reprise par l'aîné du patrimoine familial. Rendue obligatoire là où elle n'est pas une habitude séculaire, elle provoque des difficultés, elle introduit la discorde dans ces familles que les réformateurs veulent protéger. L'insuccès des réformes partielles, qui ont été tentées, n'est-il pas une indication suffisante ? Nous avons souligné l'échec de l'*anerbenrecht* dans les provinces germaniques où ce mode de dévolution était une innovation de la loi. On sait aussi avec quelle indifférence les intéressés ont accueilli, en France, la législation sur les habitations à bon marché et celle toute récente sur l'insaisissabilité du bien de famille. Les résultats sont à ce jour presque nuls ; les praticiens se montrent sceptiques. Pour

stimuler les initiatives, le ministère du travail a institué des concours en vue de l'attribution de récompenses. De tels encouragements ne s'imposeraient pas si ce prétendu régime de faveur répondait à l'attente de ceux qui peuvent en bénéficier (1).

Ce n'est pas à dire que les dispositions du Code relatives au droit successoral soient irréprochables. En principe, les héritiers peuvent procéder au règlement de leurs droits en toute liberté, comme ils l'entendent. « Si tous les héritiers sont présents et majeurs... le partage, reconnaît l'article 819, peut être fait dans la forme et par tel acte que les parties intéressées jugent convenables. » Mais, aux termes des articles 823 et 838, s'il y a désaccord entre les héritiers, si tous ne sont pas présents, s'il y a parmi eux des mineurs ou des interdits, le partage doit être fait en justice. Dans un but de protection, la loi a entouré le partage judiciaire de formalités multiples et compliquées qui sont autant de causes de lenteurs et de frais. Cette procédure obligatoire, en présence d'incapables, est une cause de ruine inévitable pour ceux qu'on veut protéger. Tout le monde est d'accord, et depuis longtemps, pour réclamer une simplification des formes et surtout la réduction des frais. Mais c'est là une réforme plus difficile à obtenir qu'il ne semble. Le fisc n'est pas prêt à abandonner une source impor-

(1) Esquirol, *Le partage judiciaire. Journal des notaires*, 1909. *Répertoire du notariat*, 30 octobre 1909, p. 298. Villeneuve, *De la transmission intégrale du bien de famille paysan sous le régime du Code civil*, Toulouse, 1903, p. 115; Chenevaz, *La législation du bien de famille insaisissable et la loi du 12 juillet 1909*, p. 10 et 80.

tante de ses recettes alors que le budget enfle annuellement. Cette question est d'autre part liée à celle du monopole des offices ministériels.

On a songé à étendre le partage amiable aux successions où des incapables sont intéressés (1). La loi autorise, en effet, le tuteur à représenter le pupille à des opérations aussi importantes qu'une liquidation successorale. Il suffirait, semble-t-il, de soumettre la convention à l'approbation du conseil de famille et à l'homologation du tribunal. Le partage judiciaire se trouverait ainsi écarté dans les cas, les plus nombreux, où il produit des effets désastreux.

Telles qu'elles sont interprétées par la jurisprudence, les règles auxquelles la loi soumet le partage judiciaire sont extrêmement rigoureuses. Elles encourent bien le reproche de diviser aveuglément les patrimoines. L'article 832 dispose que « dans la formation et la composition des lots on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations... » Mais il ajoute qu'« il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur ». Il semble bien que dans la pensée du législateur le partage en nature ne doit s'imposer que *s'il se peut*, c'est-à-dire s'il n'est pas contraire à la prescription de l'alinéa

(1) Nous avons un précédent en législation algérienne. Aux termes de l'art. 17 de la loi du 16 février 1897 sur la propriété foncière en Algérie, le partage en nature des domaines ruraux, dont la moitié au moins appartient à des indigènes musulmans, se fait par familles ; la licitation peut être évitée en fournissant à celui qui la provoque la valeur de sa part en argent.

précédent. Mais la jurisprudence interprète ce texte comme contenant dans sa deuxième partie la règle fondamentale, la première n'étant qu'une simple recommandation. Cette jurisprudence, dès le début, a été très combattue. La solution la plus sûre serait de doter l'article dont il s'agit d'une rédaction plus nette, laissant au juge la plus grande latitude pour former, chaque fois qu'il l'estimerait utile, des lots de différente nature.

Si les immeubles ne sont pas commodément partageables, édicte l'article 827, il doit être procédé à la vente par licitation. Nous ne pensons pas que la licitation soit une solution mauvaise en soi. Elle fixe, mieux qu'à dire d'expert, la valeur des biens qui y sont soumis. Se plaint-on que cette fixation soit faite trop basse? Mais ne demande-t-on pas précisément que l'attributaire reçoive l'immeuble dans les meilleures conditions, sans être écrasé sous le poids des soultes? Craint-on, au contraire, que les enchères fassent porter trop haut la valeur de l'immeuble? Ce n'est plus alors contre le partage en nature, mais contre l'égalité en valeur des lots que l'on s'élève. Même si le prix d'adjudication dépassait la valeur réelle du bien, ce ne sont pas les vendeurs qui devraient s'en plaindre. Lorsque parmi les copartageants se trouvent des mineurs ou des interdits la licitation est imposée, elle doit en outre être faite à la barre du tribunal et les étrangers y sont nécessairement admis. Cette double obligation jointe au caractère forcé de l'opération, rend celle-ci détestable. Il conviendrait d'autosiser, avons-nous déjà observé, de recourir aux formes du partage amiable, même en présence d'incapables, en offrant à

ceux-ci des garanties suffisantes. Enfin, conviendrait-il aussi de donner au terme « commodément » une signification plus large que celle fixée par la jurisprudence, qui entend ce mot comme se rapportant à une impossibilité matérielle et jamais économique. Il serait bon de donner clairement la faculté au juge de soustraire au partage en nature une exploitation agricole aussi bien qu'une usine ou une maison.

La nécessité du tirage au sort des lots provoque encore de sévères critiques. « Quand les lots sont de nature différente, dit M. Planiol, et que les héritiers ont des préférences opposées, ils sont à peu près sûrs d'avoir tous à se plaindre du lot qui leur arrive (1). » On a souvent demandé de permettre au juge de procéder par voie d'attribution. La mesure édictée par le Code nous semble cependant donner une garantie plus sérieuse, lorsque les héritiers sont en désaccord. La loi du 30 novembre 1894 ne l'a pas complètement écartée. Comme toutes les autres formalités du partage en justice, celle-ci est vraiment tyrannique, lorsqu'elle est inéluctable, lorsqu'il n'est pas permis de s'en tenir d'un commun accord, à un règlement manifestement préférable, dans l'hypothèse où des incapables viennent à la succession.

La jurisprudence, qui interprète d'une façon si restrictive, les articles 826 et 832, applique de plus, dans toute leur rigueur, ces dispositions aux partages d'ascendants. La doctrine s'élève presque unanimement contre une pareille extension. Cette jurisprudence neutralise le résultat qu'avait en

(1) Planiol, *Traité de droit civil*, 4^e édit. 1910, t. III, p. 512.

vue le législateur en reconnaissant au chef de famille la faculté d'opérer le partage entre ses enfants. « Il y a des fortunes, est-il dit, dans le *Discours préliminaire* dont le partage a besoin d'être dirigé par la sage destination du père de famille. » Le partage d'ascendant doit être avant tout un partage d'attribution suivant les aptitudes et la situation de chaque enfant. Elle est un moyen de réaliser la transmission intégrale là où le propriétaire lui-même l'estime nécessaire. La jurisprudence va à l'encontre du but nettement posé par les auteurs de la loi. Une intervention législative s'impose en la matière. On a également demandé, avec juste raison, d'abréger les délais de prescription des actions en rescision et en nullité. On sait les inconvénients graves qu'il y a, après une longue possession, à remettre en question les droits de l'héritier, ou tout au moins à laisser ce dernier, pendant un temps indéterminé, dans une situation incertaine.

Enfin, y aurait-il lieu de réduire les droits grevant les soultes que les lois fiscales assimilent véritablement à un prix de vente. Les droits d'enregistrement perçus sur les cessions de droits successifs sont trop lourds. Cette taxation excessive empêche souvent les héritiers de recourir à l'amiable à la transmission intégrale, surtout précisément lorsqu'il s'agit d'un petit héritage.

Les vices que nous venons de signaler sont seuls responsables des inconvénients, souvent sérieux, que l'on reproche injustement à l'égalité des partages et même au droit de réserve. Les amendements que nous avons indiqués à la loi successorale enlèveraient tout prétexte aux critiques des par-

tisans de la liberté testamentaire et de la transmission intégrale. Les plus ardents défenseurs de l'égalité entre héritiers y souscrivent.

La réforme ainsi présentée, sans créer arbitrairement des unités fictives, donnerait satisfaction à la coutume de la transmission intégrale, en facilitant sa réalisation selon le vœu des intéressés. Mais elle ne porterait aucune atteinte au partage égal ; elle en renforcerait, au contraire, le principe, en l'assouplissant dans son application, en assurant aux conventions entre héritiers *la liberté*, condition essentielle de tout progrès social et sauvegarde la meilleure des intérêts de chacun.

Lu et approuvé, le président,
F. FAURE.

Vu le Doyen,
CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,
le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	IX
INTRODUCTION.	XV
CHAPITRE I. — <i>Evolution de la législation successorale et de la propriété foncière dans l'ancienne France.</i>	1
Section I. — Epoque gallique.	3
Section II. — Epoque gallo-romaine.	6
Section III. — Epoque franque.	10
Section IV. — Epoque féodale.	16
Section V. — Epoque monarchique.	22
Section VI. — Epoque révolutionnaire.	32
CHAPITRE II. — <i>La transmission héréditaire de la propriété foncière sous l'Empire du Code civil.</i>	40
Section I. — Le système successoral du Code civil. . . .	40
Section II. — Tentatives de réaction sous la Restauration et le Premier Empire.	48
Section III. — Le Play et son école.	51
Section IV. — Le Code civil et les usages contemporains en matière de succession immobilière. . . .	56
§ 1. — Région du Nord.	57
§ 2. — Région du Sud.	65
CHAPITRE III. <i>La propriété foncière en France sous l'empire du Code civil.</i>	78
Section I. — La répartition foncière.	78

Section II. — La dispersion parcellaire.	98
Section III. — La dette hypothécaire.	102
Section IV. — La natalité dans les campagnes.	117
Section V. — L'exode rural.	139
CHAPITRE IV. — <i>La succession aux biens ruraux dans les législations étrangères.</i>	154
Section I. — Pays germaniques.	154
§ 1. — Allemagne.	154
§ 2. — Autriche.	159
Section II. — Pays anglo-saxons.	161
§ 1. — Etats-Unis.	161
§ 2. — Angleterre.	162
CONCLUSION.	167

